

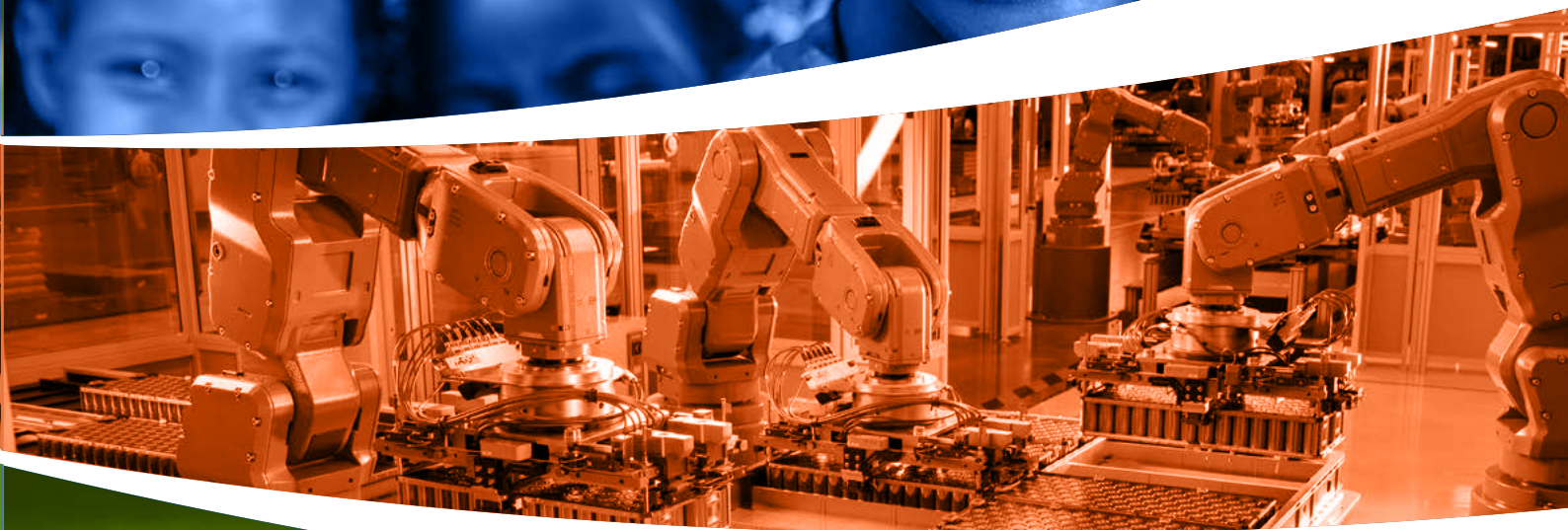


ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE

RAPPORT ANNUEL 2023

PROGRÈS PAR L'INNOVATION



RAPPORT ANNUEL

2023

PROGRÈS PAR L'INNOVATION



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Vienne, 2024

Rapport annuel de l'ONUDI 2023

© ONUDI 2024. Tous droits réservés.

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ou à leur système économique et degré de développement. Les appellations « développé », « industrialisé » ou « en développement » sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

La présente édition du *Rapport annuel* rend compte des progrès accomplis dans la réalisation des cibles biennales de l'ONUDI au niveau global. La priorité est donnée à la communication des résultats obtenus à l'aune des cibles fixées dans le programme et les budgets 2022-2023, dont les indicateurs sont un sous-ensemble du cadre intégré de résultats et de performance de l'ONUDI. Un ensemble détaillé de données et d'informations relatives aux indicateurs et aux cibles figure dans les appendices du présent rapport.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis et quand une quantité est exprimée en « tonnes », il s'agit de tonnes métriques.

Photos et icônes © Adobe Stock, iStock, ONUDI, sauf indication contraire.

Production éditoriale : Section des publications, de la bibliothèque et des services en anglais, Office des Nations Unies à Vienne.

La présente publication est imprimée sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (chaîne de contrôle) et le Programme de reconnaissance des certifications forestières (chaîne de contrôle).

L'intégralité du présent rapport et les appendices sont disponibles en ligne à l'adresse : www.unido.org.

ISSN 1020-766X

Distribution : GÉNÉRALE

IDB.52/2-PBC.40/2 2024

FRANÇAIS – Original : ANGLAIS

Appendices (disponibles en ligne à l'adresse : www.unido.org)

Statistiques opérationnelles • Projets approuvés au titre des contributions volontaires • Assistance technique aux pays les moins avancés (PMA) • Fonds non réservés à des fins spécifiques • Programme de partenariat pays (PCP) • Nominations de personnel au titre de contrats de service individuels • Accords et autres arrangements conclus par l'ONUDI en 2023 • Présentations de pays/séminaires organisés par les Bureaux de promotion des investissements et de la technologie en 2023 • Représentation hors Siège • Vue d'ensemble du personnel de l'ONUDI • Perfectionnement du personnel • Statistiques industrielles • Budgétisation axée sur les résultats : indicateurs de résultats

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	iv
Principales réalisations	vi
L'ONUDI en bref	xii
<hr/>	
1 ACCÉLÉRER LA RÉALISATION DU PROGRAMME COMMUN : MODERNISER LES POLITIQUES INDUSTRIELLES	1
Les données, un élément moteur de la politique en matière de développement industriel inclusif et durable	3
Présentation de rapports au forum politique de haut niveau	9
Appui de l'ONUDI à la réforme du système des Nations Unies pour le développement	10
Le G20 et les pays du groupe BRICS : participer à la gouvernance du monde de demain	12
<hr/>	
2 CRÉER UN ENVIRONNEMENT PROPICE À UNE CROISSANCE DURABLE : PASSER À L'ÉCHELLE SUPÉRIEURE POUR METTRE EN PLACE UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL RÉILIENT	15
Changer les mentalités pour un meilleur partage de la prospérité	17
Changer les mentalités pour une meilleure compétitivité économique	21
Changer les mentalités pour faire progresser les industries écologiquement viables	31
<hr/>	
3 TRAVAILLER SUR LE TERRAIN : TRANSFORMER LES VIES GRÂCE À DES ENTREPRISES INNOVANTES, INCLUSIVES ET DURABLES	37
Contribuer à la création d'une prospérité partagée	39
Contribuer à la croissance de la compétitivité économique	44
<hr/>	
4 PERSPECTIVES RÉGIONALES : STIMULER L'INVESTISSEMENT, LE PROGRÈS ET LA PROSPÉRITÉ	57
Les régions en un coup d'œil	58
Afrique	60
Pays arabes	64
Asie et Pacifique	68
Europe et Asie centrale	72
Amérique latine et Caraïbes	76
<hr/>	
5 GESTION STRATÉGIQUE EFFICACE AXÉE SUR LES RÉSULTATS	83
Tirer des résultats des mesures prises par l'ONUDI	85
<hr/>	
6 EXCELLENCE DES SERVICES ET OPÉRATIONS INTERNES	89
Financement et contributions financières	91
Administration des ressources humaines	94
Achats et logistique	95
Services informatiques et de transformation numérique	95
Services de gestion des installations	96
Sigles et acronymes	98
Organigramme de l'ONUDI	100




AVANT-PROPOS

Aujourd'hui, le monde fait face à plusieurs crises : les changements climatiques, des conflits et des guerres à l'échelle mondiale, l'inflation et un endettement croissant, pour ne citer que celles-ci. Les populations les plus pauvres des pays en développement sont les plus durement touchées. Il est temps d'agir ! Nous devons prendre nos responsabilités et mobiliser d'énormes investissements pour financer le développement, l'innovation et les solutions dont ont plus particulièrement besoin les pays en développement. Les pays industrialisés doivent respecter leurs engagements et atteindre les objectifs de développement durable. Nous disposons de la technologie et des connaissances nécessaires pour éliminer la faim, atténuer les changements climatiques, opérer une transition vers une industrie verte et créer des emplois pour des millions de jeunes. Il faudrait également que le secteur des entreprises investisse davantage dans le développement durable et que les investissements privés tiennent compte des objectifs de développement durable.



L'ONUDI est prête à assumer ces tâches et à jouer un rôle essentiel pour rendre possible un développement économique durable au niveau mondial. Nos partenaires saluent nos succès et les résultats de nos réformes récentes, qui ont permis à l'ONUDI de gagner en efficacité, de trouver une nouvelle énergie et de définir de nouvelles priorités. En 2023, la mobilisation de fonds pour nos activités de coopération technique a atteint un nouveau record. Le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal ont également accru leur soutien. Cela montre que les donateurs et les États Membres ont confiance dans la capacité de l'ONUDI à contribuer à un développement économique et industriel durable. En conséquence, l'année 2023 a également été marquée par une augmentation de 25 % des activités de coopération technique de l'ONUDI, laquelle s'est notamment traduite par le lancement de nouveaux programmes et projets phares.

L'année écoulée s'est achevée par une série de manifestations couronnées de succès : le Forum international de Vienne sur l'énergie et le climat, la dixième Conférence ministérielle des pays les moins avancés et la vingtième session de la Conférence générale de l'ONUDI.



Les nouvelles initiatives de l'ONUDI dessinent la trajectoire de son action future. L'année 2024 a débuté par le lancement, à Riyad, de l'Alliance mondiale pour des minéraux responsables et verts. Notre coopération avec le Fonds pour l'adaptation est entrée dans une nouvelle phase : nous commençons en effet à travailler sur le mécanisme d'innovation en matière d'adaptation destiné aux petites et moyennes entreprises, que le Fonds a approuvé en octobre 2023. De nouveaux projets complets approuvés par le Fonds vert pour le climat sont également en cours d'exécution.

L'année à venir sera jalonnée de nombreuses activités. Je me rendrai à plusieurs reprises dans des pays d'Amérique latine. En mai se tiendra la quatrième Conférence internationale des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement, à Antigua-et-Barbuda. Elle sera suivie, en juin, par la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, qui aura lieu au Rwanda. L'automne sera marqué par le Sommet de l'avenir, en septembre, où l'ONUDI placera l'industrialisation durable en tête de la liste des solutions humaines et environnementales, par la deuxième édition du Forum multilatéral sur la politique industrielle et par une grande conférence de l'ONUDI, intitulée « Un monde libéré de la faim est possible », qui se tiendra en coopération avec le Gouvernement éthiopien et l'Union africaine, et dont l'objectif sera d'accélérer l'innovation et le transfert de technologies, et surtout les investissements, pour assurer la sécurité alimentaire mondiale.

L'ONUDI propose des solutions à des problèmes mondiaux urgents. Nous transférons la technologie, les compétences techniques, les connaissances et les investissements des pays développés aux pays en développement. Notre raison d'être est de créer des situations gagnant-gagnant. Ensemble, nous pouvons faire en sorte que notre responsabilité partagée se traduise par une action plus globale qui profite à tous.

Le Directeur général de l'ONUDI
Gerd Müller

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Le montant des fonds mobilisés par l'ONUDI pour la prestation de services de coopération technique a atteint un nouveau record en 2023. Il a en effet augmenté de 44 %, pour atteindre un total de 328,4 millions de dollars. Les contributions du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal ont également augmenté, le montant des fonds approuvés ayant atteint, respectivement, 60,4 millions de dollars et 29,3 millions de dollars.

En 2023, l'ONUDI a accueilli deux nouveaux États Membres – les Palaos et le Soudan du Sud – et créé un Bureau de promotion des investissements et de la technologie à Berlin, portant à 10 le nombre de ces bureaux. Par ailleurs, elle a précisé son modèle de partenariat public-privé, ce qui a donné lieu à 29 nouveaux partenariats avec des partenaires stratégiques.



Plus de 25 % d'activités de coopération technique

Plus de 44 % de fonds de coopération technique ont été mobilisés

Plus de 50 % des projets contribuent directement à l'égalité des sexes

2 nouveaux États Membres

29 nouveaux partenariats avec des entreprises

**PRIORITÉ
DE L'ONU
Énergie propre et
action climatique**



Sur le plan des programmes :

L'ONUDI a accéléré l'action climatique et encouragé l'utilisation des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans le cadre de l'initiative de décarbonation profonde de l'industrie, en aidant les industries de l'acier et du ciment à adopter des technologies plus durables et à transformer leurs processus de production. À la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 28), certains des plus grands importateurs de matériaux à forte intensité d'émissions ont présenté leurs engagements en faveur de marchés publics écologiques, tels qu'énoncés dans le texte intitulé « **Green Public Procurement Pledge** », leur pouvoir d'achat leur permettant de faire augmenter la demande dont font l'objet, sur le marché, l'acier, le ciment et le béton à émissions faibles ou quasi nulles. Cette tendance entraînera à son tour la décarbonation mondiale de ces industries lourdes, le livre blanc publié dans le cadre de l'initiative de décarbonation profonde de l'industrie proposant également un ensemble de principes destinés à guider la comptabilisation des gaz à effet de serre (GES).

Pour promouvoir la production et l'utilisation d'hydrogène vert, l'ONUDI a lancé la **méthode, certifiée par des normes internationales, qui permet d'évaluer les émissions de GES liées à la production et à l'utilisation d'hydrogène**, et déclaré son soutien au Programme d'action sur l'hydrogène de la COP 28 et aux initiatives du forum international sur le commerce de l'hydrogène, qui visent à aider les pays dans leur transition vers un hydrogène à faible émission de carbone et dans leur effort d'atténuation des changements climatiques.

L'ONUDI a lancé, avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le mécanisme **Accelerate-to-Demonstrate**, qui aidera 10 pays africains à expérimenter des technologies innovantes dans les domaines des minéraux critiques, de l'hydrogène propre, de l'énergie intelligente et de la décarbonation de l'industrie. L'ONUDI conçoit également des stratégies faisant intervenir des infrastructures fondées sur la nature, qui consistent à créer ou restaurer des écosystèmes naturels ou semi-naturels pour remplacer par des dispositifs plus sains des infrastructures bâties classiques telles que les installations de traitement des eaux usées. De nombreux projets de l'ONUDI ont porté sur l'économie circulaire et consisté, notamment, à rendre la fabrication de produits propre et économe en ressources, à mettre au point des produits sûrs, faciles à recycler et d'une durée de vie plus longue, et à récupérer les ressources à la fin du cycle de vie d'un produit.

Le **Programme mondial sur les parcs éco-industriels**, financé par la Suisse, a aidé sept pays à créer des parcs industriels plus compétitifs et durables en adoptant des pratiques relevant de l'économie circulaire et en défendant des stratégies d'atténuation des changements climatiques.

L'ONUDI a mené des **projets novateurs dans les pays**, consistant notamment à aider l'Association de l'industrie du biogaz en Afrique du Sud à constituer un portefeuille de projets consacrés au biogaz, que des manuels de bonnes pratiques et des formations aident à mettre en œuvre. Pour favoriser la deuxième transition énergétique de l'Uruguay, les fonds provenant du Fonds commun pour les objectifs de développement durable et de banques commerciales ont été fusionnés pour attirer les investissements du secteur privé dans des solutions énergétiques durables et innovantes.

Pour bâtir un monde libéré de la faim, l'ONUDI a adopté, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des solutions de financement mixte destinées à promouvoir l'**Accélérateur de la transformation des systèmes agroalimentaires**, qui favorise un développement agricole et agro-industriel durable, en s'appuyant sur les expérimentations menées dans 15 pays répartis entre l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, et l'Amérique latine et les Caraïbes.

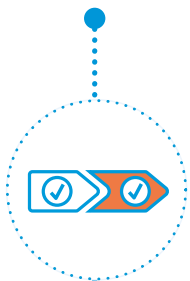
Une nouvelle **alliance axée sur le secteur privé et destinée à combler le déficit de financement dans l'agriculture** a également été lancée, avec le concours du Groupe de la Banque africaine de développement, de la Banque africaine d'import-export, d'ARISE Integrated Industrial Platforms, du Groupe de la Banque islamique de développement et de l'ONUDI.

Ces **initiatives mondiales ont complété le soutien apporté au niveau national**. Certaines ont été particulièrement couronnées de succès, comme en Guinée, où des entreprises ont pu accéder à des marchés plus vastes en renforçant les capacités dont elles disposaient pour élaborer des normes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments, et en République de Moldova, où l'industrie alimentaire a été mise en conformité avec les normes de qualité de l'Union européenne. En Mongolie, le soutien apporté à l'agriculture biologique a contribué à l'adoption d'une nouvelle loi permettant au pays de développer son marché de la viande biologique. Quant au Costa Rica, il dispose désormais d'un système

**PRIORITÉ
DE L'ONUDI
Élimination
de la faim**



**PRIORITÉ
DE L'ONUDI**
**Chaîne
d'approvisionnement
durable**



national permettant de détecter les résidus de pesticides dans la viande bovine, ce qui aide le secteur à être compétitif sur les marchés internationaux tout en augmentant les possibilités d'emploi, en particulier pour les femmes, dans les laboratoires locaux. Aux Philippines, enfin, une plateforme d'innovation sur la chaîne du froid a été créée pour centraliser des ressources techniques, des formations et des connaissances sur les technologies de la chaîne du froid alimentaire intelligentes face aux changements climatiques et servir de réseau de collaboration aux parties prenantes.

Par ailleurs, un nouveau **parc agro-industriel**, que se partageront la Zambie et le Zimbabwe, est en cours de mise au point, et au Mozambique, la modernisation des modes de transformation et de stockage des fruits a aidé les agriculteurs et agricultrices à réduire les pertes après récolte, à rehausser la qualité de leurs produits et à diversifier leurs revenus.

L'ONUDI a promu des chaînes d'approvisionnement équitables et durables

en aidant les entreprises à tirer parti des technologies intelligentes et de l'intelligence artificielle (IA). Elle a favorisé l'intégration entre la Chine et les pays arabes dans le domaine de l'IA, invité les personnes intéressées à intégrer son « **alliance mondiale sur l'IA pour l'industrie et la fabrication** » et à prendre part à son concours mondial, dans lequel des start-up présentent des solutions novatrices dans le domaine de l'IA, et publié le rapport prospectif intitulé *Gender, Digital Transformation and Artificial Intelligence* (Genre, transformation numérique et intelligence artificielle).

En 2023, l'ONUDI a également engagé une coopération stratégique avec l'Union africaine, l'Union européenne, l'Africa Business Council et plusieurs commissions économiques régionales d'Afrique – dont la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté de l'Afrique de l'Est, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) – dans le cadre d'une importante **initiative panafricaine sur la compétitivité commerciale et l'accès aux marchés** lancée par l'Union européenne et l'Union africaine et dotée de 200 millions d'euros. En coopération avec le Centre du commerce international (ITC), l'ONUDI jouera le rôle d'exécutante technique dans les domaines de l'infrastructure de la qualité et de la conformité aux normes, de la création de valeur et de la diversification.

Dans le cadre de nombreux partenariats, l'ONUDI a diffusé ses connaissances et dispensé des formations essentielles. Le programme en ligne destiné aux sept centres régionaux pour les énergies renouvelables a aidé les petits États insulaires en développement d'Afrique, des Caraïbes, de l'océan Indien et du Pacifique à s'intéresser à des solutions reposant sur les énergies renouvelables. En Tunisie, quatre pôles créatifs ont facilité les programmes d'incubation et les partenariats.

Le portail *Invest in ACP* de l'ONUDI propose des ressources et des possibilités d'investissement dans la région de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Forte de ses quarante ans de savoir-faire, l'Organisation a ajouté trois cours d'apprentissage en ligne à sa plateforme sur les parcs industriels, qui portent sur la planification, le financement et l'exploitation des parcs industriels.

L'ONUDI a également élargi ses partenariats public-privé en 2023. Par exemple, elle a renforcé son partenariat avec l'Italie, dans le cadre d'une étroite collaboration avec ses entreprises, telles qu'illycaffè et la Fondation Lavazza, et, ensemble, elles travaillent à la mise en place de solutions durables dans le secteur du café. La Plateforme d'apprentissage et de perfectionnement des connaissances a fêté le dixième anniversaire des partenariats public-privé et axés sur le développement que l'ONUDI a établis avec ses partenaires de longue date que sont Volvo, HP et Festo. L'Organisation s'est associée à Fairtrade International pour promouvoir des chaînes d'approvisionnement durables et renforcer la valeur ajoutée des petites et moyennes entreprises (PME), des petites exploitations agricoles et de la main-d'œuvre.

L'ONUDI œuvre en faveur d'une plus grande égalité des chances dans l'ensemble de l'Organisation, en fixant des objectifs d'intégration des femmes et des jeunes dans ses programmes, qu'elle dépasse souvent. Elle continue de travailler sur des stratégies et des solutions qui permettraient de remédier aux inégalités fondées sur le genre dans le domaine des technologies numériques et de l'IA, propose des formations sur l'investissement dans une optique d'égalité des sexes, et conçoit et met en œuvre des politiques et des programmes propres à transformer les aspects relatifs au genre. Elle s'emploie également à augmenter le nombre d'entrepreneuses capables de créer des entreprises prospères dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Les innovations, les processus et les capacités qui ont vu le jour en 2023 dessinent les contours d'une mondialisation axée sur un monde plus juste et plus pacifique.



L'objectif primordial de l'ONUDI est de promouvoir un **DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE** dans les pays en développement et les économies en transition.



Prospérité partagée grâce à l'industrie



Compétitivité économique



Industrie écologiquement viable



PRIORITÉS DE L'ONUDI ET PROGRAMMES CORRESPONDANTS

Énergie propre et action climatique

Énergies renouvelables et propres
Efficacité énergétique
Décarbonation de l'industrie
Hydrogène vert
Solutions fondées sur la nature



Élimination de la faim

Agrobusiness durable
Sécurité sanitaire et qualité des aliments
Agrotechnologie et innovation
Développement des infrastructures
Création de valeur au niveau local



Chaînes d'approvisionnement durables

Création de valeur au niveau local
Normes de durabilité et commerce
Économie circulaire
Jeunes, femmes et PME
Investissements durables



GRANDE ÉCHELLE
Définition de politiques et de réglementations

MOYENNE ÉCHELLE
Mise en place d'écosystèmes industriels de qualité

PETITE ÉCHELLE
Renforcement des compétences et des capacités

RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES ET DES INSTITUTIONS

NOUS SOUTENONS NOS PARTENAIRES

Individus • Entreprises • Institutions • Gouvernements • Acteurs mondiaux

QUATRE FONCTIONS ESSENTIELLES COMPLÉMENTAIRES

Coopération technique



1

Services de recherche appliquée et de conseil stratégique



2

Activités d'élaboration de normes et de mise en conformité avec des normes



3

Mobilisation de partenariats pour le transfert de connaissances et de technologies



4





L'ONUUDI en bref



- Outre son Siège à **Vienne**, l'ONUUDI a des bureaux de liaison à **Bruxelles, Genève** et **New York**.
- Sa représentation hors Siège comprend **48** centres régionaux, des bureaux régionaux et des bureaux de pays, qui desservent **158 pays**.
- L'ONUUDI a des **bureaux de promotion des investissements et de la technologie** dans **10 villes** (Beijing, Berlin, Bonn, Lagos, Manama, Moscou, Rome, Séoul, Shanghai et Tokyo).
- Il existe des **centres régionaux pour les énergies renouvelables** dans **9 villes** (Bridgetown, Kampala, Katmandou, Le Caire, Luanda, Nuku'alofa, Praia, San Salvador et Windhoek).

Tous les États Membres • Se réunit tous les deux ans • Prochaine session ordinaire : 23-27 novembre 2025

PROGRAMME DE PARTENARIAT PAYS (PCP)

- **Phase de mise en œuvre** : Cambodge, Égypte, Éthiopie*, Maroc, Pérou, Rwanda, Sénégal*, Zambie
- **Phase de programmation** : Côte d'Ivoire, Kirghizistan, Nigéria, République-Unie de Tanzanie
- **Démarrage à titre volontaire** : Kenya

* Conclusion de la phase I ; phase II en cours d'élaboration.

Carte d'identité de l'ONUUDI



L'ONUUDI, créée en **1966**, est devenue une institution spécialisée des Nations Unies en 1985



L'Organisation compte **172 États Membres** (au 31 décembre 2023)



Gerd Müller a été nommé **Directeur général** de l'ONUUDI à la dix-neuvième session de la Conférence générale, en novembre 2021



L'ONUUDI emploie **671 fonctionnaires**, ainsi que 1 610 consultantes et consultants, venus de 153 pays, liés par des contrats de services individuels (au 31 décembre 2023)



Contribution de l'ONUUDI au **système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents** approuvée par les États Membres pour 2023 : **2 237 177 dollars**

Mise en œuvre de projets



Valeur des **activités de coopération technique** en 2023 : **225,2 millions de dollars**



En 2023, **241,3 millions de dollars** de contributions volontaires nettes ont été consacrés à la mise en œuvre des projets, et la valeur totale du portefeuille de projets en cours s'est élevée à **725,6 millions de dollars**



L'élimination progressive des substances appauvrissant la couche d'ozone a permis de **réduire les émissions de CO₂ de 40,8 millions de tonnes** en 2023



Projets mis en œuvre dans **118 pays** en 2023



L'ONUUDI travaillait dans **110 équipes de pays des Nations Unies** en 2023



**CONSEIL DU
DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIEL**

53 Membres • Se réunit une fois par an •
Prochaine session ordinaire :
25-27 novembre 2024



**COMITÉ DES
PROGRAMMES ET
DES BUDGETS**

27 Membres • Se réunit une fois par an •
Prochaine session ordinaire :
10 et 11 juin 2024



Principaux partenaires ayant financé les programmes et projets de l'ONUDI en 2023 (montants en millions de dollars des États-Unis)



Allemagne
33,7



Italie
9,6



Japon
6,6



Suisse
6,6



Suède
4,3



Union européenne
45,6



**Fonds pour
l'environnement
mondial (FEM)**
60,4



Norvège
3,6



Canada
3,3



Chine
3,1



Royaume-Uni
2,3



**Fédération
de Russie**
2,2



**Fonds multilatéral aux
fins d'application du
Protocole de Montréal**
29,3





CHAPITRE 1

Accélérer la réalisation du programme commun : moderniser les politiques industrielles



Introduction. Le développement de capacités industrielles durables ne peut se faire sans des politiques, des stratégies et des normes fondées sur des données objectives, qui favorisent la croissance et la résilience de l'industrie. L'ONUDI œuvre aux côtés des autorités locales et nationales à l'élaboration de politiques industrielles qui favorisent la transformation et la croissance économiques à long terme et à la révision des politiques existantes. Dans le même temps, les activités se poursuivent aux niveaux mondial et régional pour promouvoir une industrialisation inclusive et durable dans les stratégies et politiques de développement.

LES DONNÉES, UN ÉLÉMENT MOTEUR DE LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE

L'efficacité et l'utilité des politiques dépendent de l'existence de données fiables, détaillées et disponibles en temps voulu. L'ONUDI collecte, produit et diffuse des données qui aident les États Membres à suivre leurs performances industrielles à court et à long terme au moyen d'indicateurs uniformes et comparables au niveau international. Il s'agit des six indicateurs relatifs à l'industrie de l'objectif de développement durable n° 9, dont l'ONUDI est l'organisme responsable de la réalisation.

Les bases de données de l'ONUDI, que l'on trouve sur le portail de données de l'ONUDI (UNIDO Data Portal), contiennent des données collectées depuis une cinquantaine d'années sur plus de 200 économies, et mises à la disposition des utilisateurs et utilisatrices en vertu d'une politique de libre accès aux données. Ces données servent à alimenter aussi bien des publications et des outils de l'ONUDI, comme le *Rapport sur le développement industriel* et la plateforme d'analyse de l'industrie, que des publications externes, comme le *Rapport sur les objectifs de développement durable* du Secrétaire général et le *Rapport mondial sur le développement durable*.

Les points clefs sont résumés dans des rapports mensuels et trimestriels, ainsi que dans *l'International Yearbook of Industrial Statistics*, qui présente les dernières tendances caractérisant les secteurs industriels du monde entier au moyen d'infographies, de présentations visuelles et d'analyses concises. Dans son édition 2023, il est indiqué qu'en 2022, les secteurs industriels ont connu une croissance de 2,3 % à l'échelle mondiale. En effet, l'industrie manufacturière a progressé et les émissions ont été maintenues à un niveau relativement stable. Pourtant, cette croissance de la production ne s'est pas traduite par une augmentation du nombre d'emplois, et l'emploi des femmes a continué à baisser. Deux tendances se dessinent nettement : celle d'un rééquilibrage du poids de l'industrie manufacturière entre les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire – en particulier ceux d'Asie –, en faveur de ces derniers, et celle d'une accélération de la croissance des secteurs de haute technologie, qui se sont remis plus rapidement de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). L'édition 2023 du *Yearbook* comprend un chapitre thématique sur les statistiques relatives à l'innovation.



Énergie propre et action climatique



Élimination de la faim



Chaîne d'approvisionnement durable

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL 2024

Transformer les défis en solutions durables : la nouvelle ère de la politique industrielle

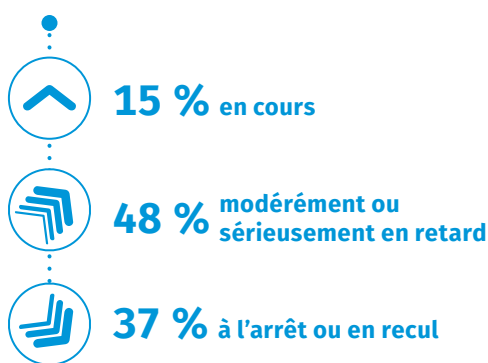


L'édition 2024 du *Rapport sur le développement industriel* introduit une nouvelle méthode pour analyser de manière exhaustive les progrès accomplis en matière d'industrialisation durable. L'entrée dans une nouvelle ère de politiques industrielles, qui donnent la priorité à la collaboration, à l'anticipation, à la prise en compte des objectifs de développement durable (ODD) et à la coordination régionale, y est préconisée.

Dans ce rapport, présenté à la vingtième session de la Conférence générale de l'ONUDI, en novembre 2023, et publié au premier trimestre de 2024, il est également recommandé d'adopter des politiques de transformation et de soutenir trois domaines essentiels : l'énergie propre, les emplois décents et l'innovation.

Dans l'analyse que contient le rapport, il est démontré que les priorités d'investissement et d'intervention diffèrent d'une région à l'autre. Bien que l'Afrique soit à la traîne par rapport à d'autres régions en développement, l'abondance de ses ressources renouvelables constitue un atout énorme pour une transition vers les technologies vertes. La région de l'Asie et du Pacifique connaît des difficultés sur le plan de l'emploi et de l'innovation, tandis que l'Europe de l'Est dispose des ressources humaines nécessaires pour poursuivre son développement. Malgré un accès quasi universel à l'énergie dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, la forte baisse de la croissance économique est le signe que des politiques et des stratégies de transformation sont nécessaires.

Réalisation des ODD compromise : à l'arrêt ou en recul



Les effets combinés de la crise multidimensionnelle qui sévit mettent en péril la réalisation de tous les objectifs de développement durable. À mi-distance de l'échéance du Programme 2030, il est peu probable que l'on parvienne à atteindre ces objectifs. Il est urgent de changer de cap.

Dans le rapport, la communauté internationale est invitée à s'engager à assurer un financement accru et durable, ainsi qu'à transformer le système financier mondial en mettant l'accent sur l'équité et sur la satisfaction des besoins des pays en développement.

Mariana Mazzucato, économiste de renom, professeure à la University College London et autrice de *Mission Economy*, écrit : « En plaçant les objectifs de développement durable au centre de nos politiques industrielles, technologiques et d'innovation, nous pouvons

orienter nos économies vers des modèles plus inclusifs et durables. Nous avons besoin de stratégies industrielles ambitieuses qui introduisent des conditions garantissant que les fonds publics seront alloués à la réalisation des objectifs de développement durable. »

S'appuyant sur l'analyse menée dans le *Rapport sur le développement industriel*, l'ONUDI prévoit d'examiner avec les États Membres, lors de l'édition 2024 du forum multilatéral sur la politique industrielle, ses incidences du point de vue de l'action à mener et les solutions à adopter.



[Rapport sur le développement industriel 2024 \(en anglais\)](#)



Un nouvel état d'esprit : mettre les ODD au premier plan

Une politique industrielle moderne devrait associer quatre éléments

Prise en compte des ODD
pour donner une direction claire à l'action à mener.

Anticipation
pour éviter les surprises et exploiter au mieux les possibilités qui se présentent.



Collaboration

pour garantir la réussite de toutes les parties prenantes, les pouvoirs publics ne pouvant à eux seuls relever les défis du monde d'aujourd'hui.

Coordination régionale

pour éviter les tensions et libérer le potentiel de coopération entre voisins.



Énergie propre et action climatique



Élimination de la faim



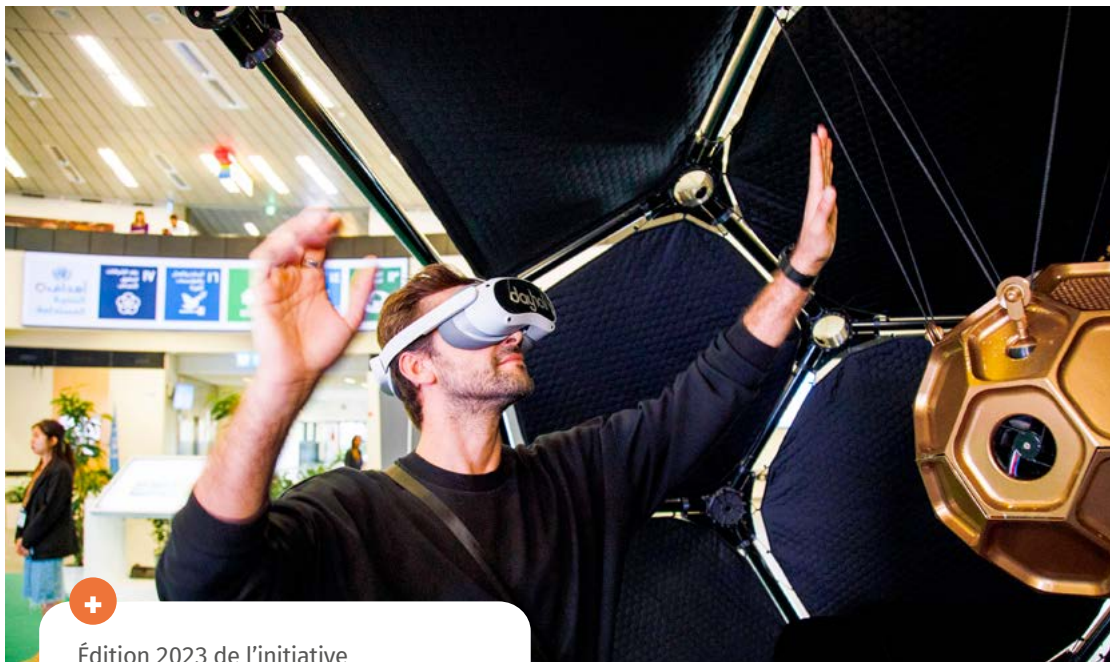
Chaîne d'approvisionnement durable

Mobiliser les villes pour leur faire élaborer et mettre en commun des solutions

L'initiative « Bridge for Cities » de l'ONUDI joue un rôle essentiel dans la promotion d'un développement urbain et industriel inclusif et durable.

En 2023, lors de sa huitième édition, qui portait sur le thème « Accélérer l'action climatique par l'innovation urbaine », cette manifestation annuelle a réuni 18 villes, qui ont mis à profit l'espace d'échange de connaissances qui leur était offert pour examiner les engagements pris ou à prendre en faveur du climat. De Malmö (Suède) à Shenzhen (Chine), les chefs des municipalités ont pris part à des débats collaboratifs et donné des exemples d'initiatives concrètes susceptibles d'être reproduites et transposées à une plus grande échelle.

Cette initiative phare présente l'ONUDI comme une plateforme de transfert de connaissances et de technologies, d'innovation et d'investissement, et, avec le soutien financier du Gouvernement chinois, promeut la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les villes situées sur le tracé de la Ceinture et de la Route et au-delà. Pour faciliter la collaboration et relever les défis urbains, un atelier d'approfondissement a été organisé pour certaines villes (Amman, Antsirabe, Dacca nord, Glasgow, Lilongwe, Rio de Janeiro et Tirana) en amont de la manifestation principale. Des problèmes communs tels que la chaleur, la gestion de l'eau, la pollution et les inégalités sociales ont été recensés. Aux côtés de ses partenaires, l'American International Group, Chatham House et l'Université de Strathclyde,



Édition 2023 de l'initiative
« Bridge for Cities »

l'ONUDI a guidé les villes participantes pour qu'elles trouvent, par l'échange de connaissances, des solutions à leurs problèmes.

Des approches et des solutions communes ont également été préconisées : améliorer l'infrastructure urbaine, mettre les nouvelles technologies au service de la gestion des déchets, communiquer efficacement à l'aide de campagnes de sensibilisation, utiliser des modèles financiers durables et renforcer la collecte de données pour une prise de décision éclairée.

L'édition 2023 de la manifestation a été l'occasion de constituer un recueil d'innovations à partir d'exemples de succès, tels que celui de la ville d'Iloilo (Philippines), où le fleuve du même nom a été nettoyé et la biodiversité florissante a été saluée comme une source de subsistance pour la population. Ce recueil, qui peut être consulté sur la plateforme de connaissances de l'initiative « Bridge for Cities », donne accès aux différentes idées et solutions mises en commun ainsi qu'aux personnes qui en sont à l'origine, afin d'encourager de nouveaux partenariats et de faciliter les initiatives conjointes.

En 2024, l'ONUDI transposera cette initiative à une plus grande échelle, avec le concours de ses partenaires, pour en faire une plateforme mondiale de transfert de connaissances et un tremplin pour les projets d'innovation urbaine. Des ateliers préparatoires supplémentaires seront organisés dans certaines villes afin d'étudier leurs difficultés plus en profondeur et de réfléchir à des solutions locales.



Plateforme de connaissances
de l'initiative « Bridge for Cities »



Principales pistes à suivre



Amman, Jordanie : gestion efficace des déchets et utilisation du biogaz pour transformer les déchets en énergie renouvelable



Antsirabe, Madagascar : réduction des déchets, reboisement et sensibilisation aux enjeux climatiques



Dacca nord, Bangladesh : amélioration de l'assainissement à l'aide de stations d'épuration locales



Glasgow, Écosse : décarbonation, adaptation aux changements climatiques et circularité au service d'un avenir durable



Lilongwe, Malawi : corridor écologique pour la biodiversité et la durabilité

Rio de Janeiro, Brésil : logements convenables et politiques publiques de réduction des inégalités

Tirana, Albanie : sortie de la dépendance à l'égard de la voiture et recentrage de la société sur l'être humain



Énergie propre et action climatique



Élimination de la faim



Chaîne d'approvisionnement durable

20^e session de la Conférence générale de l'ONUDI

La vingtième session de la Conférence générale, qui s'est tenue du 27 novembre au 1^{er} décembre 2023 au Siège de l'ONUDI, à Vienne, a réuni les représentantes et représentants de 131 États Membres.

Organisée autour du thème « Une mondialisation équitable : solutions innovantes pour l'industrie de demain », la Conférence a abordé les questions de la promotion de chaînes d'approvisionnement durables, de la limitation des dérèglements climatiques et de la contribution des industries à l'élimination de la faim. Elle a également été l'occasion d'étudier comment l'ONUDI aidait les États Membres à transformer leurs structures économiques et sociales et à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

Dans le cadre de la Conférence se sont tenus un forum sur les questions liées au développement industriel, plusieurs manifestations à thème et débats sur les solutions à adopter, et une exposition sur les activités de l'ONUDI.

Les États Membres sont convenus de tenir la vingt et unième session de la Conférence en novembre 2025 à Riyad.



Débats thématiques

- « Le Forum de l'ONUDI sur l'innovation industrielle » et ses tables rondes de haut niveau sur l'élimination de la faim, les chaînes d'approvisionnement durables et l'action climatique
- « Faire de l'égalité des sexes une réalité concrète dans l'industrie »
- « L'industrialisation dans les pays à revenu intermédiaire : un moteur pour le développement durable »
- « La politique industrielle au service d'une mondialisation équitable : idées tirées de l'édition 2024 du *Rapport sur le développement industriel* »
- « Pour une transition équitable vers l'hydrogène : les facteurs clés de l'adoption de l'hydrogène propre et de la réduction des risques liés aux investissements »
- « Accélérer la transition verte : minéraux critiques, production de métaux et un avenir équitable pour tous »
- « Mettre en place des chaînes d'approvisionnement résilientes pour la transition énergétique »
- « AIM-Global, pour une intelligence artificielle inclusive : combler le fossé numérique dans l'industrie et la fabrication »



Vingtième session de la Conférence générale



Exposition virtuelle de la Conférence générale



Résumé de la Conférence en vidéo

PRÉSENTATION DE RAPPORTS AU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

La réalisation de l'objectif de développement durable n° 9 (industrie, innovation et infrastructure) étant sa priorité, l'ONUDI a joué un rôle précieux dans l'examen des objectifs de développement durable mené en vue de l'édition 2023 du forum politique de haut niveau pour le développement durable.

En mars, l'ONUDI et le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont organisé une réunion mondiale d'experts pour examiner les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 9 et recommander des pistes à suivre. Ses conclusions ont alimenté le forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui s'est tenu sous les auspices du Conseil économique et social, en juillet. En marge de ce forum, l'ONUDI a organisé, avec des partenaires, des manifestations destinées à montrer combien un développement industriel durable était essentiel pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. Ces manifestations ont notamment porté sur les pays à revenu intermédiaire (avec le Maroc), l'énergie (avec le Réseau des solutions pour le développement durable) et les chaînes d'approvisionnement durables (avec l'Éthiopie). Pour continuer à promouvoir des débouchés pour les femmes, l'ONUDI a organisé, en partenariat avec l'Islande, une manifestation sur l'importance des données ventilées par genre dans le domaine des énergies propres, et, en partenariat avec l'Autriche et le

Rwanda, une manifestation sur les stratégies et les solutions à mettre en œuvre pour remédier aux disparités fondées sur le genre dans le domaine des technologies numériques et de l'intelligence artificielle (IA).

L'ONUDI a apporté une contribution majeure à l'édition 2023 du rapport sur le financement du développement durable (*Financing for Sustainable Development Report*), qui portait sur le financement de la transformation durable. Dans ce rapport, il est demandé d'adopter des mesures à l'échelle nationale pour accélérer la transformation durable de l'industrie, notamment sous la forme de politiques industrielles durables représentatives d'une nouvelle génération, qui soient axées sur l'augmentation des investissements. Le rapport pose également les bases de la transformation de l'architecture financière internationale, ainsi que de l'intensification de la coopération au service du développement et de l'augmentation des investissements axés sur la réalisation des objectifs de développement durable.

En amont du forum politique de haut niveau pour le développement durable, en juillet, l'ONUDI a codirigé les sessions et les discussions consacrées à l'objectif 9 lors des débats du Conseil économique et social consacrés au financement du développement, à la jeunesse, et à la science, la technologie et l'innovation. Celles-ci ont contribué à l'acquisition des



+
L'ONUDI à l'édition 2023 du forum politique de haut niveau pour le développement durable

connaissances nécessaires pour éclairer, lors du forum, l'examen approfondi de l'état d'avancement de la réalisation de l'objectif 9.



[Rapport sur l'examen thématique de l'état d'avancement de la réalisation de l'objectif 9 en vue du forum politique de haut niveau pour le développement durable \(en anglais\)](#)

Le forum politique de haut niveau pour le développement durable qui s'est réuni en septembre sous les auspices de l'Assemblée générale, et qui constituait le deuxième « Sommet sur les objectifs de développement durable », tombait à mi-distance de l'échéance du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Lors de la journée spéciale consacrée à l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable, qui a précédé le sommet, l'ONUDI et ses partenaires ont donné le coup d'envoi des initiatives à fortes retombées que sont « Transforming4Trade » (La transformation pour le commerce) et « Food Systems Transformation » (La transformation des systèmes alimentaires). Ces initiatives soutiennent l'ONUDI dans les travaux qu'elle mène pour aider les entreprises à accroître leurs débouchés commerciaux en adoptant des pratiques efficaces en matière d'énergie et de production, et pour transformer les systèmes agroalimentaires afin de garantir la sécurité alimentaire.

Lors de l'édition 2023 du Sommet sur les objectifs de développement durable, les pays participants ont adopté une déclaration politique par laquelle ils se sont engagés à accélérer l'action menée pour atteindre les 17 objectifs de développement durable, notamment en aidant l'ONUDI dans sa mission de promotion d'une industrialisation inclusive et durable. En marge du sommet, l'ONUDI a organisé, avec le cabinet Deloitte, une table ronde de haut niveau qui a réuni des représentantes et représentants d'États Membres de rang ministériel et des représentantes et représentants de haut niveau du secteur privé pour promouvoir leur collaboration et la mettre au service de l'innovation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Il s'agit d'un domaine clef dont l'Organisation s'emploie à accroître la rentabilité et les débouchés économiques tout en réduisant l'empreinte écologique.

Le Directeur général de l'ONUDI a également prononcé un discours liminaire à l'occasion de la « onzième Conférence internationale annuelle sur le développement durable », organisée à Columbia University par Jeffrey Sachs, professeur d'économie de renommée mondiale et spécialiste du développement durable intervenant notamment dans le cadre du Réseau des solutions pour le développement durable. Une table ronde de haut niveau, organisée par l'ONUDI et l'Allemagne en marge du Sommet sur l'ambition climatique du Secrétaire général, a débouché sur un engagement à promouvoir une coalition internationale chargée de procéder à la décarbonation industrielle des secteurs à fortes émissions.

APPUI DE L'ONUDI À LA RÉFORME DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, qui a débuté en 2018, vise à intensifier la coopération et la coordination interinstitutions et à améliorer l'action multilatérale menée pour mettre en œuvre le Programme 2030. L'ONUDI contribue à cette entreprise tout en veillant à ce que l'attention nécessaire soit accordée à un développement industriel inclusif et durable.

En 2023, l'ONUDI a renforcé son partenariat avec les coordonnateurs résidents et coordonnatrices résidentes et avec les équipes de pays des Nations Unies en contribuant à la création de 15 plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Plusieurs de ces documents mettent en lumière le rôle moteur que joue l'ONUDI dans les volets « prospérité » et « planète » au niveau national, ce qui témoigne



Énergie propre et action climatique

Élimination de la faim

Chaîne d'approvisionnement durable

Lancement de l'Accélérateur de la transformation des systèmes agroalimentaires

Pour aider les pays à faible revenu à transformer leurs systèmes agroalimentaires, l'ONUDI et la FAO ont lancé, en 2023, l'Accélérateur de la transformation des systèmes agroalimentaires, en marge de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Suivant une méthode sophistiquée, l'Accélérateur analyse des éléments ciblés des systèmes alimentaires afin de concevoir des politiques et des réformes institutionnelles, des chaînes de valeur et des systèmes commerciaux qui permettent d'améliorer l'accès à des aliments sains et nutritifs et de réduire les pertes et le gaspillage de nourriture, et qui favorisent la gestion des ressources naturelles. Il facilite la création, dans le secteur agroalimentaire, de solutions systémiques qui soient autonomes, capables d'adaptation et résilientes.

Le programme promeut le recours à des solutions de financement mixte pour rendre possibles les investissements importants nécessaires à cette transformation, compte tenu des objectifs de développement durable. Des fonds publics – limités – sont utilisés pour réduire les risques liés aux investissements plus importants du secteur privé, par exemple en finançant des modèles d'activité validés ou en fournissant des mécanismes innovants de garantie de prêts.

Au niveau des pays, le programme est mis en œuvre en partenariat avec les ministères de l'agriculture, de l'industrie, de la planification et des finances, avec l'appui de divers autres ministères d'exécution, tels que ceux du commerce, de l'économie, du travail, de la santé, de la jeunesse, de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles. Les collectivités locales y prennent également part, de même que le secteur privé, en particulier dans les domaines de l'investissement et de la mise en commun des connaissances.

Au niveau régional, l'Accélérateur s'aligne sur les cadres régionaux qui promeuvent un développement agricole et agro-industriel durable, en mobilisant des fonds pour l'assistance technique auprès de banques



de développement telles que la Banque islamique de développement.

Au niveau mondial, le programme fonctionne en coordination avec d'autres partenaires des Nations Unies, notamment le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Organisation internationale du Travail (OIT). De nouveaux partenaires pourraient être sollicités, notamment le Fonds international de développement agricole et le Fonds d'équipement des Nations Unies.

L'Accélérateur a été expérimenté dans 15 pays répartis entre l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, et l'Amérique latine et les Caraïbes. Au Suriname, un financement public de 4,55 millions de dollars (dont 2,25 millions de dollars provenaient du Fonds commun pour les objectifs de développement durable) a été débloqué pour promouvoir des investissements privés d'un montant de 8 millions de dollars en vue de transformer la chaîne de valeur de l'ananas dans le pays.

Pour l'avenir, l'objectif est que l'Accélérateur génère au moins 30 millions de dollars d'investissements privés au cours des cinq prochaines années.



[Brochure de l'Accélérateur de la transformation des systèmes agroalimentaires \(en anglais\)](#)

de son attachement à la réalisation des objectifs de développement durable correspondants.

L'ONUDI a contribué activement à la mise au point du portail de données sur le développement durable, UN-Info, conçu pour améliorer la communication des résultats. Cette plateforme publique montre l'état d'avancement et les progrès des activités menées dans le système des Nations Unies et le degré d'implication des différentes entités du système.

En 2023, l'ONUDI a participé aux coûts du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents à hauteur de 2,24 millions de dollars, compte tenu de son nouveau modèle de financement. Dans le cadre du programme d'efficience, l'Organisation a atteint la cible fixée en matière de partage de locaux, puisque 56 % de ses bureaux hors Siège se trouvent actuellement dans des locaux partagés. Les stratégies relatives aux activités d'appui consistent à maximiser

les économies d'échelle entre les entités des Nations Unies, principalement dans le domaine de l'administration des services. L'ONUDI continue d'étudier les autres possibilités qu'offre le programme d'efficience, en particulier à l'échelle nationale, et lance des actions au cas par cas.

Le budget ordinaire et les contributions volontaires sont restés essentiels pour que les bureaux hors Siège de l'ONUDI puissent aider les États Membres de l'Organisation à mettre en œuvre le Programme 2030, même si les contributions interinstitutions et pluripartenaies destinées à financer les activités de l'ONUDI sont restées modestes ces dernières années. L'Organisation continuera de tirer le meilleur parti des possibilités offertes par la réforme du système des Nations Unies pour le développement et par les fonds de financement commun de nouvelle génération.

LE G20 ET LES PAYS DU GROUPE BRICS : PARTICIPER À LA GOUVERNANCE DU MONDE DE DEMAIN

Sous la présidence de l'Inde, l'ONUDI a continué de coopérer activement avec le Groupe des Vingt (G20) en contribuant, par ses compétences techniques et ses conseils, aux travaux de multiples groupes de travail et réunions ministérielles en sa qualité de partenaire officiellement reconnu pour la mise en commun de connaissances. L'Organisation a joué un rôle de premier plan dans l'avancement des délibérations sur les questions relatives à l'industrie, notamment au sein du Groupe de travail sur le développement et du Groupe de travail sur les transitions énergétiques.

La présidence indienne du G20 a demandé à l'ONUDI de continuer de s'investir en 2023, et toutes deux ont coécrit un rapport sur l'harmonisation des politiques dans les domaines du climat, de l'environnement, de la biodiversité et du développement durable. L'Organisation a également formulé des recommandations en faveur de politiques de transition énergétique permettant de contribuer à la décarbonation de l'industrie, au développement de l'hydrogène vert, à l'économie circulaire et à l'utilisation



L'ONUDI au Sommet du G20 en Inde

rationnelle des ressources. De nombreux supports de connaissances et des exposés faits lors de réunions officielles ont été utilisés pour élaborer le communiqué final et la documentation à livrer.

Afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, l'ONUDI a contribué à l'élaboration d'un plan d'action du G20 axé sur un monde équitable, inclusif et durable pour demain. L'Organisation a également contribué à l'élaboration des Principes de haut niveau du G20 pour des modes de vie au service du développement durable, en défendant une économie circulaire et des conceptions durables de l'industrie qui prennent en compte les pratiques et les orientations relatives à l'offre comme à la demande.

La présidence indienne du G20 s'est achevée par la Déclaration des chefs d'État et de gouvernement à New Delhi, dans laquelle ces derniers ont exprimé leur accord sur un pacte de développement vert pour un avenir durable. Ce pacte vise à mettre en place une économie circulaire à l'échelle mondiale et à opérer une transition vers un monde propre, durable, équitable et d'un coût abordable pour demain.

Depuis l'adoption de la Déclaration de Johannesburg II à l'issue de l'édition 2023 du Sommet des BRICS, l'ONUDI travaille avec les pays de ce groupe de pays à la création d'un centre de compétences industrielles, notamment d'un réseau de centres nationaux, afin de renforcer les compétences industrielles de ces pays et de mettre en œuvre des programmes de coopération technique. Cette initiative, portée par l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde, s'étendra, en 2024, aux six nouveaux

pays qui intégreront le groupe BRICS : Arabie saoudite, Argentine, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie et République islamique d'Iran. Les principaux domaines dont relèvent les compétences industrielles de ce groupe sont actuellement recensés en vue de l'élaboration de projets et d'initiatives conjoints portant sur les solutions en matière d'énergie propre et l'action climatique mondiale, l'agro-industrie comme moyen de stimuler la productivité et de réduire les pertes après récolte, ou les pratiques industrielles durables et le commerce équitable.


L'ONUDI a également participé, en 2023, au cinquième forum des pays du groupe BRICS sur le Partenariat pour une nouvelle révolution industrielle (PartNIR), qui s'est tenu à Xiamen (Chine) et portait sur les compétences industrielles et l'IA dans le cadre du développement durable. Elle y a présenté sa conception du rôle de l'IA dans l'industrie, et invité les personnes participantes à intégrer son « alliance mondiale sur l'IA pour l'industrie et la fabrication » et à prendre part à son concours mondial destiné aux start-up, qui met à leur disposition une plateforme présentant des solutions novatrices dans le domaine de l'IA. Des représentantes et représentants de l'ONUDI ont tenu des réunions importantes avec le Ministère chinois de l'industrie et des technologies de l'information et la Nouvelle Banque de développement pour étudier les possibilités de collaboration dans le cadre des initiatives ONUDI-groupe BRICS.





CHAPITRE 2

**Créer un environnement propice
à une croissance durable :
passer à l'échelle supérieure pour
mettre en place un écosystème
industriel résilient**



Introduction. L'ONUDI prête assistance à des réseaux qui permettent aux petites entreprises de gagner en efficacité et de se développer. Elle collabore avec les parties prenantes en vue d'amorcer les changements nécessaires dans les pratiques commerciales, la technologie, l'investissement, la gouvernance, les normes et les politiques. Cela contribue à l'établissement d'infrastructures et de chaînes d'approvisionnement durables, qui favorisent les échanges et ouvrent des débouchés aux entreprises de production des pays en développement, afin que celles-ci puissent négocier dans des conditions équitables. La collaboration entre les entreprises, les organisations publiques et privées, les consommateurs et consommatrices et les gouvernements aide les entreprises et les personnes qui les dirigent à innover, à mobiliser des investissements et à accéder à de nouveaux marchés. Ce système interconnecté contribue à la réalisation d'objectifs mondiaux tels que ceux du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

CHANGER LES MENTALITÉS POUR UN MEILLEUR PARTAGE DE LA PROSPÉRITÉ



Un écosystème industriel regroupe tous les acteurs de la chaîne de valeur, à savoir les maillons de la chaîne logistique, les prestataires de services, les associations sectorielles et industrielles, les institutions publiques et privées, les chambres de commerce, les institutions financières, les universités et les groupes de réflexion, ainsi que les centres de recherche et de formation. Toutes ces entités sont reliées entre elles et fournissent des produits et services essentiels, assurent la coordination entre les entreprises et le secteur public, permettent la circulation des connaissances et des ressources, certifient le respect des normes et des règlements techniques et favorisent l'innovation. Ensemble, elles forment l'écosystème indispensable à la prospérité et à l'innovation des entreprises, au développement des chaînes de valeur et à la conversion de l'industrie à des pratiques inclusives et durables.

L'ONUDI s'emploie à renforcer les capacités et la résilience des acteurs de l'écosystème industriel en favorisant le resserrement des liens entre le secteur productif, les décideurs et le monde de la recherche. Ensemble, les parties prenantes sont mieux à même de mettre en commun leurs connaissances et leurs meilleures pratiques, ce qui stimule l'innovation et la transposition à une plus grande échelle de méthodes et d'infrastructures ayant fait leurs preuves, qui permettent l'inclusion de tous, y compris des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés.

Transposer à une plus grande échelle la production de café et de fruits au Mozambique

La petite île d'Ibo, au large de la côte septentrionale du Mozambique, dispose d'atouts pour développer l'industrie du café à l'échelle du pays. Il y pousse en effet une variété exceptionnelle de caféier, qui produit un café délicieux à faible teneur en caféine, ce qui suscite un vif intérêt et une forte demande. Un projet de l'ONUDI financé par l'Agence italienne pour la coopération au développement et bénéficiant d'un soutien d'illycaffè et de la Fondation Ernesto Illy a aidé les agriculteurs et agricultrices à moderniser leurs activités, à mettre au point la marque *Café do Ibo* et à faire connaître à l'échelle internationale cette production mozambicaine de café respectueuse de l'environnement.

L'association des producteurs et productrices de café d'Ibo est passée de 112 à 162 membres, dont la majorité sont des femmes. En 2023, ses membres ont effectué un voyage d'étude au Coffee Training Center de l'ONUDI, à Addis-Abeba, pour apprendre et prendre des contacts. Une unité de transformation a été construite sur l'île d'Ibo pour les opérations de torréfaction, de conditionnement et d'étiquetage, ce qui permet aux producteurs et productrices de présenter leur café sur les marchés officiels et d'en tirer un bénéfice plus élevé.

PRINCIPAUX PARTENAIRES
D'EXÉCUTION DES
NATIONS UNIES :





Femmes travaillant dans l'agrobusiness au Mozambique

L'ONUDI a facilité la conclusion d'un accord commercial officiel avec plusieurs points de vente au Mozambique. Des acheteurs étrangers ont manifesté un intérêt pour l'importation de *Café do Ibo* lorsque le volume de production serait suffisant. Une deuxième phase du projet est en cours, qui consiste à étudier les moyens de développer la culture des caféiers à la fois sur l'île et sur le continent.

Ce projet est également bénéfique pour la transformation des fruits : il permet aux agriculteurs et agricultrices de réduire les pertes, de rehausser la qualité de leurs produits et de diversifier leurs revenus. Des accords conclus avec de nombreuses entreprises et organisations ont permis de dispenser des formations sur le séchage des fruits, les services d'analyse, les pratiques agro-industrielles, les certifications, la gestion des pépinières, la manipulation et le traitement après récolte, et les services aux entreprises. Pour améliorer la qualité des produits, il s'est également agi de moderniser les laboratoires de transformation des aliments et de nutrition des sols et des plantes ainsi que les installations de formation et de recherche. Deux entreprises ont reçu du matériel et des logiciels pour gérer numériquement la production et les ventes.

À Manica, un nouveau pôle agricole, alimenté par l'énergie solaire et équipé d'une chambre froide permettant de mieux conserver les fruits et les légumes, sera prêt au début de l'année 2024. Il rassemblera les fruits produits par plus de 200 petites exploitations de la *Cooperativa Frutas*

de *Báruê* et fournira des services Internet à la population locale. Les agriculteurs et agricultrices ont reçu une formation sur la certification GLOBALG.A.P., une norme régissant la production primaire et la chaîne d'approvisionnement, afin de pouvoir exporter leurs fruits vers des marchés plus rémunérateurs, ainsi que deux camions pour assurer les services logistiques du pôle.

À Chimoio, une chaîne de transformation a été installée pour 250 producteurs et productrices primaires de trois districts, ce qui leur a permis d'augmenter la durée de conservation de leurs fruits frais.

À Macate, un partenariat avec la marque Tigre de Ouro est en train de faire passer le nombre d'agriculteurs et d'agricultrices sous contrat de 19 à 90. Un camion frigorifique appartenant au projet permettra de transporter les fruits vers des marchés plus éloignés et, ainsi, de toucher une clientèle plus nombreuse et d'accroître les revenus de la marque. Les unités de regroupement nouvellement construites permettent aux producteurs d'améliorer les conditions de stockage, la rentabilité du transport et les prix obtenus pour leurs fruits.



Café do Ibo



Cooperativa Fruta de Báruê



Édition 2023 du Women Business Forum

Augmenter le nombre d'entrepreneuses au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

L'ONUDI s'efforce d'augmenter le nombre d'entrepreneuses capables de créer des entreprises prospères dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. En 2015, lorsque le programme a débuté, seules 4 % des femmes exerçaient une activité entrepreneuriale et 20 % seulement faisaient partie de la population active.

En 2023, deux programmes de l'ONUDI ont soutenu de jeunes entrepreneuses prometteuses au moyen d'une formation commerciale, d'un accompagnement professionnel individualisé et d'un mentorat : d'une part, un programme régional de création d'entreprises, mis en œuvre en Algérie, au Maroc et en Tunisie pour 60 femmes issues des domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, et, d'autre part, un programme d'incubation d'entreprises, mis en œuvre en Tunisie pour 20 femmes dans les secteurs des cosmétiques naturels et de la santé nutritionnelle et 15 femmes dans l'économie bleue et verte. En tout, 12 lauréates de leurs concours respectifs ont gagné en visibilité en présentant leurs idées à l'occasion de l'édition 2023 du « Women Business Forum », qui s'est tenu en Tunisie et était coorganisé par l'Union pour la Méditerranée (UPM) et l'ONUDI.

Lors de ce forum, l'ONUDI a également organisé une table ronde pour motiver les femmes à

s'intéresser aux technologies de la quatrième révolution industrielle. Les succès et les solutions novatrices mis en avant par des entrepreneuses ont inspiré des conseils sur des questions telles que l'accès au financement et à l'éducation. L'ONUDI a également présenté un livre blanc recensant les bonnes pratiques en matière d'entrepreneuriat féminin et énonçant la marche à suivre pour soutenir davantage cette démarche dans la région.

D'autres activités ont été menées en 2023 pour soutenir les entrepreneuses, notamment : un cours de quatre semaines sur le commerce électronique et le marketing numérique, en Tunisie ; un atelier régional sur le commerce électronique et l'accès au financement, à Chypre, destiné aux entrepreneuses ainsi qu'aux microentreprises et aux PME dirigées par des femmes ; et une formation de deux jours, en Tunisie, destinée à apprendre à la société civile et aux secteurs public et privé de la région à prendre en considération les questions de genre dans les politiques et les programmes qu'ils élaboraient.

À l'occasion de l'édition 2023 de la Journée internationale des femmes, l'ONUDI a participé à un webinaire de l'UPM destiné à sensibiliser aux incidences de l'innovation et de la technologie du point de vue du genre et à proposer les interventions nécessaires. Elle a présenté les résultats de son enquête sur les obstacles liés à l'informatique et au numérique – citant notamment le coût élevé des équipements et



Création d'un système d'identification et de traçabilité individuelle au Costa Rica

l'insuffisance de la couverture du réseau sur le lieu de travail – ainsi que des infographies illustrant la situation de chaque pays.

Des activités de promotion ont été menées de manière suivie, notamment la série de podcasts régionaux (cinq épisodes) intitulée « MENA Women Rising », qui a été écoutée par plus de 7 000 personnes, et sept vidéos sur des femmes de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord travaillant dans l'industrie et l'innovation. Dans le cadre de ces deux initiatives, des femmes ont relaté leurs expériences et fait part de leurs recommandations sur la marche à suivre pour réussir dans les affaires et l'industrie.



Vidéos et podcast sur l'autonomisation des femmes

Renforcer les capacités du Costa Rica pour lui permettre d'exporter sa viande bovine vers l'Europe

Un accord conclu entre les pays d'Amérique centrale et l'Union européenne autorise les premiers à exporter jusqu'à 1 725 tonnes de viande bovine vers l'Europe sans droits de douane. Toutefois, le Costa Rica ne disposait pas, auparavant, de système pour contrôler la présence de résidus de pesticides dans la

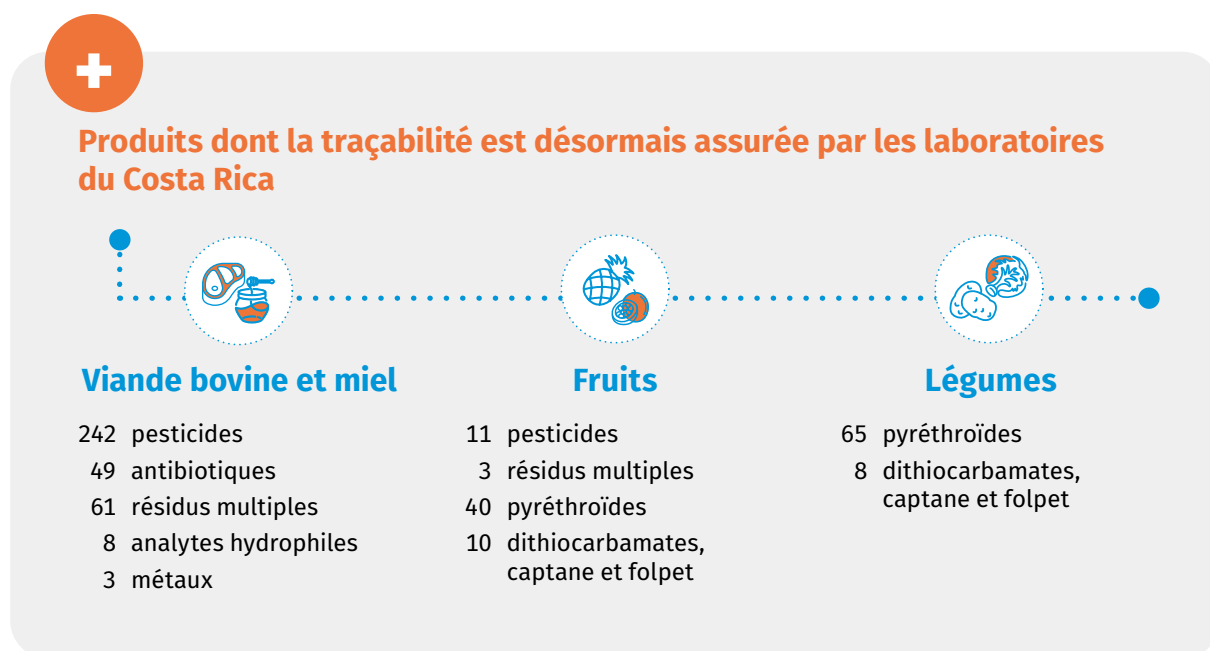
viande, le miel, les fruits et les légumes. En se conformant à des critères de traçabilité, il pourrait être compétitif sur les marchés internationaux qui exigent cette traçabilité.

En 2023, l'ONUDI a achevé dans le pays un programme mené depuis deux ans pour développer les compétences et mettre au point les systèmes nécessaires à cette traçabilité, lequel s'inscrivait dans le cadre de son programme mondial sur le contrôle de la qualité et la normalisation, financé par la Suisse. Le système d'identification et de traçabilité individuelle des bovins et des buffles qui existait déjà au Costa Rica n'étant pas connecté aux applications mobiles utilisées sur le terrain, les agriculteurs et agricultrices risquaient de commettre des erreurs parce qu'ils devaient saisir deux fois les mêmes informations, et il n'y avait pas de moyen de saisir des informations sanitaires telles que les maladies ou les médicaments administrés.

Ce système est désormais connecté et permet donc de stocker électroniquement toutes les informations relatives à la vie des animaux et de contrôler le respect des critères de l'Union européenne en matière de traçabilité. Grâce à une formation fondée sur un manuel validé par le Programme mondial sur le contrôle de la qualité et la normalisation, 367 producteurs et productrices de viande bovine ont appris à utiliser le système, et la fracture numérique s'est réduite dans leur secteur, où l'âge moyen est de 56 ans.

Le personnel technique de laboratoire, composé pour plus de la moitié de femmes, a également reçu une formation pour pouvoir effectuer les analyses permanentes exigées par l'Union européenne. Avant le projet, 55 % des analyses devaient être envoyées en Europe. Désormais, 90 % des travaux nécessaires sont effectués au Costa Rica, ce qui permet de réduire les coûts et les délais pour les producteurs et productrices et de créer des emplois dans les laboratoires.

Doté de ces capacités renforcées, le Gouvernement costaricien a décidé que la traçabilité individuelle du bétail serait obligatoire à compter de 2024. Cette étape importante ouvre des débouchés économiques au secteur de l'élevage bovin du Costa Rica en l'aidant à être compétitif sur des marchés internationaux très exigeants, tout en encourageant la réduction de l'utilisation des pesticides afin de mieux protéger les personnes, les animaux et l'environnement.



CHANGER LES MENTALITÉS POUR UNE MEILLEURE COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE

Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les microentreprises et les PME représentent une large part des emplois et des sources de revenus. Toutefois, le potentiel de développement de ces entreprises reste souvent inexploité, car celles-ci fonctionnent de manière isolée, appliquent des modèles de production peu compétitifs et ne travaillent pas en relation avec des partenaires dynamiques, qui pourraient leur apporter de nouvelles compétences.

L'ONUDI cherche à stimuler le développement d'un secteur privé compétitif et à contribuer à la réduction de la pauvreté en établissant des relations durables entre les microentreprises et PME, leurs partenaires plus développés et des institutions d'appui telles que les universités

et les organismes de recherche, les associations professionnelles et les organisations financières.

Ces partenariats noués entre différents secteurs aident les microentreprises et les PME à gagner en compétitivité en réalisant des économies d'échelle, en tirant parti de services partagés tels que des parcs industriels, et en accédant à de nouvelles ressources de formation, à des compétences spécialisées et à des plateformes de connaissances. Ils peuvent aussi ouvrir des portes aux entreprises dirigées par des femmes, des jeunes et des populations touchées par des conflits, en leur permettant de prendre part à des activités économiques dans des conditions plus équitables et plus avantageuses.



Énergie propre et action climatique



Élimination de la faim



Chaîne d'approvisionnement durable

Accroître les investissements durables dans la région de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

La région de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique abrite près de 80 % des pays les moins avancés. Pour attirer les investissements afin d'améliorer la compétitivité et la prospérité sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux, des politiques plus transparentes et un soutien aux investisseurs sont nécessaires.

L'ONUDI travaille en partenariat avec la Banque mondiale et le Centre du commerce international (ITC) pour renforcer ces capacités dans les pays de la région. Le programme intitulé « ACP Business-Friendly: Supporting value chains through inclusive policies, investment promotion, and alliances » (Pour un environnement commercial favorable dans les pays de l'OEAC : soutien aux chaînes de valeur par des politiques inclusives, la promotion des investissements et la constitution d'alliances), lancé en 2019, prévoit un financement de 41,7 millions d'euros sur

sept ans de la part de l'Union européenne et de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP). L'ONUDI travaille directement avec les organismes de promotion des investissements de la région afin de renforcer et de contrôler les capacités dont ils disposent pour promouvoir et faciliter efficacement les investissements.

En 2023, l'Organisation a publié une évaluation approfondie des moyens et des besoins existants, intitulée *Investment Promotion and Facilitation in the African, Caribbean and Pacific (ACP) Region – State-of-play, Challenges and Opportunities* (Promotion et facilitation des investissements dans la région de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique : état des lieux, obstacles à surmonter et chances à saisir).

Cette analyse a été utilisée pour planifier et développer la formation et le renforcement des capacités dans neuf pays : sept d'Afrique (Cameroun, Éthiopie, Ghana, Kenya, Nigéria, Sénégal et Zambie), un des Caraïbes (République dominicaine) et un du Pacifique (Papouasie-Nouvelle-Guinée). L'apprentissage



par les pairs et l'échange de connaissances sont menés dans les 79 États de l'OEACp.

La plateforme *Invest in ACP* de l'ONUDI, créée en 2022, sert de guichet unique pour obtenir des informations sur l'investissement dans les pays de la région. Elle propose les ressources et les possibilités d'investissement suivantes.

En 2023 se sont tenues 146 sessions de formation et de renforcement des capacités, auxquelles ont participé 470 personnes, 31 organismes et 12 organes gouvernementaux. Axées sur le marketing, le suivi des investissements et les partenariats, ces sessions ont appris aux personnes participantes à se doter de capacités accrues de promotion des investissements afin d'être en mesure d'attirer des financements pour leurs projets.

Afin d'attirer des investissements directs étrangers, le réseau des bureaux de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI et le réseau du Programme relatif aux bourses de sous-traitance et de partenariat ont été mis à contribution pour établir des profils de perspectives d'investissement.

Toutes ces initiatives ont déjà donné lieu à de nouvelles propositions d'investisseurs, à de nouveaux emplois et à de nouvelles capacités.



Retombées



Plus de 900 nouvelles propositions susceptibles d'attirer des investissements présentées à des investisseurs

348 plans d'activité élaborés

21 millions de dollars levés

Plus de 800 emplois créés

Plus de 98 mises en relation d'entreprise à entreprise et d'entreprise à administration facilitées



Site Web de la plateforme *Invest in ACP* de l'ONUDI



Investment Promotion and Facilitation in the African, Caribbean and Pacific (ACP) Region – State-of-play, Challenges and Opportunities (en anglais)



Informations accessibles sur les projets d'investissement utiles à mener dans la région de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique



Informations sur les **organismes de promotion des investissements existant aux niveaux national et régional**, notamment les coordonnées des personnes à contacter en cas de questions sur les investissements



Précisions sur les **chaînes de valeur et les secteurs prioritaires** de la région



Informations sur la **géolocalisation des parcs industriels opérationnels** et informations sur la **proposition de valeur** concernant l'investissement dans ces parcs



Publications relatives aux **conditions d'investissement dans les pays de la région**



Analyse de données, publications et réflexions qui déterminent l'attractivité de la région en matière d'investissement



Énergie propre et action climatique



Élimination de la faim



Chaîne d'approvisionnement durable

Modèle de partenariat public-privé de l'ONUDI

En 2023, l'ONUDI a précisé son modèle de partenariat public-privé, en l'articulant autour de trois volets essentiels propres à favoriser un environnement interne propice à l'innovation collaborative.

L'accent est mis sur la création et l'établissement de partenariats stratégiques, qui sont essentiels à un développement industriel inclusif et durable et à une transformation économique durable.



Partenariat avec Deloitte





Partenariats public-privé à l'ONUDI

Trois volets essentiels

COOPÉRER

HABILITER

PROTÉGER

Réalisation progressive des objectifs en 2023 pour renforcer le rôle de plateforme de transfert de connaissances et de technologies, d'investissement et d'innovation que joue l'ONUDI

Partenariats établis avec des chefs de file de l'industrie tels que Deloitte, Google, CGI, Microsoft et DHL afin d'intégrer des **solutions innovantes** dans les programmes et projets de l'ONUDI

Coopération de l'ONUDI avec le Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise et le Pacte mondial des Nations Unies **coordonnée centralement** afin d'améliorer la stratégie de mobilisation du secteur privé de l'Organisation

Relations améliorées avec l'Institut mondial de la croissance verte et l'Union pour la Méditerranée afin d'intensifier les efforts de collaboration menés par l'ONUDI au niveau mondial

Coopération activée avec la fondation Hanns R. Neumann et avec des initiatives et réseaux philanthropiques afin de permettre à l'ONUDI d'atteindre de nouveaux partenaires

Créer un nouvel outil de gestion des partenariats afin de transformer les partenariats public-privé

Créer un réseau de coordination avec ONU-Femmes et l'UNESCO afin de mettre en commun les meilleures pratiques en matière de mobilisation du secteur privé et de gestion des risques

Mettre à jour la politique en matière de partenariats et les mesures de précaution afin que les partenariats de l'ONUDI s'articulent stratégiquement avec les objectifs généraux de l'Organisation et contribuent à la détection et à la gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance

Faire entendre la voix de l'ONUDI dans les consultations mondiales afin de garantir des pratiques durables en matière de partenariats



COOPÉRER



HABILITER



PROTÉGER



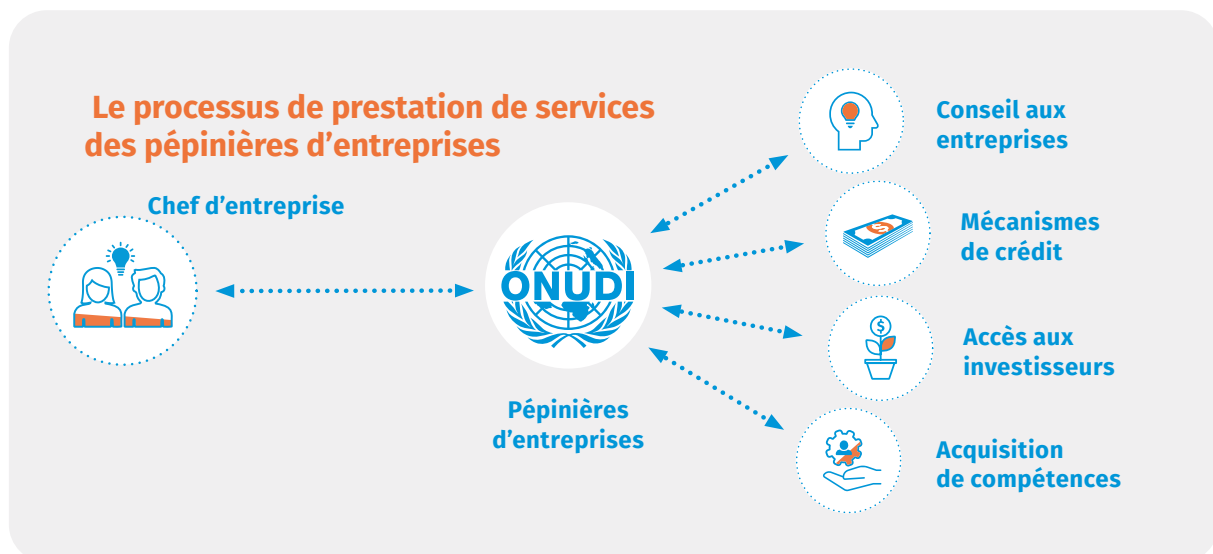
Un participant au programme de développement des secteurs productifs en Somalie

Stimuler la croissance économique et la création d'emplois dans les secteurs productifs de la Somalie

En coopération avec la FAO et l'OIT, l'ONUDI met en œuvre le programme de développement des secteurs productifs en Somalie. Dans le cadre de ce programme, qui existe depuis 2020, elle collabore avec des ministères, des associations du secteur privé et des institutions financières afin de stimuler le développement économique et d'aider la Somalie à s'affranchir de sa forte dépendance à l'égard de l'aide humanitaire. Ces travaux sont financés par l'Italie, le fonds

d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour la Somalie et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

En 2023, l'ONUDI a aidé la Chambre somalienne de commerce et d'industrie à développer le réseau de pépinières d'entreprises sur le territoire de la Somalie, pour le faire passer de quatre à six sites. Il s'agit de centres essentiels qui fournissent des services liés au développement des entreprises pour répondre aux besoins croissants des chefs d'entreprise du pays, en particulier des femmes et des jeunes.



Le mécanisme de crédit mis en place par l'ONUDI pour les PME et administré par la Banque internationale de Somalie a octroyé des prêts à des conditions favorables à 137 microentreprises et PME pour qu'elles financent des dépenses d'équipement. Par exemple, Ahmed Hajir, agriculteur, a bénéficié d'un prêt pour acheter des semences de meilleure qualité, des engrais et des aliments pour le bétail, ce qui lui a permis de doubler ses revenus grâce à l'amélioration de ses cultures. Pour stimuler les investissements dans les énergies renouvelables, l'ONUDI et IBS Bank ont donné le coup d'envoi d'un projet pilote visant à promouvoir les énergies renouvelables et les systèmes de production d'énergie solaire non raccordés au réseau. Ce projet aide actuellement Mohamed Hassan Omar, propriétaire de la compagnie d'électricité Al-Towba, à construire une centrale solaire qui devrait permettre de réduire de moitié le prix de l'électricité, tandis qu'une formation l'a aidé à limiter les erreurs de facturation.

Le centre de formation à une mécanisation agricole durable a été créé par Case IH (une marque du fabricant de machines agricoles CNH Industrial), son concessionnaire somalien Gaalooqe (une coopérative agricole) et le programme de développement des secteurs productifs de l'ONUDI. Il fournit une éducation sociale et des compétences professionnelles techniques pour permettre aux bénéficiaires du projet et aux stagiaires de contribuer à une amélioration des moyens de subsistance et au développement local.

Lors de la conférence économique de la Somalie (Somalia Economic Conference), qui s'est tenue à Mogadiscio en 2023, l'ONUDI a aidé à promouvoir ce pays auprès d'entreprises internationales en vue de la conclusion d'accords commerciaux et de contrats de concession. Plus de 700 personnes, représentant neuf entreprises internationales, y ont mené des négociations bilatérales.

Le Premier Ministre somalien, Hamza Abdi Barre, a déclaré que la conférence marquait un tournant dans l'histoire de son pays. « Je déclare notre engagement à tracer une nouvelle voie vers la prospérité économique et un avenir plus radieux pour tous les Somaliens. »



Grâce à l'aide de l'ONUDI, une nouvelle centrale solaire offrant de meilleurs services sera bientôt installée à Beledweyne, ce qui aura bien sûr des retombées importantes sur la vie des citoyens. »

Mohamed Hassan Omar, propriétaire de la compagnie d'électricité Al-Towba

Adapter les techniques de l'industrie papetière indienne pour améliorer la compétitivité du secteur

L'industrie papetière mondiale repose sur des processus de production en mal de durabilité. Elle aurait notamment besoin de réduire sensiblement sa consommation d'eau, de produits chimiques et de matières premières, ainsi que les quantités d'effluents et de déchets qu'elle produit.

L'industrie papetière indienne connaît les mêmes difficultés, et d'autres qui sont propres au pays, où les entreprises exploitent davantage les fibres recyclées et les résidus agricoles que la pâte de bois, et où il existe de nombreuses microentreprises et PME, dont la taille et les activités diffèrent sensiblement de celles des grandes usines papetières.

Depuis 2015, le Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur du Gouvernement indien s'efforce, avec le soutien de l'ONUDI, de surmonter certaines de ces difficultés en recensant ce qu'il y a de meilleur parmi les techniques et les processus disponibles, et en les adaptant et les personnalisant pour qu'ils puissent être adoptés dans le pays.

Entre 2015 et 2018, l'ONUDI s'est attachée à renforcer l'organisme central de recherche en papeterie, à soutenir les associations des professionnels de la papeterie et à expérimenter des techniques innovantes utiles à ce secteur.

La deuxième phase du projet, mise en œuvre entre 2019 et 2023, s'est appuyée sur les enseignements tirés de la phase précédente et a consisté à construire des unités transportables destinées à l'expérimentation de trois techniques portant respectivement sur le traitement des eaux usées, l'efficacité énergétique et le contrôle des



En Inde, la technique du traitement thermique de la liqueur noire permet d'améliorer l'efficacité énergétique

odeurs. Ces unités ont été envoyées dans des papeteries réparties sur tout le territoire pour être soumises à de nouveaux essais destinés à déterminer leur viabilité technique et économique dans des conditions réelles d'exploitation.

Le projet a également consisté à trouver des moyens d'optimiser les processus et d'améliorer la productivité de 13 usines papetières. Un outil d'audit numérique a été mis au point pour la collecte et le suivi des données. Les petites entreprises, qui, souvent, ne disposent pas des capacités nécessaires pour mener des expériences approfondies ou d'un accès à des compétences spécialisées, ont bénéficié de cette initiative collaborative en adoptant des solutions techniques sur mesure, qui non seulement répondaient aux besoins critiques d'optimisation de leurs modes de fonctionnement, mais facilitaient également l'amélioration de leurs résultats en matière de durabilité et de productivité.

L'ONUDI a rendu les meilleures techniques disponibles viables pour le secteur privé, et renforcé les capacités des institutions d'appui et des acteurs de l'écosystème. La réussite de ce projet montre qu'à l'avenir, des techniques similaires pourraient être recensées, adaptées et transférées, ce qui contribuerait au renforcement des capacités techniques nationales de l'Inde et d'autres pays qui font face aux mêmes obstacles en matière de développement.



Retombées des techniques adaptées pour l'Inde



Filtration sur membrane (quatre usines papetières) :

Réduction de la **consommation d'eau** dans une proportion allant jusqu'à 20 %, entraînant une diminution de la **charge polluante**

Traitement thermique de la liqueur noire (trois usines papetières) :

Amélioration de **l'efficacité énergétique**, permettant une production de vapeur supplémentaire et des économies de combustible

Système de dosage du dioxyde de chlore (quatre usines papetières) :

Contrôle des odeurs dans les usines utilisant des fibres recyclées et réduction des ruptures de feuilles, entraînant une augmentation de la **productivité** et une réduction des **coûts de traitement**

Le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Bahreïn soutient la création et le développement des entreprises par le renforcement des capacités

Le réseau de 10 bureaux de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI aide les chefs d'entreprise, les organisations commerciales, les investisseurs et les fournisseurs de technologie à trouver des partenaires potentiels et à accroître leurs capacités technologiques. Les partenariats établis entre le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Bahreïn et les grandes institutions régionales et internationales stimulent la transformation numérique, l'adoption de l'IA dans l'industrie manufacturière et l'agriculture, et l'innovation dans les économies bleue et verte, ainsi que dans l'économie orange, qui englobe un large éventail d'activités culturelles et créatives telles que l'artisanat, le cinéma, les jeux, la mode, la musique et les jeux vidéo. Ces partenariats contribuent à renforcer le rôle de plateforme de transfert de connaissances et de technologies, d'investissement et d'innovation que joue l'ONUDI.

En coopération avec la réunion annuelle sur l'investissement (Annual Investment Meeting), le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Bahreïn a organisé le sommet sur l'investissement pour les chefs d'entreprise (Entrepreneurs Investment Summit) afin d'attirer des investissements conjoints, de mobiliser des collaborations et de faciliter les échanges commerciaux. Il a contribué aux travaux de tables rondes lors du Forum mondial de l'investissement, organisé à Abou Dhabi par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et aux travaux du colloque sur la transformation numérique et les techniques de l'agriculture intelligente, qui s'est tenu au Liban et qui visait à aider le pays à passer de pratiques agricoles traditionnelles à l'agriculture intelligente.

Lors de la conférence sur la sécurité alimentaire dans les pays arabes, qui s'est tenue au Maroc, le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Bahreïn s'est efforcé de mettre en relation les chefs d'entreprise, le but étant de moderniser les secteurs agricoles à l'aide de la technologie et d'applications intelligentes. Lors



L'autonomisation économique des femmes au service d'une croissance inclusive et durable en Égypte

de la conférence économique des chambres de commerce arabes et africaines, il s'est employé à faire connaître les possibilités d'investissement. Lors de la conférence mondiale sur l'innovation et l'entrepreneuriat, qui s'est tenue à Shenzhen (Chine), il a promu l'intégration entre la Chine et les pays arabes dans le domaine de l'IA.

Le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Bahreïn a mis en place l'initiative « Art-preneurs » pour aider les jeunes et les femmes à transformer leurs idées originales en entreprises durables, en utilisant le programme de développement des entreprises et de promotion des investissements de l'ONUDI pour créer et développer leurs entreprises. Il a également soutenu l'exposition d'artisanat « Turathuna » (Notre patrimoine), mise sur pied par l'organisme égyptien de développement des microentreprises et des PME, qui a attiré 1 000 entrepreneurs et entrepreneuses des secteurs de la création venus apprendre comment créer ou développer leur entreprise.



Plateforme pour l'innovation et l'entrepreneuriat



Énergie propre et action climatique



Élimination de la faim



Chaîne d'approvisionnement durable

Promouvoir une démarche écologique et harmoniser les normes dans les marchés publics

Les industries de l'acier, du ciment et du béton constituent l'épine dorsale des économies, mais elles sont responsables de plus de 50 % des émissions industrielles.

Pour aider à les décarboner, l'ONUDI et le Groupe ministériel sur l'énergie propre ont mis en place, en 2021, l'initiative de décarbonation profonde de l'industrie, une coalition mondiale de 10 gouvernements et partenaires. Les deux principales priorités de cette initiative sont de stimuler la demande de produits écologiques dans le cadre des marchés publics et d'harmoniser les systèmes de déclaration des émissions de carbone et d'évaluation comparative des produits industriels.

Le texte énonçant les engagements à prendre en faveur de marchés publics écologiques (Green Public Procurement Pledge) a recueilli l'adhésion de plusieurs pays influents dans ce domaine. Ainsi, lors de la COP 28, en 2023, l'Allemagne, le Canada, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont adopté les objectifs d'achat assortis de délais précis, créant un précédent en matière de production et d'utilisation de matériaux de construction à émissions faibles ou quasi nulles. Les gouvernements de l'Autriche, des Émirats arabes unis et du Japon ont, quant à eux, adhéré à la déclaration d'intention se rapportant au texte, exprimant leur volonté d'élaborer un plan échelonné dans le temps pour se conformer aux principaux points du texte.

Une adhésion croissante à ce projet de marchés publics écologiques constituera une incitation économique indispensable pour que l'industrie investisse dans la recherche-développement en vue de réduire le plus possible les émissions

causées par la production d'acier, de ciment et de béton, et, en fin de compte, pour qu'elle favorise l'innovation qui permettra de progresser dans la réalisation des objectifs mondiaux en matière d'action climatique.

La création d'un marché florissant de matériaux décarbonés passe par la mise en place d'un cadre de données harmonisé au niveau mondial. Un livre blanc publié dans le cadre de l'initiative de décarbonation profonde de l'industrie énonce un ensemble de principes communs inspirés des travaux menés en application du Protocole des gaz à effet de serre et des travaux menés par l'Agence internationale de l'énergie. Des consultations avec plus de 70 groupes de parties prenantes ont permis de cerner les causes des variations dans les déclarations d'émissions des secteurs de l'acier, du ciment et du béton. Le document constitue une base commune sur laquelle s'appuyer pour régler les désaccords sur les critères utilisés et qui ouvre la voie à l'élaboration d'orientations pour la mise en place d'un système harmonisé de comptabilisation des gaz à effet de serre (GES).

Cette première démarche entreprise à l'échelle internationale pour harmoniser les systèmes de déclaration des émissions dans différents secteurs et différentes régions se poursuivra, et l'ONUDI dirigera la coordination et l'intégration des nouvelles approches et des meilleures pratiques adoptées dans des domaines tels que le captage et le stockage du dioxyde de carbone, les combustibles de substitution et l'établissement du bilan matière.



[Site Web de l'initiative de décarbonation profonde de l'industrie](#)

En partenariat avec le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Rome, celui de Bahreïn s'emploie à renforcer les quatre centres de développement des entreprises créés par l'ONUDI pour les investissements nationaux et étrangers en Iraq. Dans le cadre d'un autre partenariat avec le Bureau de Rome, les Émirats

arabes unis et d'autres pays concernés du Conseil de coopération du Golfe, il propose des formations, surtout aux jeunes et aux femmes, pour qu'ils s'investissent davantage dans les innovations durables – qui font intervenir des technologies vertes et numériques.

CHANGER LES MENTALITÉS POUR FAIRE PROGRESSER LES INDUSTRIES ÉCOLOGIQUEMENT VIABLES

Malgré la menace que font peser les changements climatiques, les besoins mondiaux en énergie et en ressources continuent d'augmenter, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, dont l'économie et, en particulier, le secteur industriel sont en plein essor. Pour tenir l'objectif de l'Accord de Paris consistant à maintenir le réchauffement de la planète à moins de 2 °C, il faudra mettre au point, déployer et adopter rapidement des solutions innovantes, à une échelle et à un rythme qui conduiront à un changement en profondeur, sans pour autant compromettre le développement économique et industriel.

L'ONUDI mobilise les pouvoirs publics, les institutions financières et les industries pour qu'ils créent des partenariats et des initiatives afin de mettre au point des solutions en matière d'énergie propre et des technologies innovantes

fonctionnant à l'hydrogène. Le Programme mondial d'innovation par les technologies propres permet de commercialiser des solutions porteuses de transformation fondées sur des technologies propres, et de renforcer et relier les écosystèmes de l'innovation et de l'entrepreneuriat dans ce domaine. La promotion des meilleures techniques disponibles et de pratiques écologiques reste essentielle pour passer à une échelle supérieure, tout comme les sessions de formation, les boîtes à outils et les conseils.

L'ONUDI aide également les entreprises, qu'il s'agisse de PME ou de multinationales, à éliminer progressivement les substances appauvrissant la couche d'ozone en optimisant les processus de production et les produits, ce qui devrait permettre d'éviter l'émission de plus de 60 millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) chaque année.



En Gambie, des réchauds améliorés permettent de réduire les émissions et offrent aux femmes des bienfaits pour la santé et des débouchés économiques

Mobiliser les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Gambie

Depuis 2018, à l'aide d'un financement du FEM, l'ONUDI aide la Gambie à mettre en œuvre un projet d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative nationale Énergie durable pour tous. Ce projet, qui s'est achevé en 2023, a permis de mobiliser des investissements dans des ampoules électriques, des appareils de réfrigération et de climatisation, des réchauds et des combustibles de cuisson plus économes en énergie.

Africell, un opérateur majeur de téléphonie mobile, a fourni un financement supplémentaire pour hybrider certaines de ses stations de base en utilisant des groupes électrogènes fonctionnant à l'énergie solaire, à l'énergie éolienne et au diesel. Ce faisant, il a pu économiser sur le coût de l'énergie tout en garantissant à ses clients une plus grande stabilité du réseau. Ce projet pilote a suffisamment inspiré confiance pour que l'entreprise passe à une échelle supérieure et fasse fonctionner l'ensemble de son réseau de télécommunications à l'aide des énergies renouvelables.

Une initiative, conduite par Unique Solutions, d'éclairage public à l'énergie solaire a permis d'améliorer sensiblement les moyens de subsistance de populations isolées. Celles-ci n'avaient pas d'électricité en raison de leur éloignement du réseau national. L'installation de plus de 200 lampadaires solaires a renforcé leur sentiment de sécurité, en particulier pour les femmes, et leur permet d'être plus productives le soir.

L'association Women's Initiative Gambia, dirigée par des femmes, a reçu une usine de fabrication de briquettes à l'échelle industrielle à Fula Kunda, ce qui permet à ses membres de produire un combustible moins coûteux et moins polluant que le charbon de bois fabriqué à la main. Un nouveau réchaud a également été mis au point, qui nécessite moins de charbon de bois, ce qui permet de réduire davantage les effets néfastes sur l'environnement et les risques de problèmes respiratoires. Les femmes ont été formées à la fabrication ou à la vente des réchauds, ce qui leur a ouvert de nouvelles perspectives économiques.

Le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO a mis en place un laboratoire d'essai pour évaluer la qualité, l'efficacité et la sécurité de réchauds écologiques ainsi que d'un éclairage et d'appareils économes en énergie. Il a également dispensé une formation sur le fonctionnement du laboratoire et des machines, et plus de la moitié des personnes qui l'ont suivie étaient des femmes.

Un élément important du projet consistait également à faire connaître ces nouvelles approches afin qu'elles suscitent l'adhésion et qu'elles puissent se développer. La FAO, partenaire du projet, a élaboré une brochure destinée aux écolières et aux écoliers sur les activités permettant d'en apprendre davantage sur l'environnement. Africell a diffusé des conseils pour économiser l'énergie auprès de sa clientèle, qui compte 1,5 million de personnes.

Le Fonds pour l'entrepreneuriat dans le domaine de l'énergie durable, géré par le Fonds de développement social de la Gambie, a accordé plus de 240 000 dollars de microsubventions à des entreprises locales de production énergétique dirigées par des jeunes et des femmes. Les bénéficiaires ont reçu une formation sur l'entrepreneuriat destinée à les aider à mener à bien leurs projets.



[Vidéo sur l'autonomisation de la Gambie en matière d'énergie durable](#)



Un éclairage de meilleure qualité et plus économe en énergie



6 200 ampoules LED et
80 ampoules LED pour les tours d'éclairage

8 entrepôts frigorifiques alimentés par l'énergie solaire

32 lampes solaires dans les jardins collectifs

205 lampadaires solaires



Optimisation des systèmes à moteur au Maroc

Améliorer l'efficacité énergétique de l'industrie au Maroc

Le Maroc dépend presque entièrement des importations de combustibles fossiles pour son développement économique, ce qui pèse lourdement sur le secteur industriel du pays, qui utilise 21 % de son énergie totale. L'ONUDI aide les entreprises à appliquer la stratégie énergétique nationale du pays, qui prévoit de réduire la consommation d'énergie de 20 % d'ici à 2030.

Une initiative du réseau « Industrial Energy Accelerator » a été lancée en 2019 à titre expérimental pour aider les industries locales à mettre en œuvre un meilleur système de gestion de l'énergie, qui soit conforme aux normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), en particulier à la norme ISO 50001. À Casablanca, pôle industriel du Maroc, 18 PME, 13 consultantes et consultants en énergie et neuf membres de l'administration ont suivi le premier stage dispensé dans le cadre de cette initiative et sont désormais en mesure de promouvoir ce processus.

De nouveaux stages de niveau débutant et de niveau expert sur l'optimisation des systèmes à vapeur et l'optimisation des systèmes à moteur ont été organisés, non seulement à Casablanca mais aussi à Tanger.

Sur les 160 personnes qui ont achevé le programme en 2023, 20 % sont des femmes.

Jusqu'à présent, 45 entreprises locales ont élaboré des plans d'action pour atteindre leurs objectifs et mesurer les progrès accomplis, ce qui leur a permis de faire jusqu'à 11 % d'économies d'énergie. L'ONUDI aide ces entreprises à élaborer des études de cas pour rendre compte



Nombre de spécialistes ayant reçu une formation en 2023 pour réduire la consommation d'énergie



65 ont reçu une formation sur le système de gestion de l'énergie conforme à la norme ISO 50001

50 ont reçu une formation sur l'optimisation des systèmes à moteur ou à air comprimé

47 ont reçu une formation sur l'intégration des systèmes fonctionnant aux énergies renouvelables associée à l'optimisation des systèmes à vapeur

de ce qu'elles ont appris de la formation et de la mise en œuvre du système, notamment des mesures qu'elles ont prises pour économiser de l'énergie en engageant peu de dépenses voire aucune, et à constituer un portefeuille de projets nécessitant des dépenses d'équipement.

Le projet a été mis en œuvre en coopération avec le Ministère de la transition énergétique et du développement durable, le Ministère de l'industrie et du commerce, l'Agence marocaine pour l'efficacité énergétique, la Société d'ingénierie énergétique et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ).



Étude de cas sur l'initiative du réseau « Industrial Energy Accelerator » au Maroc (en anglais)



Vidéo sur la formation

Bâtir des infrastructures fondées sur la nature

Les stratégies faisant intervenir des infrastructures fondées sur la nature consistent à créer ou restaurer des écosystèmes naturels ou semi-naturels tels que les forêts, les plaines inondables et les zones humides, qui puissent fournir un service ou un avantage particulier en lieu et place des infrastructures bâties classiques. Par exemple, les zones humides artificielles peuvent assimiler les polluants et fournir ainsi le même service de purification de l'eau que des stations d'épuration classiques.

En fournissant le même service que les infrastructures bâties, les infrastructures fondées sur la nature contribuent à préserver la santé et la diversité de la planète. Grâce à un financement du FEM et de la fondation MAVA, l'ONUDI s'emploie depuis trois ans, en collaboration avec l'International Institute for Sustainable Development, à démontrer la rentabilité financière et économique de ces infrastructures, qui contribuent à l'atténuation des changements climatiques.

Dans le cadre de ce projet a été créé, en 2021, un centre de ressources mondial (Global Resource Centre) sur les infrastructures fondées sur la nature, qui fournit des données, des formations et des évaluations personnalisées. Il est également conçu pour donner lieu à de nouveaux partenariats et de nouvelles alliances susceptibles d'influencer les décisions en faveur de projets d'infrastructures vertes dans le monde entier.

Sa base de données interactive contient des informations sur la rentabilité, les coûts et les avantages des infrastructures fondées sur la nature dans le cadre de différents scénarios d'évolution du climat ou de différentes options de politique générale, ainsi que sur les effets externes de ces infrastructures sur l'environnement, la société et la gouvernance. Elle utilise l'outil d'évaluation de la durabilité des biens (Sustainability Asset Valuation) pour simuler les effets des infrastructures fondées sur la nature et comparer leur rentabilité financière et économique avec celle des infrastructures bâties classiques. Les décideurs peuvent utiliser ces informations pour comparer rapidement les résultats des différentes études.

En 2023, la rentabilité financière de 11 infrastructures fondées sur la nature a été évaluée et comparée à celle d'infrastructures classiques ou « infrastructures grises ». En outre, on a déterminé la valeur monétaire d'autres effets externes positifs, tels que le stockage du carbone, qui permet d'atténuer les changements climatiques, et le maintien de zones de végétation, susceptible de protéger contre la hausse des températures. Afin de démontrer la supériorité financière et économique des infrastructures fondées sur la nature, six sessions de formation et de sensibilisation ont été organisées, auxquelles ont participé plus de 3 000 personnes.



Site Web du centre de ressources mondial sur les infrastructures fondées sur la nature et de sa base de données



Vidéo sur les infrastructures fondées sur la nature



Énergie propre et action climatique



Élimination de la faim



Chaîne d'approvisionnement durable

Développer les parcs éco-industriels

Le Programme mondial sur les parcs éco-industriels, créé en 2018 et financé par le Secrétariat d'État suisse à l'économie, entre dans sa deuxième phase.

Fondé sur les compétences et les connaissances acquises de longue date par l'ONUDI, il consiste à aider les économies émergentes à créer des parcs industriels plus compétitifs et durables en adoptant des pratiques relevant de l'économie circulaire et en défendant des stratégies d'atténuation des changements climatiques. Il contribue ainsi à la réduction des émissions de GES et de la pollution, ainsi que des coûts à long terme.

En vue de mettre en œuvre le programme dans sept pays à titre expérimental, l'ONUDI a réuni les parties prenantes afin qu'elles s'informent sur ses avantages et qu'elles déterminent quelles activités seraient les plus adaptées et les plus efficaces pour leur propre parc. Elles ont reçu une formation pour apprendre à appliquer des modes de production propres et économes en ressources qui leur permettent d'améliorer les retombées environnementales des parcs. Parallèlement, l'ONUDI a fourni une assistance technique aux autorités partenaires et engagé avec elles une concertation en vue d'élaborer un cadre directeur et réglementaire favorable au niveau national. C'est ainsi que la Colombie est devenue, en 2023, le premier pays au monde à adopter une norme nationale régissant les parcs éco-industriels.

En 2023, à l'issue de ses cinq premières années d'exécution, le programme avait permis d'économiser plus de 57 millions de kilowattheures d'énergie, plus de 2 millions de mètres cubes d'eau et près de 18 000 tonnes de matières premières. Les formations, les données collectées et les enseignements à retenir sont mis à disposition sur la plateforme en ligne des parcs industriels de l'ONUDI (voir chapitre 4).

La deuxième phase, d'une durée de cinq ans, débutera en 2024 et portera sur l'amélioration de la gestion des parcs et de leurs retombées environnementales, sociales et économiques dans les sept pays pilotes.

Pour étendre ce programme à un plus grand nombre de pays et les inciter à collaborer et à apprendre les uns des autres, l'ONUDI élaborera avec la Banque mondiale et la GIZ, en s'appuyant sur le cadre international pour les parcs éco-industriels, des systèmes de validation et des normes permettant à des parcs d'être reconnus comme éco-industriels.



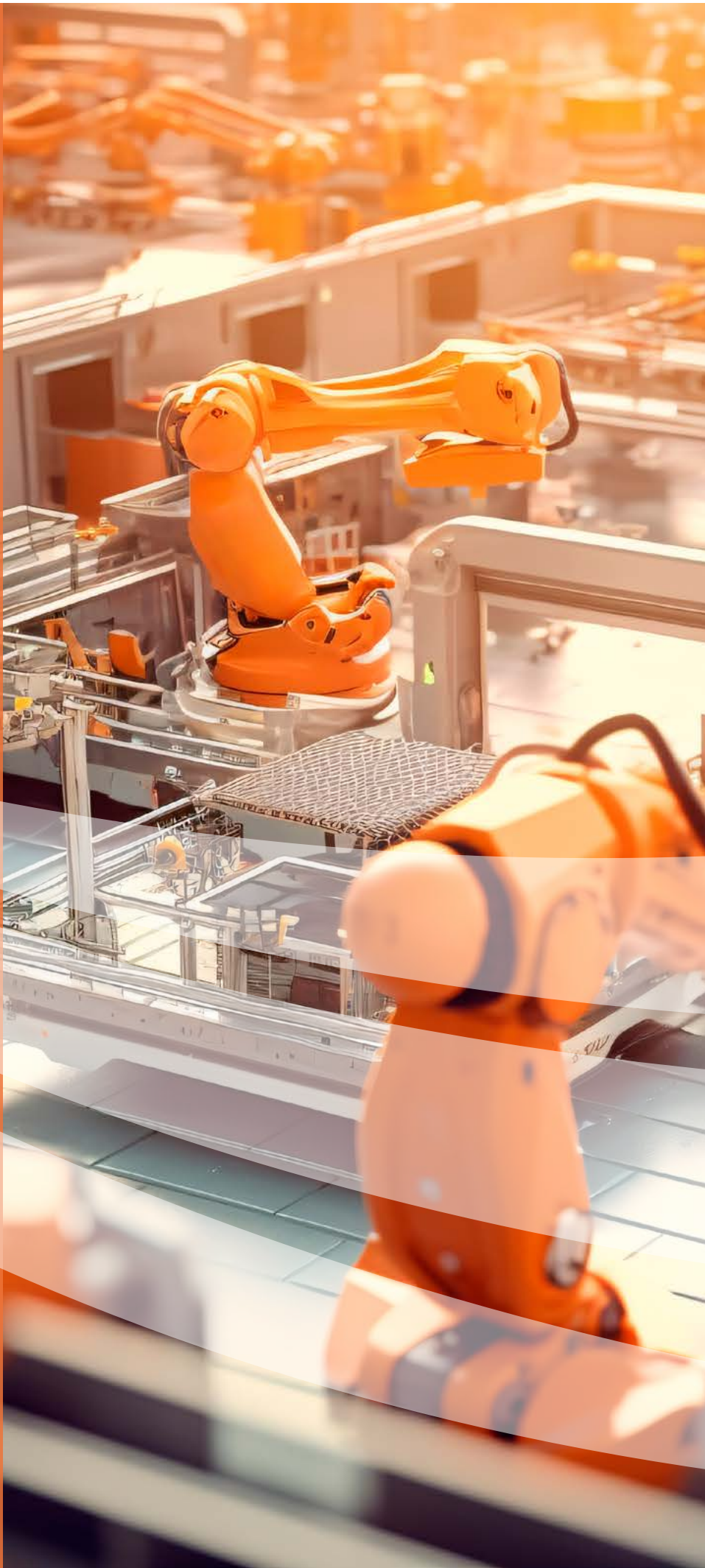
Pays où sont menées des interventions dans le cadre du Programme mondial sur les parcs éco-industriels



Site Web sur les parcs éco-industriels



Cadre international pour les parcs éco-industriels (en anglais)





CHAPITRE 3

**Travailler sur le terrain :
transformer les vies grâce
à des entreprises innovantes,
inclusives et durables**



Introduction. Le cœur de l'activité de l'ONUDI est sur le terrain, où elle travaille en contact direct avec les entreprises et les personnes. En aidant les entreprises, par une formation et un accompagnement, à adopter les technologies les plus récentes, innover et appliquer les meilleures pratiques environnementales, l'ONUDI contribue à les rendre plus résilientes et durables. Elle accorde une attention particulière aux femmes, aux jeunes et aux groupes défavorisés, afin qu'ils puissent également apprendre et devenir des éléments moteurs, capables d'encadrer les autres. Dans le même temps, les programmes et projets de l'ONUDI contribuent à sensibiliser et motiver en faveur de la sécurité et de la durabilité des produits, et à augmenter la demande sur le marché afin que les entreprises puissent devenir, à long terme, des sources d'emplois équitables et de perfectionnement continu.

CONTRIBUER À LA CRÉATION D'UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE

1 PAS DE PAUVRETÉ



2 FAIM ZÉRO



3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN CÔTÉ ABORDABLE



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



À mi-distance de l'échéance du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui énonce les 17 objectifs de développement durable à atteindre, la pauvreté, la faim et l'injustice continuent de gagner du terrain, partout dans le monde. Les conséquences de la pandémie de COVID-19, des conflits et des changements climatiques frappent plus durement les plus vulnérables. Des solutions innovantes permettant d'accroître et de pérenniser la prospérité et de lutter contre la pauvreté et la faim sont plus que jamais nécessaires.

Pour surmonter ces difficultés et aider les entreprises à réussir, l'ONUDI travaille avec ses partenaires pour accroître la productivité de la main-d'œuvre et l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes défavorisés dans le monde du travail. Par exemple, lors de la septième assemblée du FEM, en 2023, l'ONUDI a rendu compte de ses meilleures pratiques et publié le rapport intitulé *Gender, Digital Transformation and Artificial Intelligence* (Genre, transformation numérique et intelligence artificielle), qui met en évidence les possibilités que les innovations en matière de technologie numérique, telles que l'IA et la robotique, peuvent offrir aux femmes.



Rapport : *Gender, Digital Transformation and Artificial Intelligence* (en anglais)

L'ONUDI développe les compétences et les connaissances afin que davantage de personnes aient la possibilité de mettre au point et de commercialiser des produits et des systèmes innovants, notamment en utilisant les technologies de la quatrième révolution industrielle. En adoptant une approche globale consistant à fournir un accompagnement personnalisé à la fois aux entreprises et à la main-d'œuvre, y compris aux sans-emplois et aux chefs d'entreprise, l'ONUDI contribue, dans le cadre des projets et programmes qu'elle met en œuvre à petite échelle, au développement de secteurs manufacturiers et d'écosystèmes industriels essentiels.

La Mongolie accroît ses capacités d'exportation dans les secteurs de la viande, du cuir et du textile

Dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale, l'ONUDI a aidé la Mongolie à accroître la compétitivité à l'exportation de ses secteurs de la viande, du cuir et du textile. Ce projet visait à renforcer la certification des entreprises du pays et leur conformité aux normes pour leur permettre d'accéder à davantage de marchés.

Pour créer un environnement favorable, l'ONUDI a mis à niveau cinq organismes nationaux de certification pour qu'ils remplissent les critères des systèmes de certification des produits biologiques et halal. L'autorité nationale de

PRINCIPAUX PARTENAIRES D'EXÉCUTION DES NATIONS UNIES :

ONU
environnement

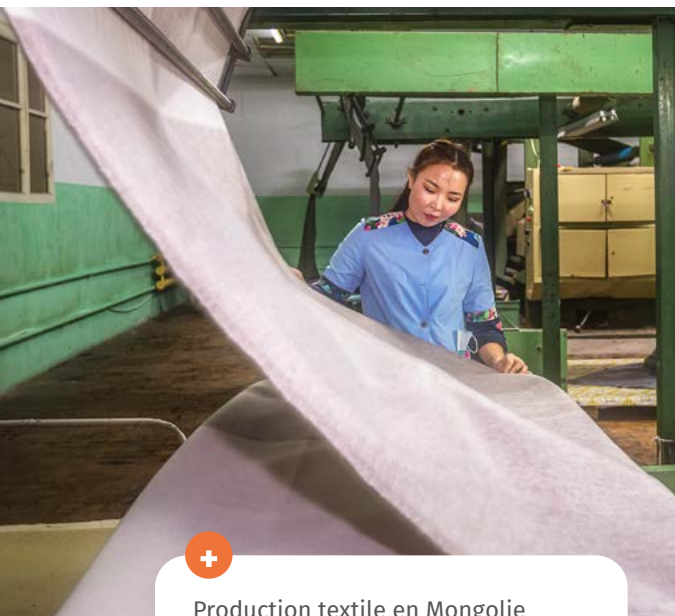


unicef

Nations Unies

ONU FEMMES

LA BANQUE MONDIALE



Production textile en Mongolie

certification de Mongolie a bénéficié d'un système de documentation actualisé et des services d'une équipe professionnelle et qualifiée, notamment dans l'évaluation.

L'ONUDI a également procédé à une analyse approfondie des lacunes de 23 entreprises de transformation de la viande, dont sept étaient dirigées par des femmes, ainsi que de tanneries et d'usines textiles, afin d'évaluer leurs performances à l'aune des normes régissant ces activités. Cette analyse a débouché sur l'élaboration de documents d'orientation déterminant l'appui nécessaire. Par la suite, un accompagnement et une formation à la conception et à la mise en œuvre de systèmes ont été organisés. En conséquence, deux tanneries privées ont été certifiées conformes aux normes régissant le secteur du cuir, qui prennent en compte les processus de qualité standard ainsi que les questions environnementales, sociales et de gouvernance. Trois entreprises textiles ont réussi le test indépendant OEKO-TEX STANDARD 100, qui garantit la sécurité sanitaire des textiles et certifie les produits aux différentes étapes de transformation. Six entreprises de transformation de la viande ont été certifiées conformes à la norme régissant les produits halal. Ces certifications aident les entreprises à accroître leur compétitivité sur le marché et leurs ventes.

Dans le cadre du projet, l'ONUDI a également fourni au Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère huit guides sur les normes et les meilleures pratiques applicables à différentes chaînes d'approvisionnement – de la boulangerie et des produits à base de farine au secteur des services en passant par les produits laitiers. La diffusion de ces guides aux fins de leur application ultérieure a pour objectif d'améliorer le respect général des pratiques d'hygiène alimentaire de base par les acteurs concernés.

Fort du soutien apporté à l'agriculture biologique et de la dynamique créée dans le pays, le Parlement mongol a adopté, en janvier 2024, une nouvelle loi sur l'alimentation biologique. Elle définit le cadre législatif permettant à la Mongolie de développer son marché d'exportation d'aliments biologiques.



Accréditation des organismes de certification



2 pour les produits biologiques
2 pour les produits halal
1 pour les produits en cuir

Retombées essentielles



15 nouvelles normes adoptées ou appliquées



23 entreprises et 420 personnes (dont 322 femmes) dotées de **capacités** ou de **compétences accrues**



11 entreprises certifiées

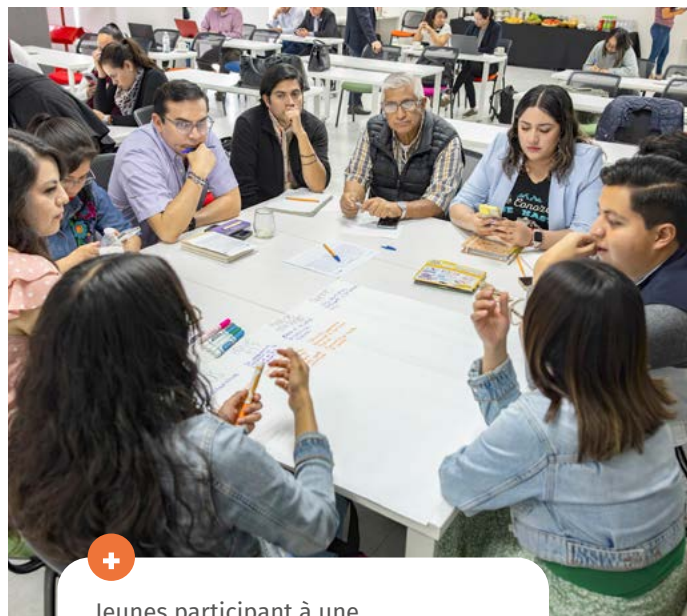
Faire participer les jeunes à l'élaboration de priorités communes en matière de développement au Mexique

Un tiers de la population mexicaine a moins de 29 ans et se heurte souvent à des problèmes économiques, personnels et de sécurité humaine qui l'empêchent de donner le meilleur d'elle-même. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'aggraver ces difficultés, exposant nombre d'adolescentes, d'adolescents et d'enfants parmi les plus vulnérables à des risques accrus d'exploitation, de violence, de maltraitance et d'appauvrissement.

La pandémie a été l'occasion de faire davantage participer les jeunes à la prise de décision pour déterminer les priorités de développement, telles que les politiques en matière d'emploi, de soins de santé et de protection sociale. Par exemple, l'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée constitue un goulet d'étranglement pour l'augmentation des investissements privés et le développement économique local. Un processus de consultation et de prise de décision plus durable et plus inclusif sera favorisé par un cadre plus rigoureux et plus complet.

Dans l'État d'Hidalgo, un projet pilote de l'ONUDI financé par le fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine vise à offrir aux jeunes de meilleurs débouchés sur les plans éducatif, social et professionnel, en les préparant à faire face aux défis multiformes du monde actuel. Ainsi, les jeunes d'Hidalgo ont été mis en rapport avec des parties prenantes issues des collectivités locales, du secteur privé et de la société civile, et ils ont pu participer à la vie politique afin de peser sur les décisions ayant des répercussions sur leurs propres vies.

Des vidéos en ligne de jeunes parlant de leurs préoccupations ont été créées pour susciter l'intérêt et la participation d'autres jeunes. En 2023, dans 13 municipalités de l'État d'Hidalgo, près d'un millier d'adolescentes, d'adolescents et de jeunes adultes ont participé à des ateliers pour débattre et cerner les défis. Lors du forum de la jeunesse du Conseil économique et social, organisé par la présidence du Conseil et parrainé par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, auquel ont participé 55 000 jeunes, les personnes participant au projet ont rendu compte du travail accompli



Jeunes participant à une séance de réflexion dans l'État d'Hidalgo, au Mexique

lors de leurs séances de réflexion et de leurs tables rondes sur l'élaboration de politiques destinées à mieux répondre à leurs besoins. Leurs contributions alimentent des politiques publiques intégrées visant à s'attaquer aux problèmes que rencontrent les jeunes à risque.

Le projet a permis d'élaborer deux lignes directrices à l'intention des décideurs aux niveaux de l'État et des municipalités et de les familiariser avec la conception d'un développement axé sur la sécurité humaine, le but étant de faire davantage participer les jeunes à l'élaboration de services et de politiques publiques en faveur des jeunes. Une grande place ayant été accordée à l'égalité des sexes, 57 % des personnes participantes étaient de jeunes femmes.

Le projet s'achèvera en 2024 et des débats sont en cours pour renouveler l'expérience dans d'autres États du Mexique et municipalités d'Hidalgo.



[Site Web du projet](#)



[Vidéo sur le projet](#)



Formation d'artisans
à la poterie en Tunisie

Transformer l'artisanat et stimuler la croissance économique en Tunisie

L'ONUDI contribue à améliorer la compétitivité du secteur de l'artisanat et du design en Tunisie. Grâce à un financement de l'Union européenne et de l'Agence italienne pour la coopération au développement, l'Organisation facilite l'accès aux marchés nationaux et internationaux dans le cadre de son projet Creative Tunisia.

Des formations sont dispensées aux artisans dans les domaines de la poterie, des fibres végétales, des tissages traditionnels, des tapis kilim (« klim ») et de la mode. Des stages ont été élaborés en collaboration avec des écoles d'art et de design renommées qui délivrent des diplômes universitaires. L'approche de l'ONUDI, qui consiste à développer des groupements d'entreprises (« clusters »), privilégie les initiatives menées conjointement par les entreprises et les institutions, qui permettent de récolter des bénéfices collectifs pour les membres des clusters et les communautés voisines.

Quatre pôles créatifs (« hubs ») stimulent la créativité en facilitant les programmes d'incubation, les partenariats et les collaborations, en offrant des services essentiels tels que l'élaboration de prototypes, la commercialisation et la formation technique. Un espace de travail a été ouvert dans la zone rurale de Dar Rouached qui fournit aux



Retombées pour l'artisanat tunisien



4 centres de soutien multiservices (« hubs design »)



100 sessions de formation



Plus de 2 000 bénéficiaires



Soutien financier à **15 entreprises**



Plus de 500 nouveaux produits



Plus de 100 nouveaux emplois



Énergie propre et action climatique

L'Appel mondial permet d'accélérer l'innovation par la reconnaissance du mérite

L'un des moyens utilisés par l'ONUDI pour promouvoir l'innovation consiste à récompenser les individus et les entreprises pour leurs idées et à les aider à les financer et à les mettre en œuvre.

En 2020, le réseau des bureaux de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI a lancé un appel mondial, auquel ont répondu, depuis trois ans, plus de 2 000 personnes représentant 108 pays.

L'ONUDI privilégie les candidatures des pays à revenu faible ou intermédiaire, qui ont représenté 88 % des inscriptions en 2023. Les équipes présélectionnées reçoivent une formation dispensée par des universitaires chevronnés, des cadres d'entreprise et des spécialistes d'organisations internationales, qui les aident à passer à la phase suivante de développement.

En 2023, 40 prix ont été décernés à l'occasion du sixième salon international des produits d'importation en Chine, qui s'est tenu à Shanghai. Un stand présentait les technologies retenues, qui relevaient des domaines de l'hydrogène vert, de l'efficacité énergétique et de l'innovation par les énergies propres.

Les lauréates et lauréats ont également été invités à intégrer le pôle de l'ONUDI consacré à l'accélération de la quatrième révolution industrielle, à Hangzhou, pour étudier, recenser et évaluer les nouvelles technologies du point de vue de leur viabilité commerciale et de leur faisabilité technique, et à visiter les quatre centres de coordination régionaux du Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Beijing établis dans différentes villes de Chine, afin d'être mis en contact avec les organismes d'investissement, les parcs industriels et les administrations publiques de ces régions.

Les lauréates et lauréats des précédents concours continuent de bénéficier du soutien de l'ONUDI.



Appel mondial de l'ONUDI 2023

Par exemple, la société Polycare, une lauréate de l'édition 2021, a mis au point un matériau destiné à la maçonnerie composé de béton à faible teneur en carbone, qui permet d'économiser 70 % de CO₂. Une autre lauréate de cette édition, la société Batteries AMS, est devenue une partenaire fondatrice de BatteReverse, un consortium financé par l'Union européenne qui développe une chaîne de valeur rentable et durable fondée sur la logistique inverse pour les batteries de véhicules électriques de grande taille. Le lauréat de 2022, China Water Environment Group, a été invité à tenir un stand lors de l'édition 2023 de la Foire internationale pour l'investissement et le commerce en Chine, et dans le pavillon de la Chine lors de la COP 28. Parmi les 350 projets qu'il mène en Chine, l'un a consisté à installer, à Beijing, des stations d'épuration souterraines, permettant ainsi de réduire les émissions de près de 20 000 tonnes d'équivalent CO₂ par an, et un autre a consisté à purifier naturellement 20 millions de tonnes d'eau par an dans le lac Erhai, d'une superficie de 256,5 km², permettant ainsi de réduire la pollution et les émissions de carbone.

En 2024, trois entreprises chinoises lauréates de 2023 bénéficieront d'un soutien pour étudier les débouchés en Afrique lors du Forum des scientifiques, des décideurs et des entreprises pour l'environnement, qui se tiendra en marge de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, à Nairobi.

femmes des ressources précieuses : une salle d'exposition, un espace de formation, des chambres d'hôtes et un atelier de transformation de l'argile. En 2023, 1 500 personnes, dont 80 % de femmes, ont été dotées de compétences techniques et managériales dans le secteur de l'artisanat et 40 entreprises, dont 16 PME dirigées par des femmes, ont été restructurées pour mieux s'intégrer dans la chaîne de valeur de l'industrie de la création.

Depuis le début du projet, en 2020, plus de 500 nouveaux produits ont été créés en collaboration avec des designers nationaux et internationaux. Ils sont commercialisés dans des salons nationaux et internationaux, ainsi qu'à l'aide de catalogues de produits, des médias sociaux et de sites Web de présentation.

Six PME du secteur de la poterie ont modernisé leurs unités de production en mettant en place des progiciels de gestion intégrés pour améliorer leur rentabilité tout en réduisant leur empreinte écologique. Il s'est notamment agi d'adopter des

processus de cuisson au gaz naturel, d'installer des unités modernes de transformation de l'argile et d'utiliser des machines d'emballage et de conditionnement de pointe. Cinq des six PME sont gérées par des entrepreneurs et entrepreneuses de moins de 35 ans.

La contribution de la filière tunisienne de la poterie au développement a été importante. Ses exportations ont en effet augmenté de 60 % entre 2020 et 2023. De plus, le revenu moyen des femmes travaillant dans ce secteur a été multiplié par cinq, ce qui a eu des retombées directes sur leur autonomie financière et leur a donné davantage de pouvoir de décision au sein de leur famille.



Site Web de
Creative Tunisia

CONTRIBUER À LA CROISSANCE DE LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'accroissement de la productivité et de la compétitivité joue un rôle majeur dans le développement durable des entreprises et leur contribution à la croissance économique globale, en particulier dans le secteur manufacturier. Toutefois, de nombreuses PME sont désavantagées, car elles n'ont pas accès à des ressources financières et elles utilisent peu les nouvelles technologies et le numérique. Elles manquent aussi de main-d'œuvre qualifiée, et les normes de qualité qu'elles appliquent ne sont pas assez strictes pour leur permettre d'accéder sans restriction aux marchés nationaux et mondiaux.

Pour promouvoir la croissance économique et le développement durable, l'ONUDI aide les PME à mettre au point des innovations et de nouvelles technologies, à améliorer la qualité de leurs produits, à adopter des pratiques exemplaires, à se conformer aux normes et aux réglementations techniques et à entretenir une culture globale de la qualité.

Améliorer la compétitivité du commerce de l'ananas de Guinée

L'ONUDI aide la Guinée à être compétitive dans le secteur de l'ananas et à accroître les retombées économiques du commerce de ce produit dans le pays. Dans le cadre du programme de renforcement de la compétitivité en Afrique de l'Ouest, financé par l'Union européenne, les normes de qualité internationales requises pour le développement des échanges commerciaux sont appliquées à toutes les étapes de la chaîne de valeur de l'ananas – production, transformation et commercialisation.

Pour renforcer les organismes locaux d'évaluation de la conformité, l'ONUDI a facilité l'acquisition de 45 normes internationales ISO et de 20 normes alimentaires Codex pour l'Institut guinéen de normalisation et de métrologie. Cet institut étant désormais en mesure d'évaluer



Productrice d'ananas
en Guinée

la qualité commerciale des ananas locaux par rapport à des références internationales fiables, il donne des conseils pour la production et la transformation de fruits frais de qualité.

L'ONUDI a également aidé le laboratoire de l'Office national de contrôle de la qualité à mettre à niveau son système de gestion de la qualité et ses procédures opérationnelles, et son accréditation est en cours. Quinze techniciennes et techniciens ont réussi leur formation à la norme ISO/IEC 17025:2017, ce qui renforce la crédibilité des travaux d'essais et d'étalonnage.

En 2023, le Gouvernement guinéen a adopté une politique nationale de développement industriel et 24 normes applicables à l'ananas et à d'autres produits agricoles et les a incorporées dans la législation nationale.

L'ONUDI soutient également le consortium national NAFASO, qui comprend cinq entreprises de transformation et de commercialisation dirigées par des femmes, qui produisent des fruits secs, des jus et des confitures. Le NAFASO augmente la production et la diversification des produits en créant une unité de production industrielle et en formant des techniciennes spécialisées dans la transformation des fruits.

L'ONUDI a aidé 40 jeunes chefs d'entreprise à améliorer leurs connaissances et leurs

compétences dans le domaine des affaires, et à adopter les meilleures pratiques pour produire, récolter et emballer les ananas.

Pour augmenter les exportations, le projet leur a fourni 12 000 emballages écologiques conformes aux normes internationales. Ces emballages ne se contentent pas de protéger les ananas, ils améliorent également l'image de la marque grâce au label « Sogué », qui signifie « mûrir au soleil ». Dans le passé, les ananas de Guinée étaient exportés dans de vieux cartons à cigarettes et de vieilles boîtes de conserve, ce qui nuisait à la valeur perçue du fruit à l'étranger.

Pour promouvoir les ananas frais et transformés de Guinée, l'ONUDI a aidé 30 producteurs et productrices et transformateurs et formatrices, en collaboration avec l'ITC, à participer à de grandes manifestations régionales au Sénégal et à des foires commerciales internationales en Europe, en particulier en Allemagne et en Espagne.

Développer les capacités dans les secteurs de l'artisanat traditionnel et de l'économie bleue

Depuis 2021, l'ONUDI participe au programme ASSIST, programme conjoint des Nations Unies sur la promotion des investissements



Entrepreneuses bénéficiaires du programme ASSIST en Indonésie

consacrés à la réalisation des objectifs de développement durable en Indonésie, aux côtés du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'organisme maître d'œuvre, le PNUD. Son intervention vise à renforcer la compétitivité et l'accès au marché des PME qui fabriquent et vendent des textiles traditionnels, des bijoux et des produits agroalimentaires sur l'île de Lombok. Cela permet de créer des emplois, de diversifier l'économie et d'attirer davantage d'investissements, tout en débloquant des possibilités d'accès à des modes de financement innovants.

L'ONUDI a organisé des ateliers spécialisés, des visites d'étude et une campagne de mentorat d'entreprise sur des sujets tels que la gestion financière, les règles générales à appliquer pour augmenter la productivité et améliorer la gestion de l'eau et des ressources dans l'aquaculture, la prévention des maladies dans l'élevage des crevettes, les pratiques relevant de l'économie circulaire dans la fabrication de textiles et de bijoux, l'agriculture biologique, la gestion des déchets, et la conception de produits innovants inspirée de l'artisanat traditionnel. Dans les régions moins développées, l'ONUDI a encadré des PME et des start-up pour les aider à améliorer leur accès à des ressources financières.

Ce soutien a abouti au lancement, en 2023, de la marque durable « MyNyale ». Gérée par

12 chefs de PME, dont six femmes, celle-ci met en relation plus de 800 chefs d'entreprise, dont au moins 63 % de femmes, dans toute l'île. Elle vend des textiles associant des techniques de tissage traditionnelles et des matériaux écologiques d'origine locale, des bijoux artisanaux fabriqués à partir de coquillages, de métaux et de pierres précieuses recyclés, ainsi que des produits agroalimentaires biologiques.

Pour stimuler la croissance économique et le développement, l'ONUDI a aidé les PME bénéficiaires à poser leur candidature pour intégrer le programme Blue Finance Accelerator (BFA), une initiative collaborative lancée par le PNUD et la Banque asiatique de développement en partenariat avec le Ministère indonésien de coordination des affaires maritimes et de l'investissement et la société indonésienne de conseil en impact, Instellar Indonesia.

En 2023, le programme BFA a sélectionné 12 start-up et PME dans les secteurs de l'économie bleue pour un programme conjoint d'un an portant sur l'aquaculture durable, la pêche durable, la gestion des déchets marins, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements. Il s'est achevé par une journée de présentation, au cours de laquelle les personnes participantes ont présenté leurs idées et noué des contacts avec des investisseurs, des créateurs d'écosystèmes, des partenaires, des médias, des membres des services de l'État et le grand public. Plus de 140 possibilités de collaboration et d'investissement ont été entrevues et feront l'objet d'un suivi.

Cette approche globale ouvre des possibilités sans précédent pour les PME, qui pourront accéder à des mécanismes de financement crédibles sous la forme d'obligations thématiques nationales et infranationales, de prêts conditionnés à la réalisation des objectifs de développement durable et du fonds d'impact indonésien (Indonesia Impact Fund).



[Site Web de MyNyale](#)

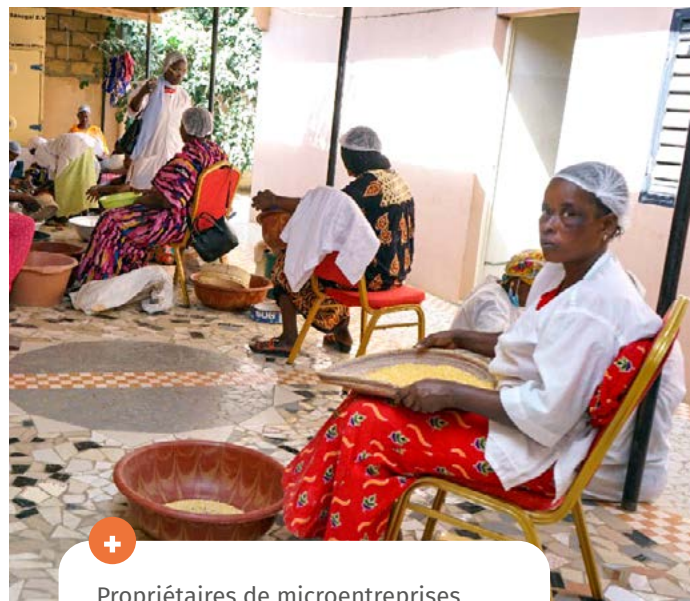
Renforcer la résilience du Sénégal pour une reprise durable après la pandémie de COVID-19

Bien que le Sénégal ait signalé moins de cas de COVID-19 que certains de ses voisins sur le continent, il a subi d'importantes répercussions économiques. Pour aider les entreprises à devenir plus résilientes, l'ONUDI a lancé, en 2023, le programme de résilience et de revitalisation des microentreprises et des PME, dans le cadre du programme de renforcement de la compétitivité en Afrique de l'Ouest. Il s'agissait de favoriser une reprise rapide et durable dans les secteurs de l'hôtellerie, des transports, de la pêche, des produits pharmaceutiques et de l'industrie agroalimentaire.

Les parties prenantes nationales, notamment le Ministère du commerce, du secteur informel, de la consommation, de la promotion des produits locaux et des PME, le Bureau de mise à niveau et l'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises, participent pleinement au projet et prennent en main sa mise en œuvre.

Depuis le début du projet, plus de 200 microentreprises et PME locales constituées officiellement, établies dans 14 régions du Sénégal, ont reçu une assistance. Au moins 30 % d'entre elles sont dirigées par des femmes et 20 % par des jeunes. Les personnes participantes ont reçu une formation en marketing numérique, bonnes pratiques en matière d'hygiène et de fabrication, production propre, efficacité énergétique, économie circulaire, gestion des déchets et accès aux marchés, ce qui leur a permis d'améliorer leur productivité et la qualité de leurs produits, de proposer de nouveaux produits, d'utiliser des emballages plus écologiques, de déployer des solutions économes en énergie et de réduire les déchets et l'empreinte écologique de leurs activités.

Cinq laboratoires ont bénéficié d'un soutien pour renforcer les capacités dont ils disposaient pour faire face à la pandémie de COVID-19 et à d'autres crises sanitaires. Deux laboratoires d'essais ont élaboré et mis en œuvre des plans de soutien technique pour obtenir l'accréditation ISO/IEC 17025, qui porte sur les essais physico-chimiques des produits hydroalcooliques et les essais physiques des masques de protection.



Propriétaires de microentreprises et de PME sénégalaises bénéficiant des services de l'ONUDI

Dans quatre laboratoires de biologie médicale, les spécialistes du projet ont évalué la conformité à la norme ISO 15189:2022, qui spécifie les exigences concernant la qualité et la compétence des laboratoires médicaux, et proposé un plan d'action pour satisfaire aux normes du secteur.

En 2024, l'ONUDI prévoit de faire bénéficier de son appui technique et financier une sélection d'innovations qui promettent de renforcer les moyens d'action du pays face aux futures crises sanitaires.

Contribuer à la promotion d'industries écologiquement viables

La pollution, les changements climatiques, la perte de biodiversité et la surexploitation des ressources naturelles ont des conséquences catastrophiques sur la santé humaine, le bien-être et les moyens de subsistance, en particulier pour les personnes qui vivent dans de petits pays insulaires et des pays à revenu faible ou intermédiaire.

Le défi de ce siècle consiste à donner à tous accès au développement et à la croissance économique, tout en atténuant les changements climatiques et en protégeant l'environnement. L'ONUDI propose un appui et des outils aux entreprises et aux entrepreneurs et entrepreneuses pour les aider à transformer leurs modèles d'activité en adoptant des stratégies de réduction des coûts et en acquérant des connaissances pointues



Énergie propre et action climatique



Élimination de la faim



Chaîne d'approvisionnement durable

Stimuler et amplifier les retombées en matière de développement par la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire



L'ONUDI à l'œuvre au South-South Investment Forum de 2023

Le commerce Sud-Sud représente aujourd'hui plus d'un quart du commerce mondial, dépassant le commerce Nord-Sud et se développant à un rythme supérieur à la moyenne mondiale.

L'ONUDI aide les États Membres à tirer parti de ces nouvelles perspectives et à renforcer la coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire. Un plan-cadre unifié contenant des directives opérationnelles actualisées leur a été présenté. Il prend en compte les flux de financement, les stratégies de communication et des indicateurs rigoureux de suivi et d'évaluation. Une vidéo explicative illustre la démarche de l'ONUDI.

Le forum sur les investissements Sud-Sud (South-South Investment Forum), organisé par l'ONUDI en collaboration avec la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et l'Export-Import Bank of China, s'est tenu au

Caire, en 2023, dans le cadre de la troisième foire commerciale intra-africaine (Intra-African Trade Fair), et il a mis en lumière des secteurs sous-exploités mais prêts à recevoir des investissements. Il a été l'occasion de souligner qu'il importait de mettre en place des cadres réglementaires solides et des stratégies favorisant une croissance inclusive pour mobiliser des investissements et encourager la collaboration au service de la croissance économique. Enfin, il s'est penché sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), qui représente un marché de 3 400 milliards de dollars et ouvre d'immenses perspectives tant pour le commerce intra-africain que pour le commerce Sud-Sud.

À la vingt et unième session du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, l'ONUDI a présenté un plan d'action pour accélérer le développement industriel par la coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire, conformément à la Stratégie de coopération

Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies. Faisant appel à un vaste réseau de partenaires, de bases de données technologiques et de spécialistes en développement industriel venus de pays du Sud, ce plan d'action est axé sur la reprise au sortir de la pandémie et sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Au cours de l'année, l'ONUDI a publié 11 articles témoignant des retombées de la coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire, qui montraient l'importance de projets consacrés, par exemple, à la promotion de solutions vertes pour le transport urbain au Bhoutan, à l'amélioration de la chaîne de valeur du bétail en Éthiopie ou à la gestion des déchets électroniques en Amérique latine.

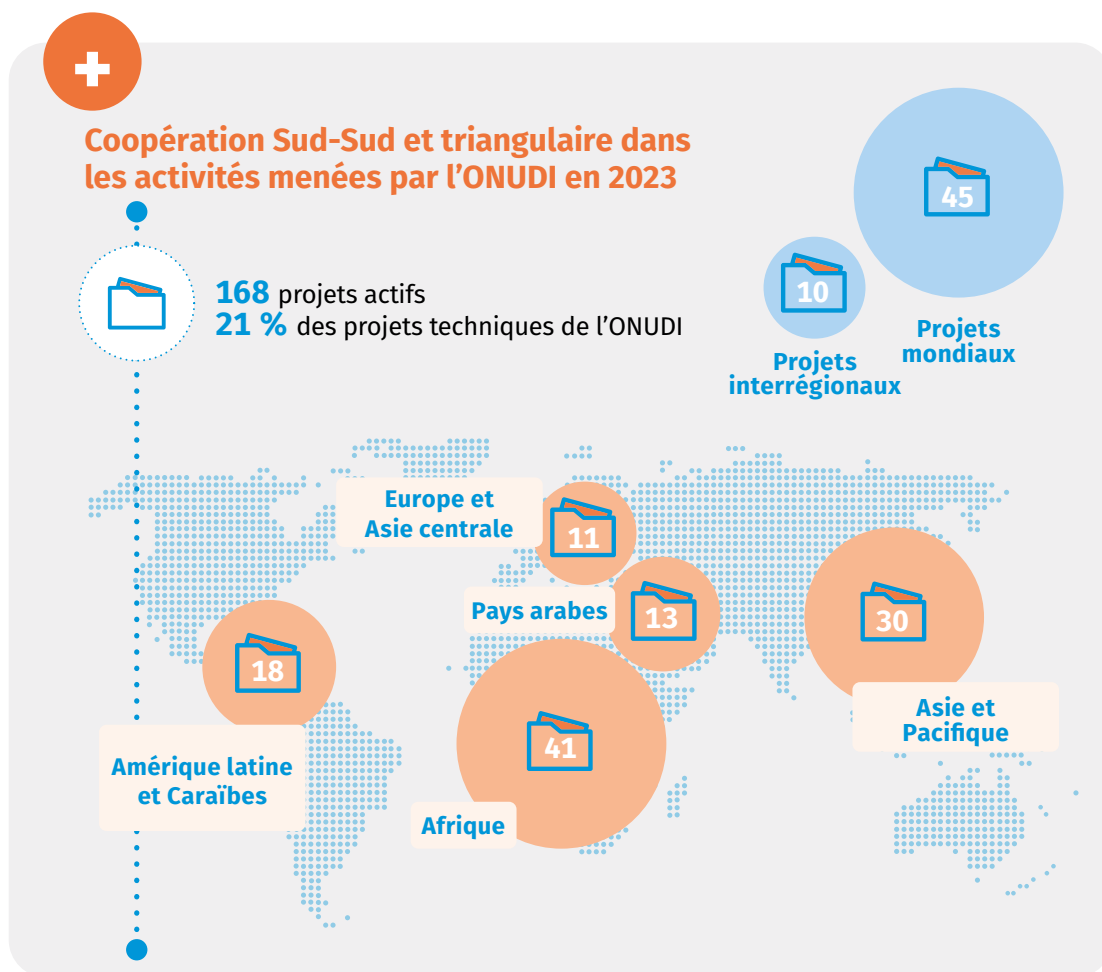
Trois nouvelles publications soulignent le rôle déterminant de la coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire dans la réalisation des actions prioritaires de l'Organisation que sont l'élimination de la faim, la limitation des dérèglements climatiques et la création de chaînes d'approvisionnement durables. Elles montrent combien le développement industriel peut être stimulé et intensifié, en particulier par la coopération entre pays en développement.

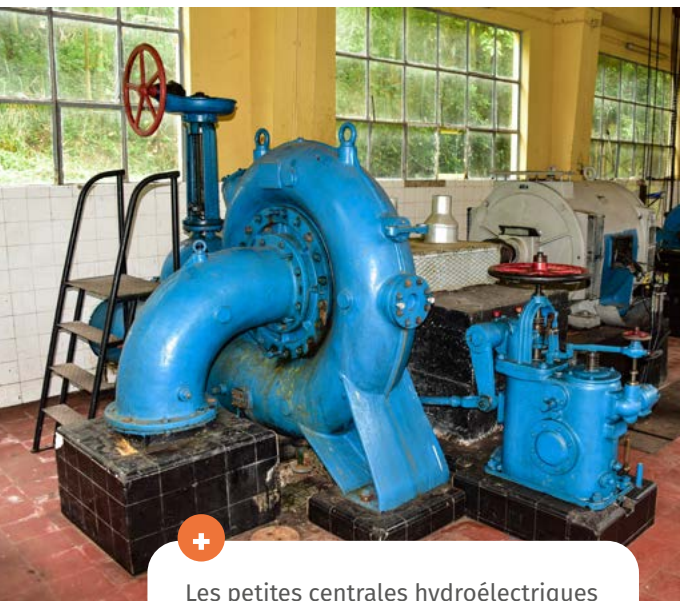


Vidéo sur l'ONUDI et la coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire



Page Web sur la coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire





Les petites centrales hydroélectriques au service de la transition énergétique à Sao Tomé-et-Principe

et, ainsi, les encourager à mettre en œuvre des pratiques propices à l'efficacité énergétique et à l'économie circulaire. Elle leur propose également des formations pour attirer les investisseurs et se mettre en conformité avec les cadres législatifs en vigueur, afin de leur permettre d'obtenir les ressources financières dont elles ont tant besoin pour mettre au point ou adapter des produits et pour adopter des processus économes en énergie et mettre à niveau leur matériel à cette fin.

Renforcer les capacités en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique à Sao Tomé-et-Principe

Dans la petite nation insulaire de Sao Tomé-et-Principe, située au large des côtes de l'Afrique centrale, l'ONUDI travaille avec des organismes publics au renforcement des capacités dont ils disposent pour investir dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ce projet est financé par le FEM et le Fonds vert pour le climat (FVC), et étroitement lié au Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique pour l'Afrique centrale, récemment créé par l'ONUDI et la CEEAC, en Angola. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la stratégie « Vision 2030 », qui vise à faire du pays un pôle dynamique, résilient face aux changements climatiques et qui œuvre en faveur de l'économie bleue et verte en réduisant considérablement les émissions de GES.

En 2023, le Gouvernement a élaboré des plans d'action nationaux en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Ceux-ci énoncent les mesures à prendre pour parvenir à un taux de pénétration de 70 % de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables, ce qui devrait permettre de réduire l'utilisation du diesel à hauteur de plus de un milliard de dollars à l'horizon 2050.

Pour soutenir le pays dans la réalisation de ces objectifs, l'ONUDI l'a aidé à élaborer des réglementations relatives aux normes minimales de performance énergétique applicables aux systèmes d'éclairage, de refroidissement et de réfrigération, un cadre national de conformité et un label pour la classification de l'efficacité énergétique des appareils. Ces mesures, qui visent à empêcher l'entrée d'équipements énergivores sur le marché, sont en attente d'une approbation législative.

Pour réduire sa dépendance à l'égard des importations de combustibles fossiles, l'ONUDI aide le Gouvernement à élaborer des normes d'efficacité applicables aux carburants et aux importations de véhicules, un plan d'action national en faveur de la mobilité électrique, ainsi qu'une réglementation et un cadre d'exécution permettant aux particuliers, aux entreprises et aux collectivités de produire de l'électricité à partir d'énergies renouvelables, principalement à l'aide de systèmes photovoltaïques installés sur les toits et de miniréseaux, et de la vendre à la compagnie nationale de distribution d'énergie. Elle l'a également aidé à procéder à l'évaluation de l'impact environnemental et social d'un projet pilote de conversion de l'énergie thermique des océans à hauteur de 1,5 mégawatt (MW), mené dans le cadre de la Global Ocean Energy Alliance (Alliance mondiale pour l'énergie marine), et elle a fait traduire en portugais ses propres directives techniques sur les petites centrales hydroélectriques et dispensé une formation supplémentaire à ce sujet.

L'ensemble de ces mesures visent à permettre à Sao Tomé-et-Principe de réaliser des économies à long terme et à générer des retombées écologiques positives.



[Site Web de la Direction générale des ressources naturelles et de l'énergie](#)

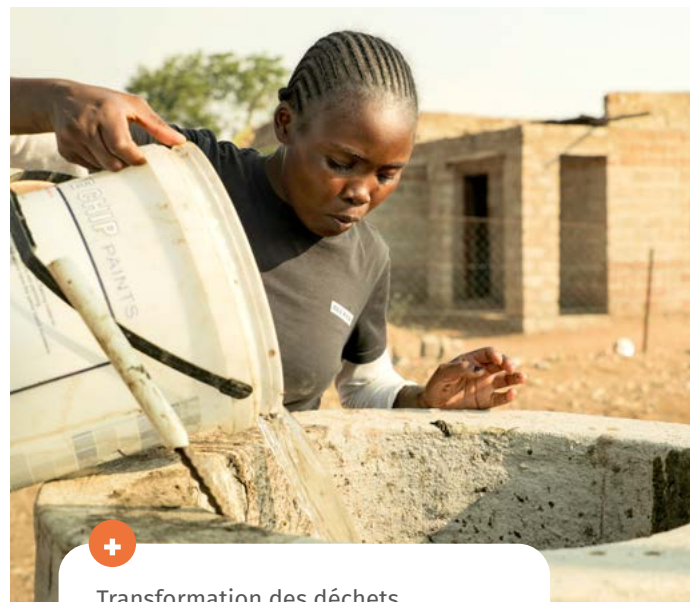
Transformer les déchets organiques en source d'énergie en Afrique du Sud

En Afrique du Sud, le secteur de l'énergie est à l'origine de plus de 85 % des émissions nationales de GES. Pour y remédier, l'ONUDI aide le pays, depuis 2016, à mettre au point des centrales qui produisent de l'électricité à partir du biogaz, un sous-produit de la matière organique – déchets végétaux et animaux – décomposée. L'utilisation du biogaz dans les PME, qui commence à peine en Afrique du Sud, est susceptible d'atténuer les effets des changements climatiques.

L'ONUDI a soutenu la création et la mise en service de l'Association de l'industrie du biogaz en Afrique du Sud (SABIA) pour aider à faire progresser l'industrie. Elle a également collaboré avec le Ministère des forêts, de la pêche et de l'environnement, le Ministère des ressources minières et de l'énergie, le Conseil de la recherche agricole et des universités pour démontrer la viabilité des technologies faisant intervenir du biogaz.

Le projet, qui s'est achevé en 2023, a permis la mise au point de plusieurs produits destinés à faciliter le développement futur du pays. Un manuel de bonnes pratiques, établi à partir des enseignements tirés au fil des années, tient lieu de guide complet sur le biogaz. Dans une note de synthèse, il est recommandé d'élaborer une législation sur la classification et l'élimination du digestat issu du traitement du biogaz afin de déterminer sa valeur économique, et des principes directeurs régissant son commerce sont énoncés. Deux normes de sécurité industrielle sont prêtes à être adoptées par le bureau national des normes. Une stratégie d'investissement répertorie les options commercialement viables en matière de biogaz. L'ensemble de la documentation et des programmes de formation ont été transférés à la SABIA, qui a établi un plan d'affaires et répertorié quelque 36 projets qui en sont à différents stades d'avancement.

Pour l'heure, un portefeuille de 21 projets consacrés au biogaz est prêt à être présenté à des investisseurs et il existe des études de préfaisabilité et de faisabilité sur 18 projets en phase de démarrage. Pour attirer les investisseurs, plusieurs de ces projets sont présentés dans le *Biogas Projects Deal Book - A Compendium of Biogas Demonstration Projects*



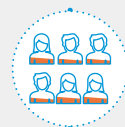
Transformation des déchets organiques en biogaz en Afrique du Sud



Retombées et résultats du projet



Système national et moyens en place pour développer les installations de biogaz



Formation
30 % de femmes y ont participé
59 jeunes et **35** membres de l'administration publique y ont participé



33 digesteurs de biogaz ont été construits pendant la formation



Puissance installée totale de **4,3 MW** d'énergie électrique et de **1,96 MW** d'énergie thermique



Économies estimées à plus de **700 000 tonnes** d'équivalent CO₂ pendant la durée de vie des installations

in South Africa, un recueil des projets expérimentaux liés au biogaz qui sont menés en Afrique du Sud.

L'ONUDI a conçu des digesteurs de biogaz à échelle réduite pour les installer à la North-West University afin d'y intensifier la recherche-développement. Ils serviront à tester différentes matières premières et à enseigner le processus de digestion anaérobie qui permet de générer du biogaz.

On a également installé des digesteurs de biogaz dans de petits logements et des établissements scolaires afin de montrer leur utilité pour la cuisine et la production d'engrais. Les digesteurs ont permis d'améliorer les conditions de vie des femmes vivant en milieu rural.

Le projet sert à présent de modèle aux entreprises agroalimentaires du Mozambique et du Zimbabwe établies au sein de collectivités rurales.



Vidéo sur la promotion du biogaz en Afrique du Sud

Mettre en œuvre des processus propres pour accroître la durabilité de l'industrie du cuir au Pakistan

Le Pakistan dispose de bonnes conditions pour la production de cuir : un climat favorable à l'élevage, une main-d'œuvre qualifiée et des matières premières abondantes. Ce secteur représente une large part de l'activité économique du pays, car il donne lieu à d'importantes exportations vers l'Union européenne, l'Amérique du Nord et la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Toutefois, la production du cuir génère des déchets industriels qui ne sont pas traités et qui obstruent les canalisations d'égout. Outre qu'elle présente des risques pour la santé humaine et l'environnement, cette situation compromet la compétitivité mondiale, car elle révèle un non-respect des normes internationales. Pour relever ces défis, l'ONUDI a lancé, en 2019, un important projet pour transformer l'industrie dans le district de Korangi, à Karachi.

Grâce à un financement du FEM et à des partenariats public-privé avec le Ministère du changement climatique et de la coordination environnementale, la Pakistan Tanners Association



Appui de l'ONUDI en faveur de processus propres dans l'industrie du cuir au Pakistan

(Southern Zone) Environmental Society et la Sindh Environmental Protection Agency, le projet a permis de construire un centre de facilitation de la gestion des déchets solides, de mettre en place des systèmes de gestion des déchets solides, d'introduire des outils de réduction des émissions et de l'empreinte carbone, et d'accroître les capacités des ressources humaines.

Les équipes chargées de la gestion des déchets ont reçu du matériel de manutention, notamment des conteneurs à déchets, un compacteur de déchets, une machine à aspirer les boues d'égout, un tracteur équipé d'un chargeur frontal, une excavatrice et des tracteurs équipés de chariots basculants hydrauliques, ainsi que des équipements de protection individuelle.

Une formation aux techniques et aux pratiques de gestion efficace des déchets a été dispensée à 458 personnes, dont 12 % de femmes, sur une plateforme en ligne de l'ONU. Le programme de stages du campus de Karachi de l'Université Bahria a permis d'offrir une formation intensive et de renforcer la collaboration entre le monde universitaire et l'industrie du cuir. Les personnes participantes ont déclaré que cette formation les avait aidées à utiliser correctement les équipements de sécurité et à réduire les risques liés à l'hydrogène sulfuré.



Nous sommes fiers de venir dans ce district parce qu'il est propre, maintenant. La main-d'œuvre est très satisfaite de son environnement de travail et nos acheteurs étrangers sont également satisfaits des améliorations apportées ici. »

Gulzar Firoz
Président de la Pakistan Tanners Association

Les rues, autrefois jonchées d'ordures ménagères, de matériaux de construction et de déchets issus du traitement du cuir, sont désormais propres et le risque de maladie a diminué pour les 70 000 personnes qui vivent et travaillent dans le district.

Les 120 tanneries du district ont adopté des normes de durabilité et obtenu des certifications accréditées pour réduire leurs émissions de GES, ce qui leur permet de mieux respecter les normes et réglementations environnementales. Le projet a permis d'améliorer les politiques provinciales de production propre et de gestion des déchets dangereux.



Réductions annuelles dans 120 tanneries



10 000 kg d'équivalent CO₂
3 500 tonnes de déchets



Rapport de durabilité 2022-2023 sur le projet mené à Korangi, district du cuir (en anglais)



Documentaire : « Greening the road to success – Green transformation of leather industry in Karachi » (Vers un succès écologique : la transformation verte du secteur du cuir à Karachi)



Des modes de financement innovants contribuent à la deuxième transition vers les énergies propres en Uruguay

Le fonds d'innovation pour les énergies renouvelables (REIF) est un programme d'un montant de 10 millions de dollars, financé par le Fonds commun pour les objectifs de développement durable, qui promeut la deuxième transition énergétique en Uruguay.

Les fonds provenant du Fonds commun pour les objectifs de développement durable et des banques commerciales sont fusionnés pour attirer les investissements du secteur privé dans des solutions énergétiques durables et innovantes. L'argent est utilisé pour octroyer au secteur productif des crédits à des conditions souples et personnalisées. Un mécanisme d'assistance technique permettra de faciliter l'accès des entreprises au fonds, d'améliorer le cadre réglementaire et de développer les capacités locales, favorisant ainsi les retombées des investissements.

Ce programme phare des Nations Unies est dirigé par le Bureau régional de l'ONUDI en Uruguay, en collaboration avec le PNUD, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Coordonnateur résident des Nations Unies. Les principales parties prenantes relevant du Gouvernement uruguayen sont le Ministère de l'industrie, de l'énergie et de l'industrie minière, le Ministère de l'environnement, le Bureau du plan et du budget et la compagnie publique de distribution d'énergie, UTE.



En 2023, un accord de coopération a été signé avec 7 des 10 banques commerciales du pays : BBVA, Banque Heritage, Santander, Itaú, HSBC, Banco de la República Oriental del Uruguay (BROU) et Scotiabank. Le REIF a approuvé trois opérations d'un montant total de 4 millions de dollars, auquel il contribue à hauteur de 1 million de dollars. Les fonds ont été octroyés à la société Empresa Red Uruguaya de Auxilio Mecánico pour qu'elle remplace sa flotte de véhicules thermiques par des camions légers électriques, à la société Empresa Alternativas Sustentables pour qu'elle acquière et assemble des pompes à

chaleur et des équipements de stockage et de valorisation énergétique des déchets pour des projets d'investissement de tiers, et à la société Empresa Multicar pour qu'elle oriente sa société de location de véhicules vers la mobilité électrique. Plusieurs autres projets, en cours d'évaluation, pourraient mobiliser un montant supplémentaire de 5 millions de dollars, auquel le REIF contribuerait à hauteur de 1,5 million de dollars.

Pour garantir leur succès, des formations ont été menées, avec les banques partenaires du Gouvernement, sur le REIF et ses méthodes de mesure des retombées. Des activités de communication ont également été organisées, parmi lesquelles des manifestations nationales et internationales, telles que l'« Expo Uruguay durable » et la huitième édition de la Semaine de l'énergie. Grâce aux sessions de formation, les banques peuvent désormais recourir à un dispositif d'évaluation des retombées leur permettant d'évaluer leur portefeuille d'investissements, et informer les entreprises en quête de crédits sur les pratiques de durabilité, expérimentant ainsi un mode de financement innovant du secteur privé.

En 2024, des études seront menées pour combler les lacunes en matière d'information dans certains domaines d'activité, conformément au plan de production et d'exportation d'hydrogène vert mis en place par le pays. Le REIF soutiendra, par une



Le REIF est un modèle qui génère des succès et que nous voulons reproduire. »

Omar Paganini, ancien Ministre uruguayen de l'industrie, de l'énergie et de l'industrie minière

assistance technique, deux propositions adressées au fonds public du secteur de l'énergie concernant des projets d'utilisation d'électricité interruptible à faible coût variable. Il est prévu d'augmenter la taille du fonds pour que des investissements plus importants puissent être engagés dans des technologies telles que l'hydrogène vert.



[Site Web du REIF](#)





CHAPITRE 4

**Perspectives régionales :
stimuler l'investissement,
le progrès et la prospérité**



Les régions en un coup d'œil

L'ONUDI exécute son mandat aux niveaux national, régional et international. Elle œuvre en faveur d'une intensification de la coopération entre les régions, qu'elle considère comme un élément essentiel pour stimuler l'investissement, la croissance et la prospérité, et pour lutter contre un large éventail de problèmes planétaires. Les États Membres sont connectés et soutenus en fonction des besoins qui leur sont propres – accroître la compétitivité industrielle et les échanges commerciaux, stimuler le développement du secteur privé et traiter les questions liées à la durabilité environnementale et aux changements climatiques. L'ONUDI travaille au sein du système des Nations Unies pour le développement et en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, propose des analyses, des conseils, des services de renforcement des capacités, et d'autres formes d'appui, en étroite collaboration avec les gouvernements, les partenaires de développement, le secteur privé et d'autres institutions.

Afrique

46

États Membres de l'ONUDI

29 PMA 6 PEID 25 PRI

Pays arabes

20

États Membres de l'ONUDI

4 PMA 10 PRI

Présence de l'ONUDI dans les pays (nombre de pays)



19

dont des centres régionaux en Éthiopie et au Nigéria et un bureau régional en Afrique du Sud

8

dont un bureau de promotion des investissements et de la technologie au Bahreïn et un centre régional en Égypte

Programmes de pays (2023)



9

0

Programmes de partenariat pays (PCP)



8

en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Nigéria, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda, au Sénégal et en Zambie. 1 PCP mis en œuvre à titre volontaire au Kenya.

2

en Égypte et au Maroc

Contributions volontaires pour la coopération technique (montants nets, en millions de dollars, pour 2023)



67

- États Membres 13,91
- UE 16,40
- FEM 27,18
- Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal 2,21
- Autres 7,33

30

- États Membres 10,81
- UE 6,80
- FEM 4,09
- Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal 3,36
- Autres 4,93

Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable en cours signés (total)



36

Nouveaux plans-cadres de coopération signés en 2023 :
Burundi (2023-2027)
Cabo Verde (2023-2027)
Gabon (2023-2027)
Nigéria (2023-2027)
Sao Tomé-et-Principe (2023-2027)
Soudan du Sud (2023-2025)
Zambie (2023-2027)

12

Nouveaux plans-cadres de coopération signés en 2023 :
Algérie (2023-2027)
Égypte (2023-2027)
Libye (2023-2025)
Maroc (2023-2027)



Asie et Pacifique

33

États Membres de l'ONU

10 PMA 12 PEID 28 PRI

14

dont plusieurs bureaux de promotion des investissements et de la technologie, un centre régional en Thaïlande et des bureaux régionaux en Chine et en Inde

7

1

au Cambodge

42,2

- États Membres 5,91
- UE 12,10
- FEM 17,20
- Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal 5,57
- Autres 1,43

18

Nouveaux plans-cadres de coopération signés en 2023 :
Bhoutan (2024-2028)
Cambodge (2024-2028)
Inde (2023-2027)
Népal (2023-2027)
Pacifique (2023-2027)
Philippines (2024-2028)

Europe et Asie centrale

40

États Membres de l'ONU

19 PRI

9

dont plusieurs bureaux de promotion des investissements et de la technologie, des bureaux de liaison et son Siège en Autriche

4

1

au Kirghizistan

9,9

- États Membres 6,24
- UE 0,58
- Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal 2,73
- Autres 0,47

12

Nouveaux plans-cadres de coopération signés en 2023 :
Aucun

Amérique latine et Caraïbes

33

États Membres de l'ONU

1 PMA 16 PEID 23 PRI

7

dont un centre régional au Mexique et un bureau régional en Uruguay

3

1

au Pérou

32,7

- États Membres 1,77
- UE 2,96
- FEM 10,02
- Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal 14,86
- Autres 3,08

17

Nouveaux plans-cadres de coopération signés en 2023 :
Brésil (2023-2027)



AFRIQUE

Malgré la croissance enregistrée ces dernières années, la valeur ajoutée manufacturière (VAM) en Afrique s'est stabilisée, en 2023, à 10,3 % du produit intérieur brut (PIB). Elle ne représentait que 2 % de la VAM mondiale, contre 56 % pour l'Asie et 20 % pour l'Europe.

L'accès à l'énergie et à des sources de nourriture constitue un obstacle majeur, 600 millions de personnes n'ayant pas accès à l'électricité en Afrique subsaharienne. En Afrique, plus de 72 millions de jeunes – dont une majorité de jeunes femmes – ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. La détérioration de l'environnement est alimentée par des taux élevés de déforestation et une gestion inadéquate des déchets.

L'ONUDI À PIED D'ŒUVRE EN AFRIQUE

L'ONUDI dirige la mise en œuvre des activités de la troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA III). Afin d'améliorer la qualité des données pour permettre l'élaboration de politiques industrielles solides, les travaux se sont poursuivis sur l'observatoire de l'industrie africaine, avec l'Union africaine, et sur l'indice de l'industrialisation en Afrique, avec la Banque africaine de développement. Ces deux outils permettent de dresser un tableau complet du développement industriel dans 52 pays africains de 2010 à 2021. L'ONUDI a également participé à la manifestation de haut niveau sur la DDIA III, à New York, qui visait à donner au développement, au déploiement et à la rétention des compétences industrielles de l'Afrique l'importance nécessaire pour contribuer à l'accélération de la croissance de l'industrie manufacturière.

L'ONUDI a accueilli, à Vienne, le séminaire annuel de planification du groupe de travail technique sur les agroparc africains communs. Le programme, doté de 94 millions de dollars, vise à créer des pôles agro-industriels régionaux pour réduire la dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires et renforcer le commerce transfrontières. L'ONUDI a aidé le Secrétariat du COMESA à établir une demande de financement destinée à la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, pour une étude de faisabilité sur un parc commun à la Zambie et au Zimbabwe. Un plan d'action élaboré à l'issue de la réunion inaugurale de coordination des communautés économiques régionales prévoit la création d'autres pôles dotés de plans communs de mobilisation de ressources.

L'ONUDI a aidé plusieurs pays à réaliser des études de faisabilité pour des parcs industriels : elle a aidé le Kenya à réaliser une analyse de faisabilité et un plan directeur pour un parc agro-industriel intégré à Nyamira, trois centres de transformation rurale, quatre centres de regroupement

dans des districts voisins et un centre de regroupement pour le poisson ; elle a aidé le Nigeria à réaliser une étude de pré-faisabilité pour un parc industriel dans le champ de pétrole d'Ibigwe, dans l'État d'Imo ; et elle a aidé le Sénégal à réaliser une étude de faisabilité pour un pôle agricole dans le nord du pays.

En 2023, l'ONUDI a lancé le mécanisme Accelerate-to-Demonstrate sur les énergies propres dans 10 pays africains. D'un montant d'environ 76 millions d'euros, ce projet, financé par le Royaume-Uni, vise à accélérer la réalisation de projets de démonstration de technologies innovantes dans les domaines des minéraux critiques, de l'hydrogène propre, de l'énergie intelligente et de la décarbonation de l'industrie.



Augmenter les capacités nécessaires pour mettre en place de nouveaux processus et adopter de nouvelles approches

En 2023, l'ONUDI a participé activement à l'élaboration du programme de l'Union européenne sur la compétitivité commerciale et l'accès aux marchés en Afrique. Elle aide les pays à se conformer aux normes et aux réglementations techniques requises pour le commerce régional et international en mettant en place des mécanismes efficaces d'essai, de certification et d'accréditation.

Pour maximiser les chances des microentreprises et des PME d'exporter vers de nouveaux marchés, elle renforce également leurs capacités dans des domaines tels que la commercialisation, le respect des normes environnementales, le transfert de technologie et la transformation aux fins de



Une chaîne de valeur du coton équitable et durable en Afrique © CNUCED

l'exportation. Pour renforcer la compétitivité des pays d'Afrique de l'Ouest dans la perspective du commerce régional et international, elle accroît les capacités dont ils disposent pour élaborer des normes et des directives en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments.

L'ONUDI aide également les pays à mettre en œuvre des politiques de réduction de la pollution par le mercure et d'élimination des GES que sont les hydrochlorofluorocarbones (HCFC) et les hydrofluorocarbones (HFC). Au Nigéria et au Burundi, des politiques et des lignes directrices facilitent la mise au point de petites centrales hydroélectriques.

L'ONUDI a lancé la plateforme de collaboration « Alliance pour l'industrie 4.0 et la fabrication intelligente en Afrique » afin d'aider le continent à tirer parti des technologies numériques de la quatrième révolution industrielle (dite « Industrie 4.0 ») et de la fabrication intelligente pour améliorer sa compétitivité industrielle.

Afin d'améliorer l'accès des femmes aux investissements, aux subventions et à d'autres instruments financiers pour développer leurs entreprises, l'ONUDI a dispensé aux acteurs du marché des capitaux, à Lagos (Nigéria), une formation sur l'investissement dans une optique d'égalité des sexes.

■ ■ ■ GRANDE ÉCHELLE
■ ■ ■ MOYENNE ÉCHELLE
■ ■ ■

Coordonner les activités des Nations Unies pour renforcer la résilience et développer le commerce

En travaillant avec d'autres organisations des Nations Unies dans la région, l'ONUDI assure un appui intégré qui permet d'accroître la rapidité et le champ de ses interventions. Par exemple, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA), elle soutient une stratégie intégrée pour le développement industriel du Sahel dans le cadre de la ZLECAf. Elle amène également la plateforme de collaboration régionale, le mécanisme de coordination régionale des Nations Unies dirigé par la CEA et le PNUD, et les coalitions et groupes de travail concernés, à envisager leurs activités sous l'angle du développement industriel durable.

L'ONUDI a contribué à l'édition 2023 du Cycle de conférences sur l'Afrique, qui portait sur le thème « Market and scale: Unlocking industrialization through intra-African trade » (Marché et échelle : débloquent l'industrialisation grâce au commerce intra-africain). Celle-ci était organisée par le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique et la Mission permanente d'observation de l'Union africaine auprès de l'ONU. L'ONUDI a également contribué à l'élaboration d'un autre cycle de conférences, portant sur le développement du « made in Africa » (fabriqué en Afrique), et aidé le Bureau de la Conseillère spéciale et la Mission permanente d'observation à organiser la concertation de haut niveau.



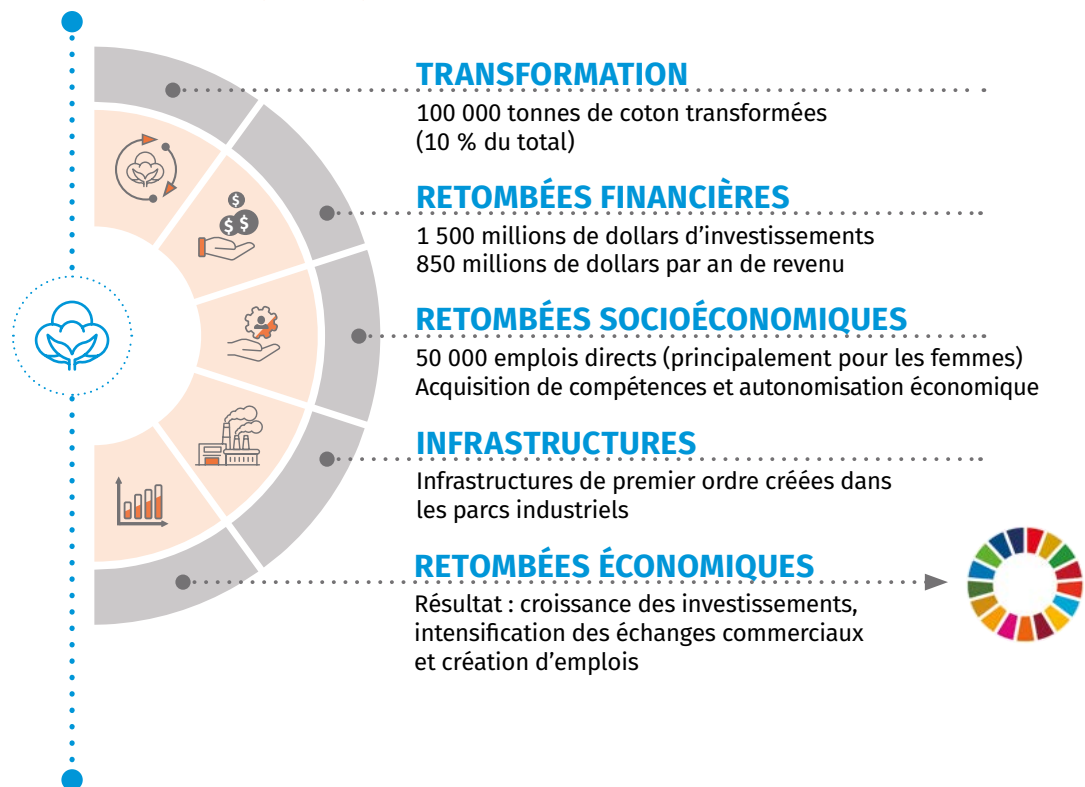
Mobiliser des ressources pour une chaîne de valeur du coton équitable et durable en Afrique

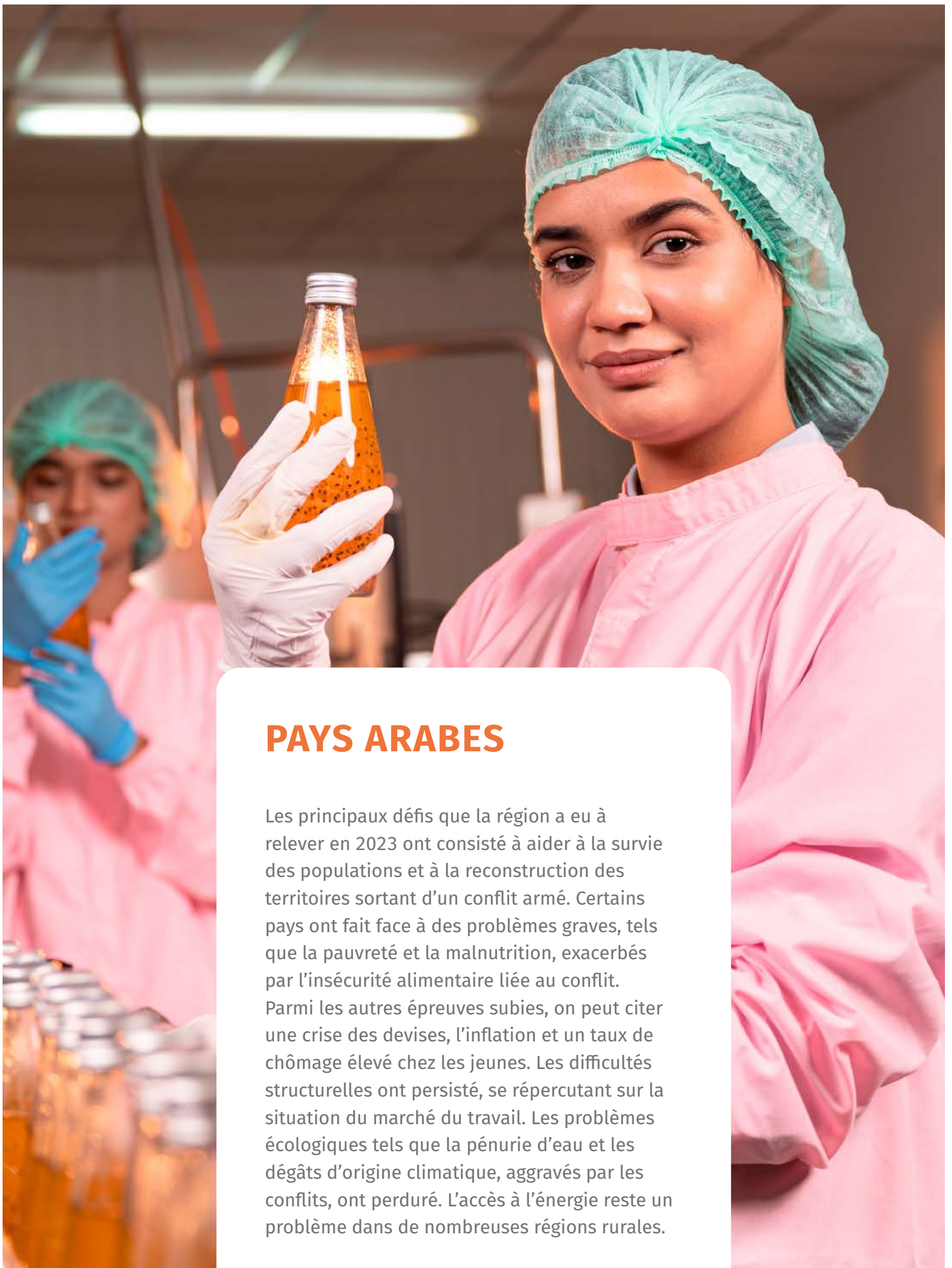
En 2023, l'ONUDI a renforcé et élargi son partenariat avec l'Organisation mondiale du commerce, la Fédération internationale de football association, l'ITC et Afreximbank, donnant suite aux engagements qu'elle avait pris lors de l'édition 2023 de la Journée mondiale du coton, qui avait réuni des représentantes et représentants des cinq grands pays producteurs de coton d'Afrique, d'entreprises privées du secteur du textile et de l'habillement, d'institutions financières, d'organisations internationales et de partenaires de développement.

Une nouvelle initiative multipartite est en train d'être mise en place pour mobiliser des ressources techniques et financières plus importantes afin de rendre la chaîne de valeur du coton équitable et durable en Afrique. Elle vise à permettre au secteur du coton de jouer un rôle plus important dans les économies des pays producteurs de coton, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.



La transformation du coton dans la région aura des retombées socioéconomiques importantes





PAYS ARABES

Les principaux défis que la région a eu à relever en 2023 ont consisté à aider à la survie des populations et à la reconstruction des territoires sortant d'un conflit armé. Certains pays ont fait face à des problèmes graves, tels que la pauvreté et la malnutrition, exacerbés par l'insécurité alimentaire liée au conflit. Parmi les autres épreuves subies, on peut citer une crise des devises, l'inflation et un taux de chômage élevé chez les jeunes. Les difficultés structurelles ont persisté, se répercutant sur la situation du marché du travail. Les problèmes écologiques tels que la pénurie d'eau et les dégâts d'origine climatique, aggravés par les conflits, ont perduré. L'accès à l'énergie reste un problème dans de nombreuses régions rurales.

L'ONUDI À PIED D'ŒUVRE DANS LES PAYS ARABES

Les initiatives de l'ONUDI visent à s'attaquer à ces problèmes en facilitant le développement économique afin de créer des emplois et de réduire la pauvreté. Les deux programmes de partenariat pays (PCP) mis en œuvre dans la région – en Égypte et au Maroc – préconisent la mise en place d'instances multipartites et une coopération stratégique avec le secteur privé pour atteindre collectivement ces objectifs. En Égypte, l'ONUDI a mis en œuvre 19 projets en 2023, renforçant sa coopération avec ses partenaires de développement, notamment les Gouvernements italien, japonais et slovène, ainsi que l'Union européenne, la Société internationale islamique de financement du commerce et Afreximbank. Au Maroc, l'Organisation a contribué à l'élaboration du plan national de décarbonation de l'industrie, et le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Bahreïn a aidé les chefs d'entreprise, les organisations commerciales, les investisseurs et les fournisseurs de technologie à trouver des partenaires potentiels et à accroître leurs capacités technologiques (voir chapitre 2).

Pour renforcer le rôle des femmes dans l'industrie et développer les capacités nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes propres à transformer les aspects relatifs au genre, l'ONUDI et l'UPM ont dispensé une formation à des représentantes et représentants de haut rang issus du secteur industriel public et à des responsables d'associations de femmes d'affaires d'Algérie, d'Égypte, de Jordanie, du Liban, du Maroc et de Tunisie.

En Jordanie, un observatoire de l'industrie a été créé afin de doter le pays de capacités accrues pour élaborer des politiques industrielles fondées sur des données objectives et conformes aux meilleures pratiques internationales. Pour aider le pays à faire face à la pandémie

de COVID-19, l'ONUDI a mis en place un programme intitulé « LEVEL UP Accelerator », un accélérateur d'entreprises numériques qui vient en aide à 50 entreprises et start-up.

En coopération avec le Ministère de la santé des Émirats arabes unis, l'ONUDI a mis en place un centre international destiné à améliorer l'état de préparation du secteur de la santé dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Ce centre permettra de développer les capacités et les compétences nécessaires au secteur pour adopter des technologies de pointe et de bonnes pratiques de fabrication afin d'être prêt à faire face aux futures crises sanitaires mondiales.

En Tunisie, l'ONUDI transpose à une plus grande échelle un projet visant à améliorer l'accès aux marchés nationaux et internationaux. Celui-ci permettra d'augmenter la valeur ajoutée des produits alimentaires locaux tels que les dattes, les grenades et les tomates séchées. Les institutions tunisiennes reçoivent un soutien pour élaborer une stratégie nationale pour les produits agricoles qui prenne en compte les entrepreneuses et les jeunes chefs d'entreprise.

■ ■ ■ GRANDE ÉCHELLE
■ ■ ■ MOYENNE ÉCHELLE
■ ■ ■ PETITE ÉCHELLE

Encourager l'action climatique

De nombreux projets portent sur l'atténuation des changements climatiques, comme le programme pour l'efficacité énergétique des moteurs industriels ou le programme SwitchMed, soutenu par l'Union européenne, qui vise à mettre au point des techniques de production propres et à créer des emplois verts ; sur le renforcement des capacités d'exportation des PME et de leur conformité aux normes environnementales ; et sur la promotion de l'emploi des jeunes.

L'Algérie est en train d'adopter ces technologies dans le cadre du projet ECOVERTEC, qui vise à mettre en place des pratiques plus durables. Les interventions menées par l'ONUDI en Algérie, en Égypte, au Liban, au Maroc et en Tunisie entraînent l'adoption croissante de pratiques relevant de l'économie circulaire, en encourageant la durabilité dans différentes chaînes de valeur et différents secteurs.

Lors de la table ronde de haut niveau sur l'hydrogène organisée par la présidence de la COP 28 à Doubaï, trois initiatives phares visant à tirer parti des avantages climatiques et socioéconomiques de l'hydrogène ont été lancées. L'ONUDI a été à l'origine de deux d'entre elles, celle sur la méthode certifiée par l'ISO permettant d'évaluer les émissions de GES de l'hydrogène et celle sur la déclaration en faveur d'une action conjointe du public et du privé, par laquelle l'Organisation soutient le Programme d'action sur l'hydrogène de la COP 28 et les initiatives du forum international sur le commerce de l'hydrogène. La table ronde a réuni plus de 25 personnes de rang ministériel venus de pays susceptibles d'importer ou d'exporter de l'hydrogène. Les initiatives auxquelles elle a donné lieu permettent à l'ONUDI d'aider les

pays dans leur transition vers un hydrogène à faible émission de carbone et dans leur effort d'atténuation des changements climatiques.

En partenariat avec l'Égypte et le Maroc, l'ONUDI s'investit dans le domaine de l'énergie, planifiant la production d'hydrogène vert, aidant à réduire la consommation d'énergie au Maroc (voir chapitre 2) et mettant en œuvre des projets de mobilité électrique financés par le FEM en Égypte, en Jordanie et en Tunisie.

L'ONUDI aide à la mise en œuvre d'accords multilatéraux relatifs à l'environnement tels que l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal pour une réduction progressive de la consommation et de la production de HFC. Au moyen du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, elle a aidé les entreprises de la région à maintenir leur potentiel commercial et leur potentiel d'exportation en éliminant progressivement l'utilisation de produits chimiques nocifs pour la couche d'ozone.



Le Programme SwitchMed au Maroc : pour une industrie textile durable

- ■ ■ GRANDE ÉCHELLE
- ■ ■ MOYENNE ÉCHELLE
- ■ ■ PETITE ÉCHELLE

Coordonner les activités des Nations Unies pour la transition numérique et le développement industriel

L'ONUDI collabore avec différents organismes des Nations Unies pour relever les défis de la région. La Jordanie a lancé sa stratégie en matière d'IA avec l'aide de l'Union européenne et de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale. En 2023, un plan d'exécution sur cinq ans a débuté pour 68 projets consistant à adopter des infrastructures numériques et des technologies fondées sur l'IA pour accélérer le développement économique, attirer les investissements et créer des débouchés durables en matière d'emploi, d'innovation et d'entrepreneuriat.

Le programme conjoint des Nations Unies pour la transition numérique en Algérie soutient la stratégie nationale de ce pays en la matière, qui porte sur la gouvernance en ligne, l'infrastructure numérique de base, le cadre réglementaire régissant la transition numérique, les services publics en ligne, l'économie numérique, les technologies de l'information, le renforcement des capacités, la sécurité des données et de l'information, l'éducation et l'innovation.

En Égypte, un programme conjoint mené avec ONU-Femmes permet de faire participer davantage les femmes au développement industriel, et un autre programme mené avec l'ITC est axé sur l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des exportations de produits manufacturés après la pandémie de COVID-19. L'ONUDI et le Ministère somalien de l'industrie dirigent le programme mené conjointement avec la FAO et l'OIT pour stimuler le développement économique dans le cadre d'un réseau de pépinières d'entreprises (voir chapitre 2). En collaboration avec la FAO et le Programme alimentaire mondial, l'ONUDI a contribué, par son savoir-faire en matière de production agricole et d'atténuation des changements climatiques, à la stratégie de sécurité alimentaire de la Jordanie.



ASIE ET PACIFIQUE

Bien que la région de l'Asie et du Pacifique dispose d'une forte capacité de production et d'exportation et qu'elle fasse reculer l'extrême pauvreté, la pandémie de COVID-19 l'a fait régresser d'au moins deux ans. Une autre difficulté est posée par les risques écologiques élevés induits par le développement économique passé : en effet, plus des trois quarts des émissions mondiales de CO₂ proviennent de la consommation d'énergie. Les inondations qui ont frappé la Chine et le Pakistan en 2023 ont aggravé les dégâts causés à l'environnement, de nombreux pays de la région étant classés parmi les plus vulnérables face aux menaces climatiques.

L'ONUDI À PIED D'ŒUVRE EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE

En 2023, la présidence indienne du G20 et le troisième Forum pour la coopération internationale « une Ceinture et une Route », qui s'est tenu en Chine, ont recueilli un soutien important. La participation du Directeur général au Forum a facilité la signature d'un certain nombre d'accords avec des ministères et des organismes de développement visant un approfondissement de la coopération avec la Chine.

Si les activités menées par l'ONUDI dans la région portent sur ses trois domaines d'action prioritaires, plus de 80 % de son portefeuille de projets est consacré à la protection de l'environnement.



Atténuer les risques pour l'environnement

En Inde, l'ONUDI travaille avec des entreprises pour augmenter leur productivité tout en réduisant leurs émissions de carbone. À l'aide d'un financement du FEM, les fonderies ont remplacé leurs fours, moteurs et autres équipements par d'autres offrant des retours sur investissement plus rapides, et l'une

d'elles a mis en place une centrale solaire pour réduire ses émissions totales de carbone.

Aux Philippines, un financement du FEM a permis la création d'une plateforme d'innovation sur la chaîne du froid (Cold Chain Innovation Hub), qui centralise des ressources techniques, des formations et des connaissances sur les technologies de la chaîne du froid alimentaire intelligentes face aux changements climatiques et sert de réseau de collaboration aux parties prenantes. Afin de réduire les coûts énergétiques, un système hybride fonctionnant à l'énergie solaire et non raccordé au réseau, apportant une puissance de 1,65 MW, approvisionne 3 000 ménages et exploitations locales d'algues sur les îles de Sitangkai et de Sibutu, dans la province de Tawi-Tawi.

L'ONUDI aide l'Indonésie à créer un cadre directeur et réglementaire pour transformer les parcs industriels existants en parcs éco-industriels capables de réduire les déchets et la pollution qu'ils génèrent. Trois parcs utilisent des processus de production propres, tels que le recyclage des eaux usées, afin d'améliorer les retombées économiques, environnementales et sociales des 32 entreprises qui y sont implantées.

Parmi les grandes régions du monde, l'Asie et le Pacifique sont celles qui ont enregistré la **croissance la plus élevée** de ces dernières années

Les économies d'Asie et du Pacifique représentent **55 % de la VAM mondiale**



Réduire la pauvreté

Même si l'accent est mis sur la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement, certains des projets les plus importants de la région, menés au Cambodge, au Pakistan, aux Philippines et à Sri Lanka, visent à réduire la pauvreté et à mettre en place des chaînes d'approvisionnement durables.

L'ONUDI aide l'administration de la province du Sindh, au Pakistan, à réduire la pauvreté

dans les zones rurales. Le programme quinquennal d'atténuation de la pauvreté et de développement inclusif dans les zones rurales du Sindh, qui a débuté en 2022, vise à soutenir les microentreprises et les petites entreprises, à créer des emplois et à cofinancer des projets d'investissement publics visant à construire des infrastructures publiques ou à les moderniser pour qu'elles puissent fournir des services essentiels. En 2023, deux appels à propositions ont été lancés pour que le secteur privé mette en place des infrastructures communales dans les districts désignés de la province du Sindh.

Aux Philippines, l'ONUDI aide les entreprises agroalimentaires, avec le soutien de l'Union européenne, à augmenter leurs ventes aux niveaux local et régional afin d'améliorer la stabilité économique et la sécurité dans la région autonome de Bangsamoro.



Définir des normes de qualité et réduire les changements climatiques grâce à l'appui normatif de l'ONUDI

En 2023, l'ONUDI a aidé les gouvernements à élaborer des politiques visant à améliorer la qualité des produits grâce à de nouvelles normes et à de bonnes pratiques. Dans le cadre du PCP, le Gouvernement cambodgien a élaboré le tout premier cadre de suivi et d'évaluation de sa politique de développement industriel. L'ONUDI a aidé le Gouvernement philippin à actualiser ses politiques de la qualité en créant le Conseil national de coordination de l'infrastructure de la qualité des Philippines, et les administrations centrale et locales de l'Inde à établir des normes et de bonnes pratiques dans le secteur du cuir.



Travailler avec les partenaires des Nations Unies pour développer l'économie verte et l'économie numérique et accroître les débouchés pour les jeunes

L'ONUDI agit en étroite collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies présents dans les pays et ils assurent ensemble une

planification et un appui coordonnés aux niveaux national et régional. Huit projets communs sont en cours de mise en œuvre.

Au Cambodge, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2024-2028 a fini d'être élaboré. Dans le cadre du Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte, un programme conjoint des Nations Unies a été lancé pour placer la durabilité au cœur de la politique économique et contribuer à renforcer les fondements écologiques de l'économie du pays.

Au Viet Nam, l'ONUDI coopère avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains afin de renforcer les capacités des jeunes designers de Hanoï en leur donnant accès aux fablabs locaux, de petits ateliers collaboratifs mettant à leur disposition des outils de fabrication assistée par ordinateur (imprimantes 3D, par exemple), et en les encadrant lors de concours de design.

Au Pakistan, l'ONUDI mène deux interventions cruciales pour traiter un écosystème vulnérable. D'une part, elle œuvre en faveur de l'amélioration du traitement des effluents industriels et de l'accès des populations à une énergie propre dans le cadre de l'initiative Living Indus, menée en application du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2023-2027. D'autre part, elle a célébré, à Islamabad, aux côtés du PNUE et du PNUD, la Journée mondiale de l'ozone, qui portait sur le thème « Protocole de Montréal : réparer la couche d'ozone et réduire les changements climatiques ».

En Inde, l'ONUDI et le PNUE contribuent à la réduction de la pollution en mettant en œuvre des solutions de remplacement du dichlorodiphényltrichloréthane (DDT) et des solutions circulaires pour réduire l'utilisation des plastiques. Dans le cadre du Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte, l'ONUDI collabore également avec l'OIT, le PNUE, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et le PNUD afin de recentrer les politiques et les pratiques économiques de l'Inde sur la durabilité.

En Mongolie et aux Philippines, l'ONUDI et le PNUE mettent en œuvre un projet régional de réduction des toxines dans l'environnement par l'élimination du mercure dans le secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or.



Énergie propre et action climatique



Élimination de la faim



Chaîne d'approvisionnement durable

L'ONUDI, 40 ans de savoir-faire au service des parcs industriels

Les parcs industriels et les zones économiques spéciales sont utilisés par les gouvernements pour attirer des investissements en vue d'une croissance et d'un développement durables qui contribuent également à la protection de l'environnement.

Depuis quarante ans, à l'aide de partenariats et de financements faisant intervenir de nombreux organismes et de nombreux pays, l'ONUDI aide ses États Membres à concevoir et à gérer un grand nombre de ces parcs. Elle fournit une assistance technique pour déterminer la faisabilité des parcs et mettre en place leur infrastructure, contribue au développement des capacités à l'aide de lignes directrices, d'outils et de formations, diffuse les connaissances et fournit des services à des groupes ciblés, tels que les propriétaires de petites exploitations et les chefs d'entreprise.

Chacun des bureaux régionaux, programmes de pays et PCP de l'ONUDI soutient ces initiatives à son niveau. En outre, la plateforme consacrée à la coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire propose des voyages d'étude et des accords de jumelage, et facilite l'assistance technique et un apprentissage par les pairs entre des pays caractérisés par des conditions de développement similaires.

Des travaux sont en cours pour concevoir une stratégie pluridisciplinaire pour les parcs industriels et harmoniser les normes et les règles qui les régissent.

Parmi les 12 programmes en cours, qui représentent un montant total de plus de

43 millions de dollars, on peut distinguer trois types de parcs ou zones industriels. Les parcs agro-industriels intégrés favorisent l'ajout de valeur à la production agricole, aident les populations rurales à créer des emplois et facilitent l'accès aux marchés régionaux et mondiaux. Les parcs éco-industriels sont des zones industrielles administrées qui favorisent la collaboration entre les industries et les populations (voir chapitre 2). Les parcs scientifiques et technologiques sont des infrastructures d'innovation qui favorisent l'entrepreneuriat et le développement dans les domaines de la science, de la technique et de l'innovation.

Afin d'améliorer l'accès de ces parcs aux connaissances et aux meilleures pratiques, l'ONUDI a créé une plateforme sur les parcs industriels, qui sert de centre de ressources. Celle-ci abrite un réseau mondial de partenaires et de spécialistes et promeut les lignes directrices internationales de l'ONUDI sur les parcs industriels et agroalimentaires. En 2023, trois cours d'apprentissage en ligne y ont été ajoutés, qui portaient sur la planification, le financement et l'exploitation des parcs industriels, et auxquels ont participé 400 personnes représentant 32 pays. Dans le cadre du programme complémentaire de formation sur la direction des parcs industriels, un premier cycle de formation a été organisé à Shanghai (Chine).



Plateforme sur les parcs industriels



EUROPE ET ASIE CENTRALE

Si tous les pays d'Europe et d'Asie centrale dans lesquels l'ONUDI met en œuvre des projets appartiennent à la catégorie des pays à revenu intermédiaire, ils présentent des différences du point de vue du contexte de leur développement industriel et des obstacles qu'ils ont à surmonter. En moyenne, le secteur industriel y représente plus de 30 % du PIB, sous l'impulsion des PME. Malgré le ralentissement économique régional dû à la pandémie de COVID-19, aux conflits armés et aux catastrophes naturelles, les économies nationales mettent en œuvre des mesures d'adaptation pour reconstruire en mieux et renforcer leur résilience en prévision de crises futures.

L'ONUDI À PIED D'ŒUVRE EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE

L'ONUDI s'attache à créer des emplois de qualité et à générer des revenus accrus dans l'industrie, en particulier pour les populations rurales, les femmes, les jeunes et d'autres groupes vulnérables. Elle soutient la modernisation industrielle et l'ajout de valeur aux produits à fort potentiel d'exportation, et aide les pays à se conformer aux normes de qualité, à se convertir aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, à favoriser une production propre et économe en ressources, à mettre au point des écosystèmes innovants et à retenir une main-d'œuvre qualifiée.

Face à l'augmentation des flux migratoires et des déplacements de population dans la région, l'ONUDI aide les personnes à se réinsérer sur le marché du travail. Dans les pays touchés par des conflits armés et des catastrophes naturelles, elle ouvre des débouchés dans le secteur manufacturier en dispensant un enseignement et une formation techniques et professionnels adaptés.



MOYENNE ÉCHELLE
PETITE ÉCHELLE

Développer la production propre et l'utilisation du numérique dans le cadre de projets menés dans 17 pays

L'ONUDI a élargi et développé son portefeuille de projets dans la région. En Albanie, elle a collaboré avec la FAO, l'OIT et le PNUD pour élaborer six dossiers de décision concernant des processus de production propres et économes en ressources pour des entreprises des secteurs du textile et de la chaussure. Au Kazakhstan, en République de Moldova, en Türkiye et en Ukraine, le Programme mondial d'innovation par les technologies propres a permis d'accélérer la création de plus de 200 start-up et PME innovantes.

Avec l'aide de l'ONUDI, la République de Moldova a mis son industrie alimentaire en conformité avec les normes de qualité de l'Union européenne. En Géorgie, en partenariat avec la FAO, l'Organisation internationale pour les migrations et le PNUD, l'ONUDI a stimulé le développement des groupements d'entreprises locaux des secteurs de la pêche en mer et de l'industrie pharmaceutique.

Grâce au financement de la Fédération de Russie, des secteurs industriels compétitifs sont en cours de modernisation en Arménie, au Bélarus, en Ouzbékistan et au Tadjikistan. Des projets régionaux évolutifs consacrés à la chaîne de valeur de la construction automobile et à la fabrication intelligente ont été élaborés pour la région des Balkans occidentaux. L'ONUDI a participé à l'inauguration d'une ville « intelligente » au Turkménistan, et fourni des recommandations sur les meilleures pratiques à adopter en matière d'aménagement urbain.

L'ONUDI a élaboré, à partir de diagnostics industriels complets, un programme de relance industrielle verte pour l'Ukraine pour la période 2024-2028. Dans le cadre de partenariats multipartites avec des partenaires de développement et de financement, elle a dispensé un enseignement et une formation professionnels à des femmes et des jeunes, transféré des technologies permettant de produire des prothèses par impression 3D, renforcé l'infrastructure de la qualité du pays et aidé à réduire l'empreinte écologique de l'industrie manufacturière.



L'ambition d'une relance verte pour l'Ukraine

Coopérer avec de nouveaux partenaires de développement pour tisser des relations au niveau régional

En 2023, l'ONUDI a renforcé sa coopération avec de nouveaux partenaires de développement dans l'Union européenne : la Bulgarie, Chypre, la Croatie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie et la Tchéquie. Ces pays disposent de secteurs industriels compétitifs, tels que la construction automobile, l'industrie pharmaceutique, l'industrie chimique et le numérique, d'écosystèmes d'entreprises innovantes bien établis et de réseaux d'organismes d'accompagnement des entreprises et de promotion des investissements. En mettant en commun leurs données d'expérience et leurs technologies, ils stimulent la transformation industrielle de la région.

Partenaires de longue date de l'ONUDI, la Slovénie et son fonds slovène pour les entreprises soutiennent la création d'écosystèmes industriels innovants en Albanie, en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et en Serbie, ainsi que, plus largement, dans l'ensemble de la région des Balkans occidentaux. La Bulgarie, la Pologne et la Tchéquie se sont engagées à financer la relance industrielle verte de l'Ukraine.



L'organisme national de recherche de la Türkiye contribue à l'exécution du Programme mondial d'innovation par les technologies propres

■ ■ ■ GRANDE ÉCHELLE
■ ■ ■ MOYENNE ÉCHELLE
■ ■ ■ PETITE ÉCHELLE

Travailler avec les partenaires des Nations Unies pour l'innovation, la transformation numérique et l'industrie verte

L'ONUDI accorde une importance particulière à la collaboration avec les organisations apparentées des Nations Unies dans le cadre de la réforme globale du système des Nations Unies pour le développement. Organisme responsable de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9, elle a joué un rôle actif dans l'examen régional mené à cet égard en 2023.

Dans le cadre du Forum régional pour le développement durable, la Commission économique pour l'Europe et l'ONUDI ont coorganisé une table ronde d'apprentissage par les pairs sur la réalisation de l'objectif 9, au cours de laquelle l'accent a été mis sur les infrastructures vertes, durables et résilientes, et sur l'innovation, porteuse de transformation. Le compte rendu du Forum, notamment les conclusions de cette table ronde, a constitué la contribution officielle de la région à l'édition 2023 du forum politique de haut niveau pour le développement durable.

L'ONUDI a participé activement aux travaux du Groupe de la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale, en coorganisant des sessions thématiques et des webinaires et en élaborant des supports de connaissances communs, tels que les profils de développement numérique des pays, en relevant leurs principales lacunes et priorités.



Étude de cas : méthode employée
par l'ONUDI pour mettre en
place une économie circulaire
en Géorgie et en Ukraine



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

L'abandon des politiques industrielles dans les années 1970 a entraîné un déclin structurel prolongé des industries des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Toutefois, les récentes crises mondiales ont amené la région à s'engager de nouveau à faire du développement des secteurs industriels et productifs une priorité. Les pays contribuent désormais à hauteur de 5 % à la VAM mondiale, l'Amérique du Sud apportant la contribution la plus importante de la région (plus de 50 %).

Comparée à des économies similaires, la région affiche les émissions de carbone les plus faibles, car elle utilise des technologies qui exploitent des sources d'énergie renouvelables et à faible émission de carbone. Toutefois, les conséquences des changements climatiques continuent de la toucher, en particulier les Caraïbes, de manière disproportionnée.

L'ONUDI À PIED D'ŒUVRE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

En 2023, l'ONUDI a conçu sa stratégie régionale pour répondre aux besoins des États Membres et proposer des idées pour soutenir les industries vertes, qui stimulent la compétitivité des économies. Sa stratégie repose sur six priorités : des politiques industrielles fondées sur des preuves empiriques et des statistiques fiables ; la transition vers une économie circulaire ; la décarbonation de l'industrie ; l'importance des microentreprises et des PME pour la création d'emplois ; les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique exploitées à des fins productives ; et les personnes et les PME placées au centre de la transformation numérique.

En outre, cette stratégie promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, qui recouvrent toutes ces priorités. Par exemple, l'ONUDI a publié, en collaboration avec le Ministère de l'industrie, du commerce et des PME de la République dominicaine, une étude intitulée *Participation and Contributions of Women in the Local Manufacturing Industry in the Dominican Republic* (Participation et contribution des femmes à l'industrie manufacturière locale en République dominicaine). Cette étude présente la contribution économique croissante des femmes au secteur manufacturier local.

L'ONUDI a également publié l'étude intitulée *Empowering Digital Transformation in Small Enterprises through National Policies : An International Benchmarking* (Rendre possible la transformation numérique dans les petites entreprises grâce aux politiques nationales : comparatif international). Cette étude porte sur les politiques et les initiatives mises en place en Allemagne, en Argentine, en Colombie et au Mexique, ainsi qu'en Tunisie, dans les pays du groupe BRICS et dans l'Union européenne, pour favoriser la transition numérique des petites

entreprises. Elle a été rédigée en collaboration avec l'Université fédérale de Rio Grande do Sul, à la demande du service brésilien d'assistance aux microentreprises et aux petites entreprises.



La coopération Sud-Sud, clef du progrès

Huit activités de coopération Sud-Sud sont en cours : elles portent sur les parcs éco-industriels, la transition numérique, les infrastructures de la qualité et l'économie circulaire. La plateforme SDG 9 Accelerator de l'ONUDI, plateforme d'accélération de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9, est un pôle essentiel pour la mise en commun de connaissances, le transfert de technologies et l'innovation dans la région.

En 2023, la Colombie a accueilli deux conférences régionales dirigées par l'ONUDI : l'une sur l'accélération de la réalisation de l'objectif 9 et l'autre sur les parcs éco-industriels. En République bolivarienne du Venezuela, l'ONUDI a lancé un projet visant à renforcer sept chaînes agro-industrielles par l'adoption de bonnes pratiques agricoles, pour la première fois en coopération avec la Société andine de développement.



Rapport : *Empowering Digital Transformation in Small Enterprises* (en anglais)

À Cuba, deux projets ont fini d'être élaborés. Le premier visait à renforcer les capacités nationales de développement de l'énergie solaire photovoltaïque. L'installation de panneaux solaires photovoltaïques apportant une puissance supplémentaire de 3 MW a permis de réduire les émissions directes de plus de 6 000 tonnes d'équivalent CO₂, soit près du double de l'objectif fixé. Grâce à des investissements publics supplémentaires dans des parcs solaires photovoltaïques, les émissions indirectes ont été considérablement réduites – de 222 783 tonnes d'équivalent CO₂. Le second projet, qui visait à promouvoir le pôle d'innovation slovèno-cubain dans les secteurs de la biopharmacie, de la médecine et des nanotechnologies, a permis de recenser 39 projets et d'élaborer un plan d'exécution, jetant ainsi les bases de la seconde phase du projet.

Dans le cadre de la Coalition de l'Amérique latine et des Caraïbes pour l'économie circulaire, l'ONUDI a contribué au *Circularity Gap Report* (Rapport sur le déficit de circularité), qui quantifie la proportion de circularité de l'économie et montre qu'il existe des moyens

de réduire la consommation et la dégradation de l'environnement. L'ONUDI travaille également avec le PNUE pour appliquer la circularité dans l'agro-industrie cubaine de la canne à sucre afin de réduire l'extraction de matières.

Partenariats des Nations Unies sur les énergies renouvelables, les coopératives et la mobilisation des jeunes à risque

L'ONUDI collabore avec de nombreux organismes des Nations Unies dans la région afin d'amplifier les retombées de son action et d'atteindre les objectifs de développement durable. Le fonds d'innovation pour les énergies renouvelables est dirigé par l'ONUDI, en coopération avec ONU-Femmes et le PNUD. Le Fonds commun pour les objectifs de développement durable fait appel au cofinancement de banques régionales de développement et de banques commerciales privées, ce qui donne lieu à un nouveau modèle de coopération au service du développement. Trois projets,



Travailleur dans un parc éco-industriel au Pérou

axés sur la mobilité électrique et l'efficacité énergétique, portent la deuxième transition énergétique en Uruguay (voir chapitre 3).

Afin de renforcer les capacités de développement des entreprises coopératives, l'ONUDI et l'OIT ont organisé, au Pérou, un atelier régional de formation des formateurs sur les outils Think.Coop et Start.Coop de l'OIT, spécialement adaptés au secteur de l'aquaculture. Les deux

organisations s'attachent à renforcer la chaîne de valeur et à favoriser les possibilités d'emploi dans l'économie formelle de la région.

En coopération avec le FNUAP, l'ONUDI a mis la dernière main à un projet, mis en œuvre dans l'État fédéral mexicain d'Hidalgo, qui permet aux jeunes à risque, pendant et après la pandémie de COVID-19, de trouver plus facilement des débouchés économiques (voir chapitre 3).



Promouvoir l'énergie durable dans les petits États insulaires en développement

Au cours des dix dernières années, l'ONUDI a créé sept centres régionaux pour les énergies renouvelables, qui aident les petits États insulaires en développement d'Afrique, des Caraïbes, de l'océan Indien et du Pacifique à tirer parti de solutions reposant sur les énergies renouvelables.

Ces centres, administrés par les communautés économiques régionales, encouragent les opérations conjointes dans les domaines de l'élaboration des politiques et de la réglementation, des normes, du renforcement des capacités et de la promotion des investissements et des entreprises.

Grâce au financement assuré par les Gouvernements autrichien, espagnol et norvégien, l'ONUDI a aidé à renforcer les capacités institutionnelles et techniques nécessaires à la mise en place des centres. La plupart d'entre eux fonctionnent de manière indépendante depuis 2022 et reçoivent un financement direct de la part de partenaires internationaux. Le réseau offre la possibilité de tester, d'expérimenter et de déployer des technologies de pointe, des politiques novatrices et les innovations les plus récentes.

Pour dissocier le secteur des transports des importations de combustibles fossiles, les centres des Caraïbes et du Pacifique ont élaboré des plans directeurs régionaux pour l'intégration des énergies renouvelables et des systèmes de mobilité électrique. En Afrique et dans les Caraïbes, les politiques et les réglementations sont élaborées à partir de données sur l'énergie obtenues à l'aide de systèmes d'information géographique.

Le réseau des centres s'emploie sans relâche à développer les initiatives qui présentent un intérêt pour les petits États insulaires en développement, telles que la Global Ocean Energy Alliance, pour élaborer des projets relatifs à l'énergie marine susceptibles de trouver des financements, et le BLOOM Cleantech Cluster de la Barbade, qui fournit des installations spécialisées aux start-up et aux chefs d'entreprise du secteur des technologies propres et qui est en train d'être reproduit dans d'autres pays. Un autre projet porte sur l'amélioration de l'infrastructure de la qualité dans le secteur de l'énergie solaire par l'harmonisation internationale des normes et la mise en commun des ressources.

Un programme en ligne de renforcement des capacités propose des formations et des examens pratiques sur les questions d'énergie et les technologies énergétiques ; plus de 6 000 spécialistes et étudiantes et étudiants s'y sont inscrits. Grâce à une formation de formateurs, les instituts nationaux apprennent à intégrer cet outil à leurs programmes, contribuant ainsi à sa durabilité.

En 2023, le réseau a été sélectionné pour recevoir le Prix de l'Organisation des Nations Unies pour les partenariats en faveur des petits États insulaires en développement dans la catégorie « économie », ce qui prouve l'efficacité de l'intégration régionale.



[Vidéo sur le réseau](#)



Réseau mondial de centres régionaux pour les énergies renouvelables



- 1.** Centre des Caraïbes pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique à la Barbade
- 2.** Centre du Système d'intégration de l'Amérique centrale pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en El Salvador
- 3.** Centre du Pacifique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique aux Tonga
- 4.** Centre de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique à Cabo Verde
- 5.** Centre des pays arabes pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Égypte
- 6.** Centre de la SADC pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Namibie
- 7.** Centre de l'Afrique centrale pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Angola



CHAPITRE 5

Gestion stratégique efficace axée sur les résultats



Introduction. Pour transformer les politiques et les pratiques industrielles, il est nécessaire de mettre en place des programmes axés sur les résultats et d'assurer un appui aux projets et leur coordination. L'ONUDI a élaboré un ensemble d'indicateurs pour suivre les résultats de ses activités et définir les ajustements nécessaires à mesure que les travaux progressent. Ainsi, elle a établi des dispositifs d'application du principe de responsabilité, analysé l'efficacité des partenariats et aidé les pays à améliorer leur gouvernance. Dans chaque région, elle travaille avec les autorités nationales et les responsables politiques pour gérer les programmes et les projets et tirer des résultats des mesures prises.

TIRER DES RÉSULTATS DES MESURES PRISES PAR L'ONUDI

En 2023, l'ONUDI a exécuté son tout premier budget axé sur les résultats, qui visait à mieux illustrer les retombées de son action. Ce budget met en évidence les liens entre les engagements que l'Organisation prend envers ses parties prenantes et le travail accompli chaque jour, partout dans le monde, par son personnel et ses partenaires, qui se livrent à un ensemble d'activités de coopération technique pratiques et complexes.

Ce nouveau système permet d'établir des passerelles entre le renforcement des compétences, à petite échelle, la création d'entreprises de qualité, à moyenne échelle, et la création et la révision des politiques et réglementations nationales et internationales, à grande échelle.

Appui en matière de services juridiques

Le Bureau des affaires juridiques et de la conformité joue un rôle crucial en ce qu'il veille au respect de l'état de droit à l'ONUDI et gère les risques juridiques liés à toutes les activités de l'Organisation. Il fournit des avis juridiques et une assistance spécialisée pour faciliter la gestion stratégique de l'Organisation, tout en défendant ses droits, ses positions et ses intérêts sur des questions administratives, contractuelles et contentieuses.

En 2023, le Bureau a répondu à plus de 940 demandes d'avis et d'assistance juridiques et examiné plusieurs textes administratifs et autres politiques internes. Il a également contribué à la conclusion de plusieurs instruments juridiques internationaux. L'appendice G du présent rapport contient une liste récapitulative des accords et arrangements conclus en 2023 au nom de l'ONUDI

et envoyés au Bureau pour conservation. En outre, le Bureau a fourni une assistance juridique de fond dans le cadre de la trente-neuvième session du Comité des programmes et des budgets, de la cinquante et unième session du Conseil du développement industriel et de la vingtième session de la Conférence générale de l'ONUDI.

Déontologie et responsabilité à l'ONUDI

Institutionnalisé en 2020, le Groupe de la déontologie et de la responsabilité encourage une culture organisationnelle axée sur la déontologie, la transparence et la responsabilité. Il permet au personnel de l'ONUDI d'exercer ses fonctions dans le respect des valeurs fondamentales que sont l'intégrité, le professionnalisme et le respect de la diversité, et dispense aussi bien des formations que des conseils et des orientations à titre confidentiel. Par une communication régulière, des manifestations et des formations, il informe le personnel sur des sujets essentiels, tels que l'octroi de moyens d'action aux témoins actifs (les personnes qui assistent à une situation inappropriée et interviennent), la protection des données à caractère personnel ou la prévention de la fraude.

En 2023, le Groupe de la déontologie et de la responsabilité a affiné le cadre déontologique de l'ONUDI en lançant deux nouvelles politiques. La politique de protection des données personnelles garantit le droit à la vie privée dans le cadre du traitement des données personnelles par l'ONUDI ou en son nom, et la politique de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles définit le principe de la tolérance zéro envers l'inaction face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.

Pour donner suite aux recommandations du Commissaire aux comptes, l'ONUDI est en train de réviser son code de conduite déontologique pour qu'il cadre avec les Normes de conduite de la fonction publique internationale, dont la version actualisée est en cours d'achèvement, et d'intégrer ses mécanismes de lutte contre la fraude et de lutte contre la corruption à sa politique de sensibilisation et de prévention en matière de fraude.

Le Groupe de la déontologie et de la responsabilité a renforcé sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations internationales, comme le Réseau Déontologie des organisations multilatérales, le Bureau du Coordonnateur spécial chargé d'améliorer l'action des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, et les organisations des Nations Unies sises à Vienne, en particulier dans le cadre de l'initiative d'apprentissage de la dignité et de l'inclusion. Ces réseaux aident l'ONUDI à continuer de promouvoir une culture de l'exigence déontologique, conforme aux meilleures pratiques en vigueur dans le système des Nations Unies et à celles établies par la Commission de la fonction publique internationale.

Évaluation et contrôle interne

Le Bureau de l'évaluation et du contrôle interne mène des évaluations, des audits et des enquêtes en toute indépendance. Son activité est régie par une charte, qui lui prescrit de fournir des services d'information et d'assurance fondés sur des données objectives. Son travail contribue à l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacités des interventions et des processus de l'ONUDI, tant en interne qu'auprès des parties prenantes de l'Organisation. Le Bureau aide l'ONUDI à s'adapter à des environnements changeants et à de nouvelles priorités, et contribue à renforcer la crédibilité de l'Organisation et la confiance qu'elle inspire aux parties prenantes. Le service d'enquête contribue à une culture de la responsabilité, de la déontologie, de l'intégrité et de la bonne gouvernance au sein de l'ONUDI.

En 2023, le Bureau de l'évaluation et du contrôle interne a mené une évaluation stratégique du dispositif du PCP, une synthèse des évaluations menées entre 2018 et 2022, et une évaluation groupée de huit projets financés par le FEM, et publié 38 rapports d'évaluation de projets. En outre, il a dirigé plusieurs examens consultatifs, notamment le processus d'approbation de l'affectation de fonds au programme ordinaire de coopération technique et de ressources spéciales pour l'Afrique, et le mécanisme d'optimisation des ressources dans le domaine de la coopération technique. Il a également lancé des évaluations thématiques – sur la gestion des connaissances à l'ONUDI et sur la coopération de l'Organisation avec le secteur privé.

Pour renforcer la culture de l'évaluation à l'ONUDI et améliorer les capacités nationales d'évaluation dans les États Membres, le Bureau de l'évaluation et du contrôle interne a lancé un cours de formation à l'évaluation en ligne comprenant trois modules, auquel peuvent accéder le personnel, les consultantes et consultants et les partenaires nationaux. Cette année, l'atelier sur l'évaluation destiné aux partenaires de l'ONUDI au sein des administrations nationales et au personnel hors Siège de l'Organisation a été organisé dans un pays arabe. Le Bureau a participé activement aux travaux des réseaux d'évaluation internationaux ou appartenant au système des Nations Unies, et continué à jouer le rôle de référent institutionnel auprès du Corps commun d'inspection du système des Nations Unies.

Le Bureau de l'évaluation et du contrôle interne a effectué des audits et des examens, du point de vue des assurances, portant sur la sélection des partenaires d'exécution, les contrôles internes, la gestion de l'accès à privilèges des utilisateurs à certains progiciels de gestion intégré, et le transfert des projets dans le cadre de la restructuration. En outre, à la demande du Directeur général, les améliorations apportées au processus d'achat et le Fonds d'aide sociale ont fait l'objet d'évaluations ponctuelles qui ont donné lieu à des conseils.



[Synthèse des évaluations indépendantes menées par l'ONUDI entre 2018 et 2022 \(en anglais\)](#)



Énergie propre et action climatique



Élimination de la faim



Chaîne d'approvisionnement durable

Résultats de la Stratégie de l'ONUDI concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour 2020-2023



53 % (contre 19 % en 2019) des nouveaux programmes et projets contribuent sensiblement ou exclusivement à **l'égalité des sexes** (objectif de 45 %)

70 % des programmes et projets jugés **satisfaisants du point de vue de l'intégration des questions de genre** (contre 40 % en 2017)

Résultats obtenus en matière d'égalité des sexes **supérieurs à la moyenne du système des Nations Unies**

Formules souples d'organisation du travail mises en place

La nouvelle stratégie – pour 2024-2027 – est en cours d'élaboration. Elle vise à améliorer les résultats des projets menés sur le terrain en matière d'égalité des sexes et à atteindre, d'ici à 2028, l'objectif de parité au sein du personnel de l'ONUDI, en particulier aux postes

de la catégorie des administrateurs hors classe (P-5) et des fonctionnaires de rang supérieur, comme en a décidé le Secrétaire général dans sa stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies.




Stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies





CHAPITRE 6

Excellence des services et opérations internes



Introduction. L'équipe des services et opérations internes joue un rôle essentiel d'appui pour toutes les activités de l'Organisation. L'exigence de sens critique de l'ONUDI vaut non seulement lorsqu'elle forme des personnes et des organismes à l'industrialisation et à l'innovation, mais aussi sur le plan interne. Une gestion efficiente et efficace des services financiers, des ressources humaines, des achats, des services généraux, de la logistique et des services informatiques contribue à une transformation rapide. L'informatisation des systèmes opérationnels permet d'améliorer la performance des opérations et des services. En investissant pour assurer un haut niveau de formation de son personnel et en optimisant l'efficacité de ses opérations, l'Organisation parvient à atteindre les résultats visés.

FINANCEMENT ET CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

L'appui apporté par les partenaires financiers aux services de coopération technique de l'ONUDI a atteint des niveaux sans précédent en 2023. Les fonds mobilisés se sont élevés à 328,4 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 44 % par rapport à 2022. La valeur totale du portefeuille des projets et programmes à mettre en œuvre a augmenté de 103,7 millions de dollars, pour atteindre 725,6 millions de dollars, dont 323,3 millions de dollars représentent des versements annoncés se rapportant à des accords déjà signés. Ces fonds permettront de financer l'exécution des projets et programmes de l'ONUDI au cours des prochaines années.

Les ressources approuvées pour le financement des services de coopération technique de l'ONUDI, lesquels font l'objet d'une demande croissante, a augmenté de 41,3 millions de dollars, pour atteindre 241,3 millions de dollars, hors dépenses d'appui aux programmes. Cet appui accru des partenaires financiers, associé aux efforts importants déployés par l'Organisation pour renforcer sa réactivité, a entraîné une augmentation de la valeur des services fournis par l'ONUDI de 25 % par rapport à 2022, laquelle a atteint 225,2 millions de dollars.



Partenaires publics de financement dont les contributions volontaires sont supérieures à un million de dollars, hors dépenses d'appui aux programmes (en millions de dollars)



Allemagne
33,72



Italie
9,62



Japon
6,62



Suisse
6,58



Suède
4,30



Norvège
3,60



Canada
3,27



Chine
3,06



Royaume-Uni
2,30



Fédération de Russie
2,22



Finlande
2,02



Autriche
1,77



Bahreïn
1,39



République de Corée
1,35



États-Unis d'Amérique
1,31



Inde
1,16

Comme les années précédentes, les contributions volontaires des États Membres de l'ONUDI ont représenté la plus grande part des ressources financières, à 78,6 millions de dollars, l'Allemagne étant en tête avec une contribution de 33,7 millions de dollars, suivie de l'Italie (9,6 millions de dollars), du Japon (6,6 millions de dollars), de la Suisse (6,6 millions de dollars) et de la Suède (4,3 millions de dollars).

Si le montant cumulé des contributions des autres donateurs publics est resté marginal, s'établissant à 8 millions de dollars (3 % du total), on observe une tendance à la hausse des contributions versées par le Canada et le Royaume-Uni.

Les Gouvernements allemand, autrichien, chinois, finlandais, italien et japonais ont continué à soutenir le Programme des administrateurs et administratrices auxiliaires de l'ONUDI et permis à des jeunes d'acquérir une expérience professionnelle précieuse dans le domaine de la coopération internationale au service du développement et de contribuer à l'exécution du mandat de l'ONUDI. Des organismes d'Allemagne, de Chine et de République de Corée ont également contribué au renforcement des ressources humaines de l'ONUDI en lui envoyant, à leurs frais, des spécialistes en détachement, tandis que des organismes d'Allemagne, de Chine, d'Iraq et du Royaume-Uni ont soutenu l'ONUDI dans le cadre du Programme de partenariat avec des spécialistes.

Le soutien de l'Union européenne a atteint un niveau sans précédent, de 45,6 millions de dollars, hors dépenses d'appui aux programmes, qui ont été affectés aux activités de l'ONUDI axées sur la coopération au service du développement.

Sur le plan géographique, la destination prioritaire de ce soutien est restée principalement l'Afrique, qui a reçu près de 50 % des contributions. Les initiatives multidonateurs associant l'Union européenne et certains de ses États membres, notamment l'Allemagne et l'Italie, ont de nouveau été particulièrement importantes.

Les contributions du FEM ont également augmenté par rapport à 2022, le total des fonds approuvés ayant atteint 60,4 millions de dollars, tout comme celles du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, qui se sont élevées à 29,3 millions de dollars, soit 10,7 millions de dollars de plus qu'en 2022.

Sur le plan géographique, l'Afrique est restée la principale bénéficiaire des contributions reçues par l'ONUDI pour financer ses services (67 millions de dollars). Viennent ensuite les interventions mondiales et interrégionales (59,4 millions de dollars), l'Asie et le Pacifique (42,2 millions de dollars), l'Amérique latine et les Caraïbes (32,7 millions de dollars), les pays arabes (30 millions de dollars) et l'Europe et l'Asie centrale (9,9 millions de dollars).

Sur le plan thématique, la priorité des partenaires financiers de l'ONUDI est restée la protection de l'environnement, qui a attiré 148,9 millions de dollars (62 % du montant total des fonds). Le montant des fonds affectés au renforcement de la compétitivité économique s'est élevé à 42,1 millions de dollars, tandis que les domaines d'activité prioritaires que sont la création d'une prospérité partagée grâce à l'industrie et les services transversaux ont bénéficié respectivement de 40,9 millions de dollars et 9,4 millions de dollars.

Contributions des fonds mondiaux : Fonds pour l'environnement mondial, Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal et Fonds vert pour le climat

Le partenariat avec le FEM a été encore renforcé en 2023, notamment en ce qui concerne les projets relatifs à l'adaptation aux changements climatiques, financés par le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques. Comme prévu, l'augmentation du montant des fonds alloués à la prestation de services de l'ONUDI a été stimulée par l'approbation d'interventions de coopération au service du développement financées par le FEM, ce qui devrait également se traduire par une augmentation de la valeur des services fournis au cours de la période 2024-2025. Parallèlement, l'ONUDI a commencé à programmer son portefeuille de projets dans le cadre du huitième cycle de reconstitution des ressources du FEM. Cela s'est déjà traduit par l'approbation de ses notes de cadrage lors de la réunion du Conseil du FEM, en juin 2023, et de la septième Assemblée du FEM, qui s'est tenue à Vancouver (Canada) en août 2023. Le portefeuille de projets constitué par l'ONUDI porte sur des questions environnementales essentielles et vise notamment à : mettre en œuvre des solutions de décarbonation de l'industrie, appliquer des technologies fonctionnant à l'hydrogène vert, rendre les chaînes d'approvisionnement plus écologiques par l'élimination des polluants dangereux, appliquer des solutions relevant de l'économie circulaire pour réduire le plus possible les déchets plastiques et la pollution, élaborer des modèles d'investissement innovants pour financer des solutions d'adaptation aux changements climatiques, et adopter des pratiques durables en matière d'aménagement urbain et une gestion rationnelle des déchets.

L'ONUDI a élargi sa coopération avec le FVC dans le cadre de consultations stratégiques structurées avec le secrétariat de ce dernier, participé aux concertations régionales du Fonds pour l'Afrique et l'Asie, et contribué à des activités stratégiques menées en marge de la COP 28. En 2023, elle a renforcé sa collaboration avec le FVC dans le cadre de son portefeuille de projets – existants et nouveaux – financés

par le programme d'appui à la préparation du Fonds, ainsi que de ses premières propositions de projets en faveur du climat, qui sont en cours de finalisation en vue de leur présentation au Conseil du Fonds, en 2024 et 2025.

Tirant parti de son accréditation auprès du Fonds pour l'adaptation, l'ONUDI a continué à définir des notes de cadrage et des propositions complètes pour un projet régional en Afrique et pour un projet national en Asie. En outre, comme elle l'avait annoncé officiellement à la COP 28, elle a intégré le partenariat novateur que constitue le programme « Climate Innovation Accelerator » du Fonds pour l'adaptation, qui vise à promouvoir l'innovation en matière d'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement. Sous les auspices de ce partenariat, l'ONUDI administrera de petites subventions et des programmes d'appui technique destinés à un large éventail de bénéficiaires dans le monde.

La coopération avec le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal est restée intense en 2023, l'ONUDI ayant mené des projets dans 80 pays pour éliminer les HCFC et réduire les HFC. Les activités menées par l'Organisation en application du Protocole de Montréal pendant la période considérée ont de nouveau permis de réduire considérablement ces substances – à hauteur de 40,8 millions de tonnes d'équivalent CO₂.

Le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal a également approuvé le tout premier plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour le Cameroun, qui sera exécuté avec l'aide de l'ONUDI. À la fin de l'année, le Comité exécutif du Fonds avait approuvé, à sa deuxième réunion, le financement des plans de mise en œuvre pour 12 autres pays. L'ONUDI a utilisé des fonds provenant de guichets de financement qui venaient d'être approuvés, d'une part pour des projets pilotes sur l'efficacité énergétique dans le contexte de la réduction des HFC, et d'autre part pour l'établissement des inventaires des banques de substances appauvrissant la couche d'ozone, et elle continuera de le faire jusqu'à épuisement des fonds disponibles. Outre le financement, approuvé en 2023, de projets fondés sur des accords pluriannuels conclus au titre

du plan de gestion de l'élimination des HCFC et des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, l'ONUDI s'est assuré le financement de principe de ces projets à hauteur de 16,4 millions de dollars supplémentaires, montant qui sera demandé par tranches jusqu'en 2030.

À sa deuxième réunion de 2023, le Comité exécutif du Fonds a désigné l'ONUDI comme l'organisation ayant obtenu les meilleurs résultats en 2022, pour la ponctualité avec laquelle elle avait soumis les projets, les rapports, le plan d'activité et le rapport annuel, éliminé les substances appauvrissant la couche d'ozone et clos les projets achevés. Avec le soutien du Fonds, l'ONUDI reste déterminée à aider les pays à remplir les obligations qui leur incombent au titre du Protocole de Montréal, en particulier à cesser d'utiliser des substances appauvrissant la couche d'ozone et à réduire l'utilisation de produits chimiques ayant un fort potentiel de réchauffement de la planète, tels que les HFC. À ce titre, elle aide les industries, par un soutien direct, à adopter des pratiques durables, en dispensant une formation complète à leurs techniciennes et techniciens afin qu'ils garantissent la fiabilité de l'activité, et elle aide également les administrations publiques à renforcer leurs capacités institutionnelles.

Ressources des Nations Unies, des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires et des fonds d'affectation spéciale gérés par l'ONUDI

L'ONUDI a contribué activement à la mise en œuvre des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. Compte tenu du manque de dotation qui caractérise généralement les fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, les contributions de ces derniers sont restées faibles en 2023, d'un montant total de 7,7 millions de dollars.

Le montant des contributions volontaires non préaffectées ou préaffectées selon des critères souples aux activités de l'ONUDI axées sur la coopération au service du développement a été négligeable en 2023.

Compte tenu de l'importance, pour l'ONUDI, de bénéficier d'un financement prévisible et souple pour donner une suite efficace et rapide aux demandes et aux priorités nationales des États Membres, ses partenaires financiers sont vivement encouragés à envisager de verser des contributions non préaffectées qui permettront de financer ses activités de coopération au service du développement, au moyen d'instruments tels que l'élément « contributions générales » du Fonds de développement industriel ou les fonds d'affectation spéciale thématiques, ainsi que des contributions non préaffectées qui permettront d'alimenter les comptes spéciaux créés pour compléter son budget ordinaire, à savoir le Fonds pour l'innovation et la transformation et le Fonds d'équipement.

ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Les effectifs de l'ONUDI sont restés relativement stables en 2023. En légère baisse par rapport à 2022, ils sont passés de 2 294 à 2 281 personnes. La diversité géographique est restée stable, 138 pays étant représentés en 2023. Il y a eu une augmentation dans les ressources humaines non

essentiels : le nombre d'agentes et d'agents dont les postes sont financés par la coopération technique est passé de 78 à 96 ; celui des administrateurs et administratrices auxiliaires de 14 à 16 ; celui des spécialistes partenaires de 2 à 10 ; et celui des stagiaires de 134 à 178.

ACHATS ET LOGISTIQUE

En 2023, l'équipe des services d'achat a géré un volume total d'activité de plus de 179 millions de dollars et plus de 10 000 contrats, contribuant ainsi à la réalisation complète de l'objectif fixé pour l'année au titre de la coopération technique et au bon fonctionnement de l'Organisation, au Siège et dans les bureaux hors Siège, ainsi que du Centre international de Vienne (CIV). Le Manuel des achats, le Manuel des subventions et les notes d'orientation publiées tout au long de l'année ont constitué un socle solide pour gérer des volumes de transactions nettement plus importants, conformément

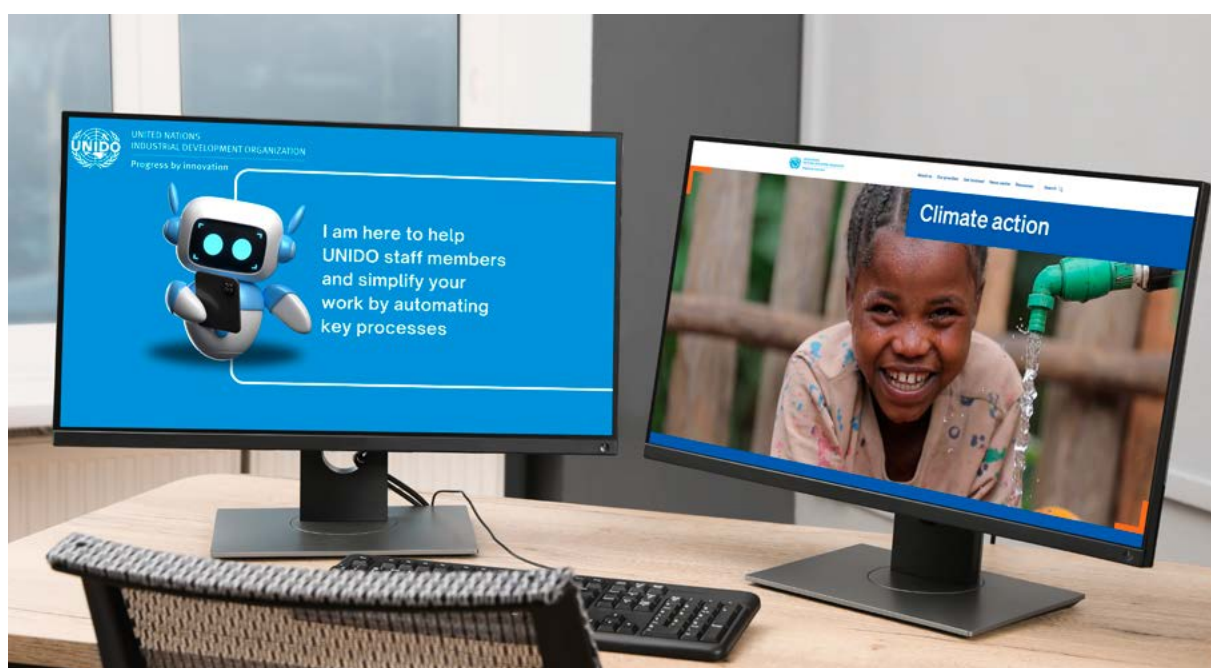
aux meilleures pratiques en vigueur. L'équipe des services d'achat a continué à répondre aux besoins contractuels de nombreuses initiatives programmatiques de premier plan, et anticipé les besoins de formation interne et externe dans le domaine des achats. Plusieurs activités de sensibilisation et séminaires internationaux sur les achats ont été menés avec d'autres organisations des Nations Unies, auxquels ont participé des États Membres de l'ONUDI, notamment l'Allemagne, l'Autriche, la Croatie, la Hongrie, l'Irlande, le Japon, le Royaume des Pays-Bas et la Tchéquie.

SERVICES INFORMATIQUES ET DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Pour faciliter la transformation numérique interne à l'ONUDI, la suite Microsoft 365 a été déployée pour l'ensemble du personnel de l'Organisation, au Siège et dans les bureaux hors Siège, ce qui a permis d'économiser jusqu'à 160 000 € par an en journées de travail. Pour garantir l'intégrité et la disponibilité des données, 80 % des boîtes aux lettres et des millions de fichiers ont été transférés vers Microsoft 365 Cloud, qui, avec Amazon Web Services, fournit des services de

sauvegarde et de récupération. L'outil Viva Engage est désormais utilisé comme média social interne pour améliorer la communication et la collaboration entre les membres du personnel.

L'automatisation robotisée des processus permet d'améliorer l'efficacité dans les domaines de la gestion financière, des voyages, des achats et des ressources humaines à l'aide de robots. Ceux-ci ont traité 4 000 avances sur frais de voyage et



géré les coordonnées et relevés bancaires ainsi que les rapports à l'intention des donateurs. La rationalisation des flux de travail se traduit par des gains d'efficacité annuels pouvant atteindre 370 000 euros en journées de travail.

En collaboration avec Google, l'ONUDI met actuellement au point un outil de recherche sophistiqué fondé sur l'IA, qui permettra d'interpréter les politiques, règles et lignes directrices du personnel, facilitant ainsi un accès transparent aux informations essentielles. Avec les sociétés CGI et Google, elle expérimente une plateforme qui utilise des données géospatiales et ses propres données pour visualiser et analyser des données sur la durabilité. Cette plateforme illustrera les activités menées par l'ONUDI dans les pays, mettant en évidence les capacités dont disposent les États Membres et montrant les retombées de ces interventions.

En réponse aux recommandations d'audit, les structures d'accès et d'autorisation ont été révisées et une politique de sécurité de l'information, le dispositif de l'authentification multifactorielle et le principe de la gestion de la vulnérabilité ont été adoptés. Le durcissement des directives générales internes et la formation de l'ensemble des utilisateurs et utilisatrices à la cybersécurité ont permis de renforcer encore la défense de l'ONUDI contre les menaces qui pourraient se présenter. Par une évaluation complète des 28 risques liés à la sécurité de l'information, il a été démontré que le meilleur moyen de gérer les risques était de les anticiper.

Pour mieux mettre en évidence le travail mené par l'ONUDI et ses retombées, le site Web de l'Organisation a été réorganisé autour de sa mission, de ses priorités et de sa nouvelle devise, « Le progrès par l'innovation ».

SERVICES DE GESTION DES INSTALLATIONS

Les services de gestion des installations consistent à veiller à ce que l'ensemble des installations et services techniques du CIV fonctionnent bien, de manière fiable et en toute sécurité. On ne cesse de réfléchir à de nouvelles approches et techniques pour améliorer la rentabilité du Centre et réduire durablement son empreinte écologique. Pour la huitième année consécutive, l'ONUDI a reçu pour le Centre le certificat de neutralité climatique de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Des équipements multimédias de pointe ont été intégrés aux installations de conférence du bâtiment C et aux 13 salles de réunion du CIV afin de répondre à la demande croissante de réunions hybrides. Ces nouveaux équipements, ainsi que les principaux modules de commande, les projecteurs et les caméras, consomment moins d'énergie et nécessitent moins de maintenance. Afin d'améliorer la couverture Wi-Fi, 284 nouveaux points d'accès ont été installés et 80 points d'accès existants des bâtiments A, B, F et G ont été mis à jour.

Pour améliorer la sécurité et la sûreté, des éclairages d'urgence et d'évacuation ont été installés dans les bâtiments A et B, 60 nouvelles caméras de surveillance ont été connectées au centre de contrôle du Service de la sécurité et de la sûreté, et la porte 7 a été rénovée pour améliorer l'accessibilité du personnel.

L'équipe des services de gestion des installations a renouvelé les groupes surpresseurs du bâtiment M, le système de refroidissement qui équipait depuis quarante ans la salle des serveurs informatiques et les systèmes de maintien de la pression des bâtiments A et D, qui garantissent que la pression de l'eau dans le système de distribution de chaleur reste stable et n'endommage pas les tuyaux ou les pièces qui le constituent. Les compensateurs vétustes qui équipaient le système de distribution d'eau froide du bâtiment C et les principaux conduits d'évacuation présents dans certaines parties des bâtiments A et M ont été remplacés. De nouveaux filtres à eau ont été installés dans

le système de distribution de chaleur du CIV et l'échangeur de chaleur servant à la production d'eau chaude dans le bâtiment F a été renouvelé afin de garantir l'alimentation en eau chaude des douches, des cuisines et des toilettes.

Dix cages d'ascenseur des bâtiments F et G ont été remises à neuf, et les principales lignes d'alimentation verticales du bâtiment E ont été remplacées. Les tuyaux d'irrigation défectueux, qui permettent d'arroser environ 2 000 m² d'espaces verts du CIV, ont été remplacés.



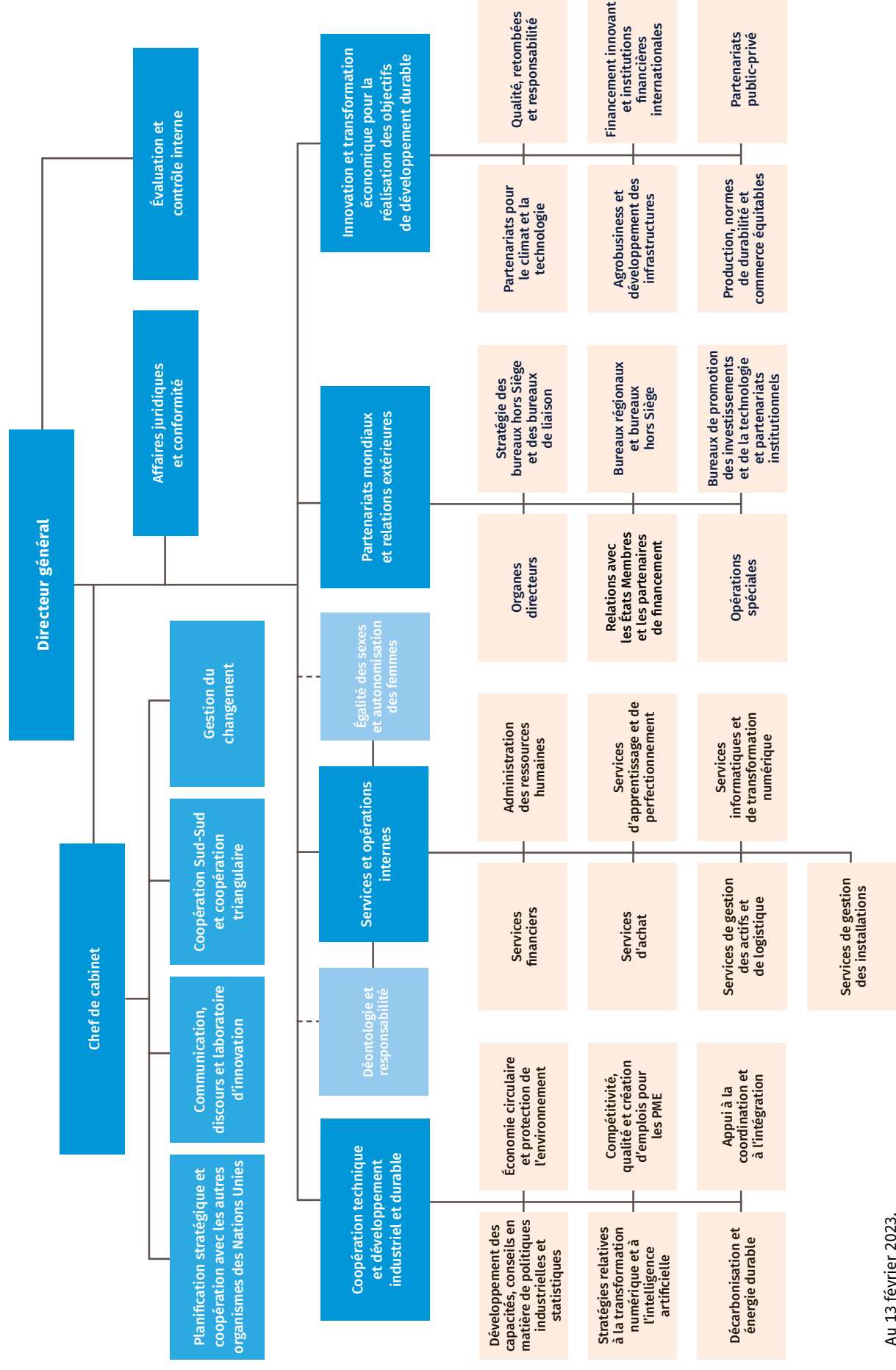
L'équipe des services de gestion des installations de l'ONU/DI

SIGLES ET ACRONYMES

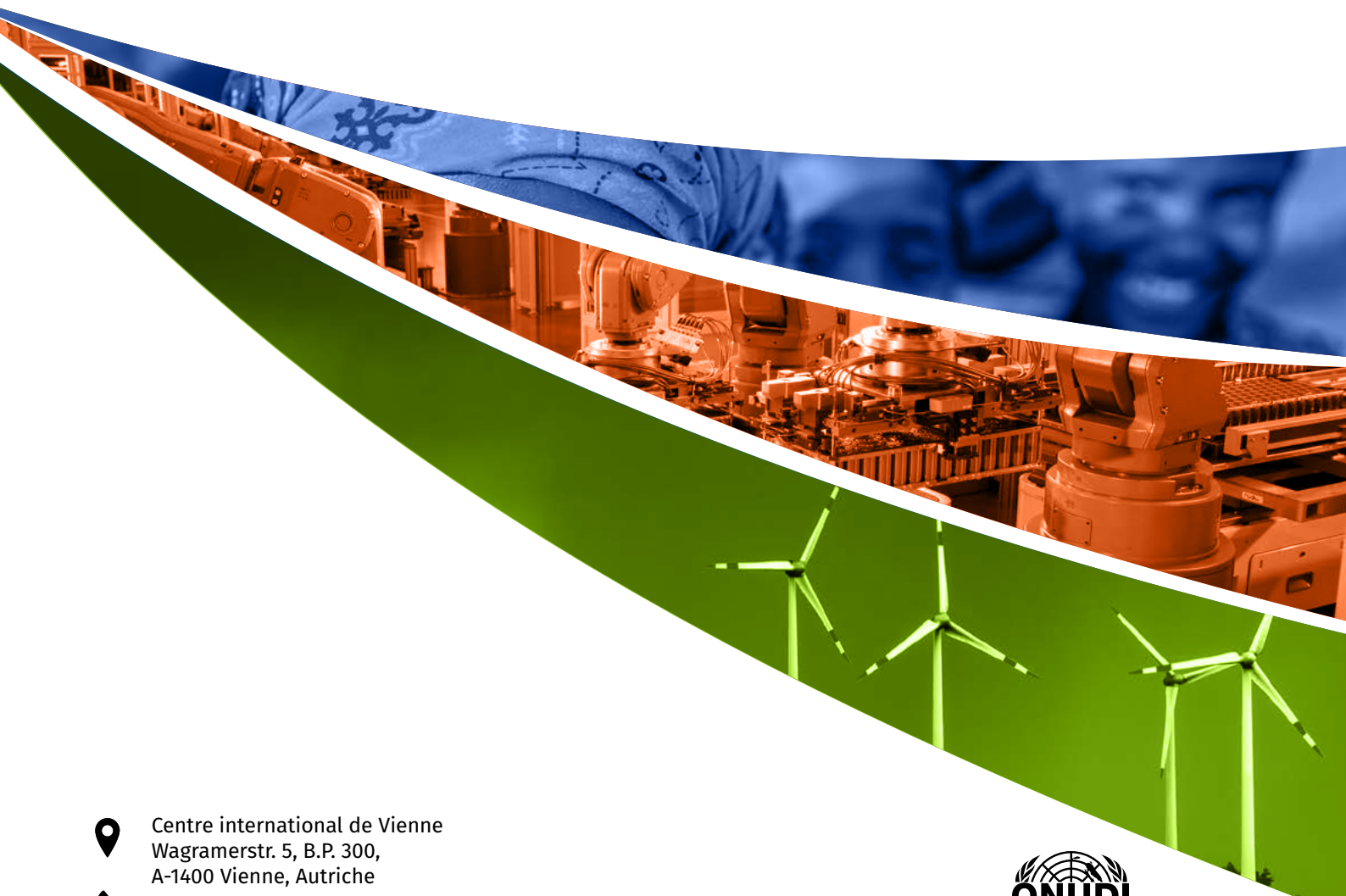
Afreximbank	Banque africaine d'import-export
BFA	programme Blue Finance Accelerator
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CIV	Centre international de Vienne
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CO₂	dioxyde de carbone
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COP 28	vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FVC	Fonds vert pour le climat
G20	Groupe des Vingt
GES	gaz à effet de serre
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
HCFC	hydrochlorofluorocarbones
HFC	hydrofluorocarbones
IA	intelligence artificielle
IDDA III	troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique
ISO	Organisation internationale de normalisation
ITC	Centre du commerce international
MW	mégawatt
ODD	objectif de développement durable
OEACP	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
OIT	Organisation internationale du Travail
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PCP	Programme de partenariat pays
PIB	produit intérieur brut
PME	petites et moyennes entreprises


PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
REIF	fonds d'innovation pour les énergies renouvelables
SABIA	Association de l'industrie du biogaz en Afrique du Sud
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UPM	Union pour la Méditerranée
VAM	valeur ajoutée manufacturière
ZLECAF	Zone de libre-échange continentale africaine


ORGANIGRAMME DE L'ONUUDI








 Centre international de Vienne
Wagramerstr. 5, B.P. 300,
A-1400 Vienne, Autriche

 +43 1 26026-0

 www.unido.org

 csi@unido.org



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL